Ontario

# 2003 Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario

L'honorable Greg Sorbara
Ministre des Finances

Ontario

**2003**

# Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario

L'honorable Greg Sorbara
Ministre des Finances

Pour de plus amples renseignements au sujet de *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2003*, s'adresser au :

Ministère des Finances
95, rue Grosvenor, Queen's Park
Édifice Frost Nord, 3e étage
Toronto (Ontario) M7A 1Z1

ou appeler (sans frais d'interurbain) au :
Centre d'information du ministère des Finances

| | |
|---|---|
| Demandes en français : | 1 800 668-5821 |
| Demandes en anglais : | 1 800 337-7222 |
| Téléimprimeur (ATS) : | 1 800 263-7776 |


Pour avoir la version électronique du document, visiter le site Web du ministère à :
http://www.gov.on.ca/FIN/hmpage.html

On peut se procurer des exemplaires gratuits du présent document auprès de :

Publications Ontario
880, rue Bay, Toronto (Ontario) M7A 1N8

| | |
|---|---|
| Téléphone : | 416 326-5300 |
| Commandes de l'extérieur : | 1 800 668-9938 |
| Téléimprimeur (ATS) : | 1 800 268-7095 |
| Site Web : | www.publications.gov.on.ca |


© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2003
ISSN 1483-5983 ISBN 0-7794-5597-5

This document is available in English under the title:
*2003 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review*.

## Table des matières


Introduction . . . . . 1

Annexe I : Économie de l'Ontario . . . . . 3

Annexe II : Finances de l'Ontario . . . . . 23

Annexe III : Emprunt et gestion de la dette de l'Ontario . . . . 61

Annexe IV : Tableaux des données économiques . . . . . 67

# Introduction

Le premier énoncé d'automne sur la situation économique et financière de l'Ontario a été présenté à l'Assemblée législative par Robert Nixon en novembre 1986. Il s'agissait alors de fournir aux membres de l'Assemblée législative et au public des renseignements qui faciliteraient les discussions et les consultations prébudgétaires.

L'esprit d'innovation et la transparence qui caractérisaient cette initiative ont été rétablis : d'abord avec l'examen de la situation financière de 2003-2004 effectué par l'ancien vérificateur provincial, Erik Peters, puis avec le présent document qui présente clairement les défis que la province doit relever sur le plan financier.

Le présent document énonce les causes du déficit de 5,6 milliards de dollars affiché par la province de l'Ontario en 2003-2004. Il établit des prévisions économiques pluriannuelles et les répercussions de ce déficit sur les recettes et les dépenses. Il est clair que la situation économique de la province n'est pas acceptable.

Heureusement pour nous, l'économie de l'Ontario est vigoureuse et résiliente. Malgré les nombreuses difficultés sans précédent auxquelles elle a fait face cette année, la province a tout de même connu une croissance économique, et la confiance des entreprises et des consommateurs est demeurée positive. Les prévisionnistes du secteur privé sont optimistes et croient que la croissance reprend de la vigueur et que l'économie retrouvera son élan en 2004.

Des services publics solides, financièrement viables, sont essentiels à une bonne croissance économique. Au cours des dernières années, les dépenses ont augmenté rapidement tandis que les recettes ont diminué. Cela ne peut pas continuer. Le gouvernement est déterminé à travailler de concert avec les Ontariennes et Ontariens et à les consulter sur les sacrifices et les choix difficiles qui s'imposent pour redresser la situation financière de l'Ontario.

Le présent document donne des renseignements qui faciliteront les discussions prébudgétaires entre le gouvernement et la population de l'Ontario. L'annexe I porte sur l'économie de l'Ontario; l'annexe II traite de ses finances; l'annexe III donne des renseignements sur le programme d'emprunt et de gestion de la dette de l'Ontario. Enfin, l'annexe IV présente des données sur l'économie de l'Ontario.

104-02312/

# ANNEXE I

## Économie de l'Ontario

# Introduction

L'économie de l'Ontario devrait se redresser après avoir fait face à des situations imprévues qui ont beaucoup ralenti sa croissance en 2003.

La présente annexe expose la moyenne actuelle des prévisions du secteur privé concernant l'économie de l'Ontario de 2003 à 2006 et analyse les recettes prévues.

Les prévisionnistes soulèvent certains éléments différents, mais ils s'entendent tous pour dire que les résultats qu'affichera l'Ontario dans l'avenir seront meilleurs que ceux de cette année. Les Ontariennes et Ontariens peuvent s'attendre à une croissance de l'économie, à une forte création d'emplois et à une hausse de leurs revenus.

Cependant, ces améliorations ne peuvent être tenues pour acquises. La performance économique de l'Ontario sera tributaire d'événements extérieurs et de la façon dont la province gérera ses propres affaires.

L'Ontario est ouvert sur l'économie mondiale et sa croissance dépend dans une grande mesure de facteurs externes, notamment de la santé économique de son principal partenaire commercial, les États-Unis, de la hausse et de la baisse des taux d'intérêt et des fluctuations du dollar canadien par rapport au dollar américain. Comme en témoigne l'expérience de l'année qui s'achève, l'économie peut également être gravement touchée par des événements imprévus. Les répercussions possibles de ces événements exigent qu'on fasse preuve de prudence lors de la planification.

Après un sommaire des principales caractéristiques des perspectives économiques et des prévisions relatives aux recettes, l'annexe I décrit le point de vue consensuel du secteur privé relativement aux facteurs externes, les perspectives concernant les principaux indicateurs de la performance économique de l'Ontario et les recettes prévues. Les prévisions établies par consensus définissent un cadre utile aux consultations et à la planification budgétaires. L'Ontario présentera une série d'hypothèses de planification actualisées lorsque le budget 2004 sera déposé.

# Sommaire

L'économie ontarienne a dû faire face à un certain nombre d'écueils imprévus en 2003, notamment l'incertitude provoquée par la guerre en Irak, le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), la maladie de la vache folle, la panne d'électricité du mois d'août et l'augmentation rapide de la valeur du dollar canadien. La guerre en Irak a ébranlé la confiance des consommateurs et des entreprises. Le SRAS a eu un effet négatif sur l'économie, surtout pendant le deuxième trimestre, où les dépenses de consommation et le tourisme en particulier ont été durement touchés. L'appréciation rapide du dollar canadien, qui est passé de 0,64 $US au début de l'année à un sommet de plus de 0,77 $US en décembre, pose un problème pour les industries exportatrices et touristiques de l'Ontario. La panne d'électricité du 14 août a paralysé la majeure partie de l'Ontario pendant une journée ouvrable et obligé les grandes industries à fonctionner au ralenti pendant la semaine qui a suivi. Pour l'ensemble de l'exercice, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel est passée de 3,6 % en 2002 à un pourcentage estimatif de 1,7 % en 2003, en raison principalement des effets négatifs de ces événements.

Les perspectives pour les années à venir sont plus reluisantes. Même si l'économie mondiale continue d'être exposée à différents risques, les données récentes donnent à penser que la croissance s'améliore à l'échelle internationale. À mesure que s'estomperont les retombées des secousses temporaires, l'économie ontarienne devrait reprendre son élan. En moyenne, les prévisionnistes du secteur privé sont d'avis que le PIB réel de l'Ontario connaîtra une croissance de 3,1 % en 2004, 3,6 % en 2005 et 3,3 % en 2006.

**Points saillants de l'économie**
**(moyenne annuelle, en pourcentage)**

| | 2001 | 2002 | 2003p | 2004p | 2005p | 2006p |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Croissance du PIB réel | 1,8 | 3,6 | 1,7 | 3,1 | 3,6 | 3,3 |
| Croissance du PIB nominal | 2,8 | 5,6 | 4,8 | 4,2 | 5,4 | 5,3 |
| Taux de chômage | 6,3 | 7,1 | 7,0 | 7,0 | 6,5 | 6,4 |
| Inflation de l'IPC | 3,1 | 2,0 | 2,6 | 1,5 | 1,8 | 2,0 |

p = moyenne des prévisions du secteur privé.

Nota : Le nombre de prévisionnistes passe de 10 en 2003 à 4 en 2006.

Sources : Statistique Canada et enquête sur les prévisions (10 décembre 2003) du ministère des Finances de l'Ontario.

Compte tenu des prévisions économiques du secteur privé établies par consensus, l'Ontario peut s'attendre à une augmentation moyenne des recettes d'environ 4,1 milliards de dollars par année. Cette projection repose sur les politiques actuelles du gouvernement fédéral en matière de transferts et sur la structure fiscale actuelle de la province ainsi que sur les mesures proposées dans la *Loi de 2003 sur la gestion responsable des finances*.

# Amélioration des perspectives économiques des États-Unis

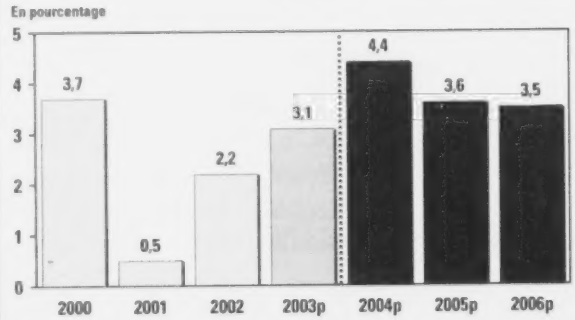
La conjoncture américaine est un élément essentiel des perspectives de l'Ontario. En 2002, la valeur des produits ontariens exportés aux États-Unis s'est élevée à 169 milliards de dollars, ce qui représente 35 % de notre PIB. En outre, l'Ontario a exporté une grande quantité de services, notamment dans les secteurs des finances et des transports. Cependant, la valeur de ces exportations est plus difficile à mesurer avec précision.

Après presque trois années de croissance anémique, l'économie américaine s'améliore. Elle a connu une récession relativement faible d'avril à novembre 2001. Jusqu'à récemment, la reprise de la croissance a été lente et les pertes d'emplois ont augmenté. En 2001 et 2002, le PIB réel a affiché une hausse moyenne de 1,3 % seulement par année. Près de 2,4 millions d'emplois ont disparu, les entreprises devant réduire leurs coûts pour survivre.

En raison de la restructuration des entreprises, la productivité a fait un bond aux États-Unis, augmentant en moyenne de près de 5 % par année en 2002 et 2003. Ces gains de productivité, conjugués à une politique budgétaire et monétaire stimulante et à la baisse de la valeur du dollar américain, ont aidé l'économie américaine à reprendre de la vigueur. La croissance s'est accélérée en 2003, la production augmentant de 8,2 % (à un taux annuel) pendant le troisième trimestre, le gain le plus marqué en près de 20 ans. La création d'emplois est en hausse aux États-Unis, car 57 000 emplois ont été créés en novembre et plus de 300 000 emplois nets ont été créés au cours des quatre derniers mois.

En moyenne, les prévisionnistes du secteur privé s'attendent à ce que la croissance économique américaine passe de 3,1 % en 2003 à 4,4 % en 2004 et qu'elle augmente en moyenne de 3,6 % au cours de 2005 et de 2006.

**Croissance du PIB réel aux États-Unis**




p = projection.
Sources : U.S. Bureau of Economic Analysis, Blue Chip Economic Indicators et prévisions financières (décembre 2003)

Les importants gains de productivité enregistrés aux États-Unis pendant la période de faible croissance des dernières années sont sans précédent. L'augmentation de la productivité a fait grimper les marges bénéficiaires et les salaires. La création d'emplois a repris et devrait se renforcer au cours des mois à venir. La hausse des profits a contribué à faire grimper les indices boursiers et à accroître la richesse des ménages. La création d'emplois s'accompagnera d'une accélération de l'augmentation des revenus, favorisant les dépenses des ménages. En outre, la vigueur accrue de la croissance mondiale et la baisse de la valeur du dollar américain devraient se traduire par une amélioration de la balance commerciale américaine. Les investissements, qui ont été lents jusqu'à récemment,

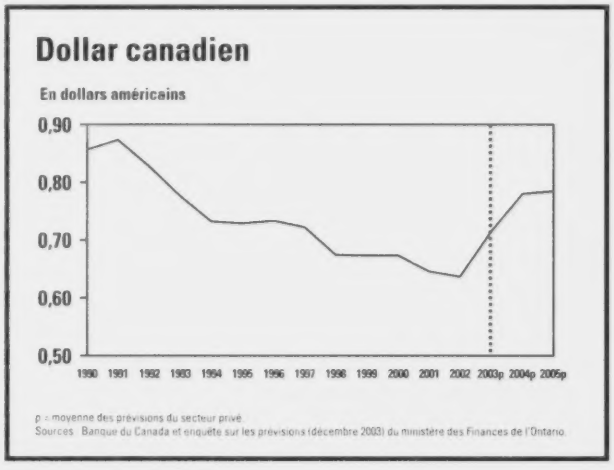
devraient continuer à prendre de la vigueur, en raison de l'augmentation des bénéfices et de la nécessité d'intégrer de nouvelles technologies.

Même si on s'attend à ce que la croissance se poursuive, l'économie américaine fera face à d'importants défis, y compris l'augmentation du déficit du gouvernement fédéral et de ceux des États, les déficits courants substantiels et une devise toujours surévaluée. Le rythme et la durabilité de la croissance économique aux États-Unis dépendent en partie du moment où se fera le redressement de ces déséquilibres économiques et de la façon dont il se fera.

## Augmentation de la valeur du dollar canadien

Le dollar américain surévalué s'est affaibli par rapport aux principales devises en 2003. Le dollar canadien valait plus de 0,77 $US au début de décembre, en regard de 0,64 $US au début de l'année. Bien que la Banque du Canada puisse exercer un certain contrôle sur le rythme des mouvements de taux de change en rajustant les écarts entre le taux d'intérêt du Canada et celui des États-Unis, elle ne peut en modifier la direction. À cause de l'important déficit commercial externe des États-Unis et de l'écart financier important, le dollar américain devrait continuer de se déprécier en regard des autres devises en 2004. Par contre, l'excédent courant du Canada, son engagement à assainir les finances publiques et la hausse des prix des produits de base à l'échelle internationale vont de pair avec un dollar canadien fort.

On s'attend à ce que la valeur du dollar augmente et qu'elle passe d'une moyenne de 0,714 $US en 2003 à une moyenne de 0,780 $US en 2004 et de 0,782 $US en 2005. Il s'agit là d'un défi de taille pour les entreprises et les travailleurs de l'Ontario, en particulier ceux des industries d'exportation. Cependant, un dollar plus fort a aussi des avantages parce qu'il réduit le coût des importations, ce qui améliore le niveau de vie des Ontariennes et des Ontariens et encourage les investissements dans le matériel qui contribue à faire augmenter la productivité. Environ 60 % des fonds investis par l'Ontario dans le matériel et l'outillage sont destinés à des biens d'importation.

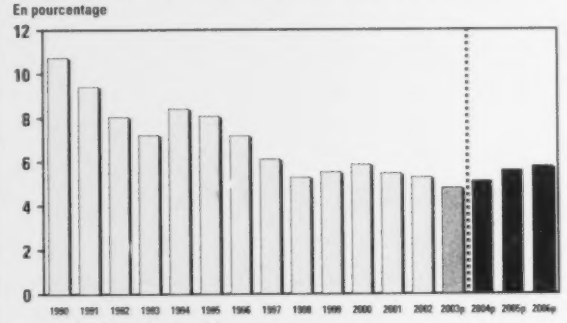



La politique monétaire joue un rôle important, car elle compense les effets négatifs des mouvements de taux de change. Il est très difficile pour les entreprises exportatrices, dont les marges bénéficiaires sont modestes, de s'adapter à des baisses importantes de revenus causées par une appréciation importante et soudaine du dollar canadien. On s'attend à ce que la Banque du Canada prenne des mesures visant à rajuster les taux d'intérêt pour soutenir l'économie si la montée du dollar menace la croissance.

# Taux d'intérêt faibles et inflation modérée

Les taux d'intérêt au Canada devraient rester bas par rapport aux normes traditionnelles en raison d'un taux d'inflation modéré et de l'appréciation prévue du dollar canadien. Au début de 2003, la Banque du Canada a augmenté les taux d'intérêt de 50 points de base, car elle s'attendait à une reprise de l'inflation. Étant donné l'affaiblissement de la croissance et le recul abrupt de l'inflation, la Banque du Canada a réduit les taux d'intérêt de 50 points de base, éliminant par le fait même les hausses précédentes.

**Taux des obligations du gouvernement du Canada portant une échéance de 10 ans**




p = moyenne des prévisions du secteur privé.
Sources : Banque du Canada et enquête sur les prévisions (décembre 2003) du ministère des Finances de l'Ontario.

Même s'il est prévu que la croissance économique reprendra à court terme, la Banque du Canada compte maintenir les taux d'intérêt à un niveau relativement stable jusqu'à la deuxième moitié de 2004. L'inflation, quant à elle, devrait rester bien en-deçà du point milieu de la fourchette des taux de 1 à 3 % établie par la Banque.

Au-delà de cette période, à mesure que la vigueur continue de la croissance aide l'économie à tourner de plus en plus à plein régime, la Banque du Canada devrait accroître modérément les taux à court terme pour contrer toute tension inflationniste. Les taux à plus long terme devraient eux aussi augmenter.

**Perspectives d'évolution des taux d'intérêt au Canada (pourcentage annuel)**

| | 2002 | 2003p | 2004p | 2005p | 2006p |
|---|---|---|---|---|---|
| **Taux des bons du Trésor de 3 mois** | 2,6 | 2,9 | 2,8 | 3,9 | 4,5 |
| **Taux des obligations du gouvernement portant une échéance de 10 ans** | 5,3 | 4,8 | 5,1 | 5,6 | 5,8 |
| **Taux d'inflation de l'IPC** | 2,0 | 2,6 | 1,5 | 1,8 | 2,0 |

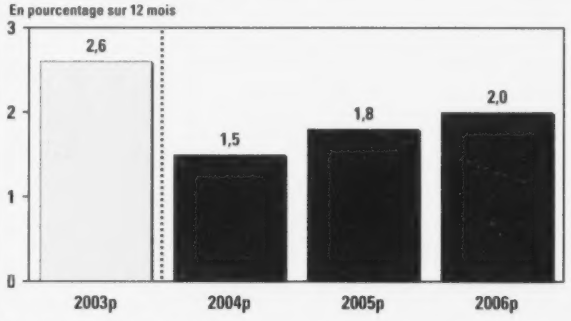
p = moyenne des prévisions du secteur privé.

Sources : Banque du Canada, Statistique Canada et enquête sur les prévisions (décembre 2003) du ministère des Finances de l'Ontario.

Les taux d'intérêt nominaux devraient rester relativement bas par suite du maintien d'une inflation faible. En Ontario, le taux d'inflation de l'indice des prix à la consommation est passé de 2,0 % en 2002 à environ 2,6 % en 2003 en raison, principalement, de l'augmentation du prix moyen du pétrole, du gaz naturel et de l'assurance-automobile. Selon les prévisionnistes du secteur privé, le taux d'inflation de l'IPC de l'Ontario devrait s'établir en moyenne à 1,5 % en 2004, 1,8 % en 2005 et 2,0 % en 2006.

La baisse prévue du taux d'inflation annuel moyen en 2004 est attribuable à la diminution du prix du pétrole et du gaz, au maintien des pressions concurrentielles – qui se traduisent par l'amélioration du rapport coût-efficacité de la fabrication de produits – et au projet du gouvernement de baisser les primes d'assurance-automobile. Le cours actuel du baril de pétrole s'établit entre 29 et 31 $US, une diminution par rapport à la moyenne de 36 $US enregistrée en février 2003. Les prévisionnistes s'attendent en général à ce que le cours du pétrole se stabilise à 26,50 $US d'ici la fin de 2004. Les risques de conflit dans nombre des pays producteurs de pétrole nuisent grandement à l'établissement des prévisions du prix de cet important produit.

**Perspectives relatives au taux d'inflation de l'IPC en Ontario**




p = moyenne des prévisions du secteur privé.
Sources : Statistique Canada et enquête sur les prévisions (décembre 2003) du ministère des Finances de l'Ontario.

## Risques posés par les bouleversements externes

Le comportement de l'économie américaine, le cours du pétrole brut et l'évolution des taux d'intérêt et des taux de change peuvent avoir des incidences importantes sur le rendement économique de l'Ontario. Le tableau ci-dessous illustre les incidences types de ces forces externes sur la croissance réelle de l'économie pendant la première et la deuxième année.

Ces prévisions se fondent sur des rapports historiques et indiquent les limites supérieures et inférieures des réactions moyennes. Les résultats indiquent les incidences des modifications des hypothèses clés indépendamment des changements subis par d'autres facteurs externes. Dans toute situation réelle, la conjugaison d'autres circonstances peut aussi influencer considérablement les résultats. La gamme des incidences éventuelles est fonction d'un ensemble de facteurs.

- Par exemple, chaque augmentation d'un point de pourcentage de la croissance réelle aux États-Unis se traduit par une hausse de 0,3 à 0,7 point de pourcentage de la croissance réelle en Ontario pendant la première année. Dans ce cas, les incidences révèlent en partie que les répercussions sur la croissance en Ontario sont fonction de la composition de la croissance aux États-Unis.

- Toute appréciation de 0,05 $ du dollar canadien entraîne une réduction de 0,2 à 0,9 point de pourcentage de la croissance en Ontario pendant la première année. Ces incidences sont fonction d'un certain nombre d'incertitudes, comme la mesure dans laquelle la baisse du prix des importations en raison de la hausse du dollar canadien se répercute sur le prix des biens et services au Canada.

L'envergure de ces bouleversements témoigne de l'importance d'une planification prudente, étant donné que la croissance de l'économie et des recettes de la province dépend en très grande partie de facteurs indépendants de notre volonté. D'autres événements imprévisibles, comme l'épidémie du SRAS et la panne d'électricité survenue en août, soulignent eux aussi le besoin d'adopter des stratégies de planification financière prudentes.

**Incidences des modifications des principales hypothèses sur la croissance du PIB réel de l'Ontario**

| (Écart en points de pourcentage) | 1re année | 2e année |
|---|---|---|
| Hausse de 1 point de pourcentage des taux d'intérêt au Canada | -0,1 à -0,5 | -0,2 à -0,6 |
| Hausse de 1 point de pourcentage du PIB aux États-Unis | +0,3 à +0,7 | +0,4 à +0,8 |
| Appréciation de 0,05 $US du dollar canadien | -0,2 à -0,9 | -0,7 à -1,4 |
| Hausse de 10 $US du prix du baril de pétrole brut | -0,3 à -0,7 | -0,1 à -0,5 |

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

## Cycles économiques en Ontario

| Récessions | | | Reprises et expansions économiques | |
|---|---|---|---|---|
| **Trimestres ayant connu une récession** | **Durée (en trimestres)** | **Déclin pointe à creux (PIB réel)** | **Trimestres ayant connu une expansion** | **Durée (en trimestres)** |
| T1 1954 - T2 1954 | 2 | -1,5 % | T3 1954 - T3 1957 | 13 |
| T4 1957 - T2 1958 | 3 | -1,7 % | T3 1958 - T3 1974 | 65 |
| T4 1974 - T1 1975 | 2 | -0,6 % | T2 1975 - T3 1979 | 18 |
| T4 1979 - T3 1980 | 4 | -2,2 % | T4 1980 - T4 1981 | 5 |
| T1 1982 - T3 1982 | 3 | -5,2 % | T4 1982 - T4 1989 | 29 |
| T1 1990 - T1 1991 | 5 | -7,7 % | T2 1991 - T1 1992 | 4 |
| T2 1992 - T3 1992 | 2 | -0,9 % | T4 1992 - T2 2003 | 43 |
| Moyenne | 3 | -2,8 % | Moyenne | 25 |
| Pondération selon la durée de la récession | | -3,5 % | | |

- À l'instar de toutes les économies dans le monde, l'économie de l'Ontario connaît divers cycles. Les prévisionnistes ont eu beaucoup de mal à prédire avec exactitude les points de renversement de la croissance économique.

- Depuis le dernier trimestre de 1992, l'Ontario a connu son deuxième cycle de croissance économique sans récession, le plus long depuis la guerre de Corée. On entend généralement par récession tout revirement à la baisse de l'activité économique qui se prolonge sur au moins deux trimestres consécutifs et qui se traduit par une chute du produit intérieur brut réel. Le PIB réel de l'Ontario a baissé de 0,3 % pendant le deuxième trimestre de 2003. Les Comptes économiques de l'Ontario, qui seront publiés à la mi-janvier, permettront de déterminer si la situation économique s'est améliorée pendant le troisième trimestre, au cours duquel est survenue la grande panne de courant d'août.

- La croissance économique de l'Ontario a été forte entre 1994 et 2000. Le taux annuel moyen de croissance s'est chiffré à 4,7 %. Après l'effondrement du secteur de la haute technologie en 2000 et les attentats terroristes du 11 septembre 2001, la croissance réelle a connu un ralentissement. Entre 2001 et 2003, la croissance annuelle moyenne n'a été que de 2,3 %.

## Évolution des perspectives budgétaires suite aux modifications des hypothèses économiques

Le tableau ci-dessous illustre l'évolution de l'équilibre budgétaire consécutif aux incidences directes de la hausse des taux d'intérêt sur l'intérêt sur la dette et les répercussions de la reprise de la croissance économique sur les recettes et les dépenses.

**Incidences cumulatives des modifications des hypothèses économiques sur l'équilibre budgétaire de l'Ontario**
**(en millions de dollars)**

| | Année entière 2004-2005 | Année entière 2005-2006 | Année entière 2006-2007 |
|---|---|---|---|
| Augmentation soutenue de 1 point de pourcentage des taux d'intérêt au Canada | - 175 | - 435 | - 675 |
| Augmentation soutenue de 1 point de pourcentage de la croissance du PIB réel | 625 | 1 320 | 2 090 |

Nota : La variation des taux d'intérêt a une incidence sur la dette de la province et de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.
Ces chiffres sont des « moyennes ». Ils pourraient varier considérablement compte tenu de la nature de l'évolution des recettes et des dépenses.
Source : ministère des Finances de l'Ontario.

## Croissance, emplois et productivité

Le rendement économique de nos partenaires commerciaux et l'évolution des taux de change et des taux d'intérêt, de même que les incertitudes et les risques qui s'y rattachent, fournissent les éléments de base pour les perspectives économiques et les prévisions relatives aux recettes de l'Ontario.

La croissance économique, la création d'emplois et la hausse de la productivité vont de pair.

La productivité augmente parce que les travailleurs et les entreprises adoptent de nouvelles techniques, de nouveaux outils et de meilleures pratiques. La productivité s'accroît lorsque les infrastructures publiques facilitent les déplacements des travailleurs entre leur domicile et leur lieu de travail, le transport des biens et des matériaux pour les entreprises, et la distribution fiable de l'énergie à l'aide des câbles et des pipelines.

L'amélioration de la productivité nous aide à exercer notre concurrence sur les marchés internationaux sans réduire les salaires ni les marges bénéficiaires. Elle se traduit par l'augmentation du revenu réel des particuliers, alimentant par le fait même la demande de biens de consommation et de services. Elle favorise aussi l'augmentation du profit des entreprises, accroissant la capacité de faire de nouveaux investissements. Les succès remportés sur les marchés internationaux et l'augmentation de la demande intérieure sont synonymes de croissance économique.

L'expansion de l'économie repose sur une main-d'oeuvre spécialisée et en croissance. L'enseignement de qualité que dispensent les collèges et universités de la province permet aux jeunes d'acquérir les outils nécessaires pour relever les défis du marché du travail d'aujourd'hui. L'augmentation de la population active de la province se fonde de plus en plus sur l'arrivée de nouveaux immigrants. La qualité de vie de l'Ontario et l'ouverture de la société ne cessent d'attirer des gens talentueux et énergiques des quatre coins du monde. L'Ontario peut mettre ces travailleurs intellectuels au travail et miser sur cette diversité pour attirer des investissements.

Les prévisionnistes du secteur privé s'attendent à ce que l'économie de la province stimule grandement la croissance de l'emploi dans les années à venir.

## L'équité et l'efficacité des marchés des capitaux sont essentielles à la croissance économique

Pour que l'Ontario puisse jouir d'une économie vigoureuse et dynamique, les marchés financiers doivent être équitables, efficients et efficaces.

Les investisseurs et les sociétés cotées en bourse doivent avoir l'assurance que la réglementation des valeurs mobilières est rigoureuse, transparente et juste. La protection et la sensibilisation des investisseurs sont cruciales pour favoriser l'épargne et l'investissement, qui créent la liquidité du marché dont les entreprises ont besoin pour amasser les fonds nécessaires aux investissements et à la création d'emplois en Ontario.

Le fait que Toronto soit le coeur financier et le centre des sièges sociaux du Canada est également profitable à l'économie de l'Ontario. Toronto se classe au troisième rang en Amérique du Nord pour ce qui est de l'emploi dans les secteurs des finances et des assurances, après Chicago et New York. Plus de 65 % des travailleurs du secteur des finances ont des diplômes d'études universitaires ou des certificats d'études collégiales et tirent profit d'investissements exceptionnels en informatique.

Les services financiers et leurs organismes de réglementation ne doivent cesser de s'adapter à des marchés plus complexes et à de nouveaux produits financiers pour que l'Ontario demeure compétitif sur les marchés internationaux. Le gouvernement de l'Ontario :

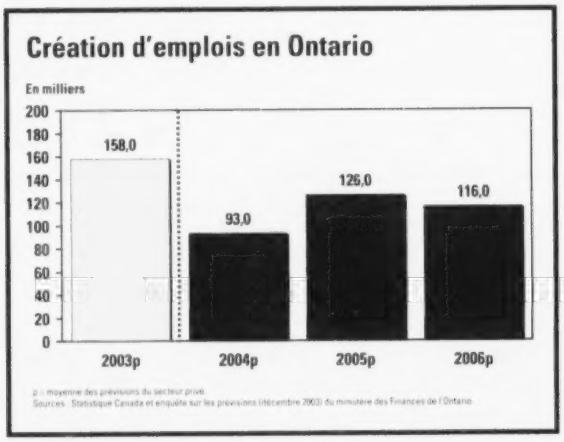
- fera tout en son pouvoir pour qu'une seule commission nationale des valeurs mobilières soit créée afin d'accroître l'efficacité des marchés des capitaux, de réduire les coûts pour les investisseurs et les entreprises et de favoriser les investissements internationaux;

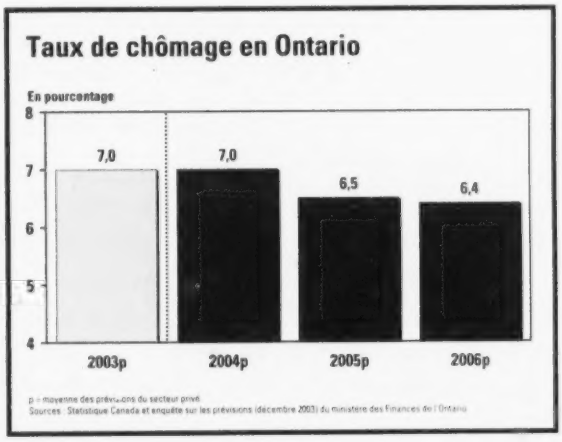
- proposera des modifications législatives de forme afin de préciser que les investisseurs des fiducies cotées en bourse ne seront pas responsables des activités de ces fiducies.

# Création d'emplois

Au cours des trois prochaines années, la population d'âge actif vivant en Ontario devrait s'accroître en moyenne d'environ 150 000 personnes par année. Cela signifie que la population active devrait augmenter d'environ 105 000 personnes par année. Une forte croissance économique est nécessaire pour générer des emplois à l'intention du nombre sans cesse grandissant d'Ontariennes et d'Ontariens et réduire le taux de chômage, qui s'établissait à 6,8 % en novembre 2003. Les prévisionnistes du secteur privé s'attendent en moyenne à ce que l'économie ontarienne soit suffisamment dynamique pour assurer une croissance de l'emploi d'environ 1,8 % par année entre 2004 et 2006. Cela correspondrait à la création de 112 000 emplois en moyenne par année. Cela signifierait aussi que le taux de chômage serait ramené à 6,4 % en 2006.

La création d'emplois a stagné au printemps de 2003, suite au ralentissement économique attribuable en grande partie aux conséquences négatives du SRAS. On a recommencé à créer des emplois en septembre. En 2003, 158 000 emplois nets devraient être créés en moyenne.




L'emploi dans le secteur manufacturier a atteint un sommet en août 2002. Depuis, l'Ontario a perdu 68 100 emplois dans ce secteur (5,9 %). Ces pertes ont été compensées par des gains dans divers domaines (notamment la construction et les finances) des secteurs public et privé. La diminution de l'emploi dans le secteur manufacturier est probablement attribuable, en partie, à l'appréciation du dollar canadien. Le Canada a été l'un des rares pays industrialisés à créer des emplois dans le secteur manufacturier dans les années 1990. La plupart de ces emplois ont été créés en Ontario. En effet, l'économie ontarienne a créé environ 300 000 emplois dans ce secteur, une augmentation de 36,3 % entre 1993 et 2002. Pendant ce temps, le nombre d'emplois dans le secteur manufacturier aux États-Unis a enregistré une diminution de près de 1,5 million (8,8 %). L'excellente performance économique de l'Ontario est attribuable à deux facteurs : l'accord de libre-échange et la faiblesse du dollar canadien. En effet, le dollar canadien est passé d'un sommet de 0,89 $US en novembre 1991 à 0,62 $US en février 2002, le niveau le plus bas jamais atteint.

# Hausse prévue des exportations de l'Ontario

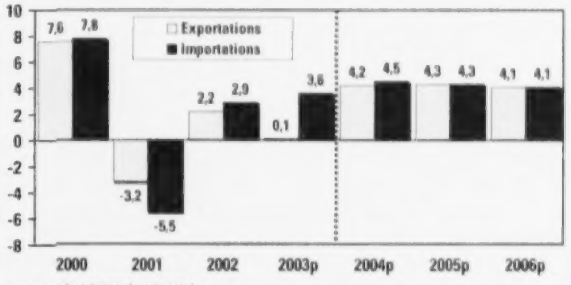
Les exportateurs ontariens bénéficieront de la croissance plus forte de l'économie mondiale, tout spécialement de l'économie des États-Unis, le principal partenaire commercial de la province. Les ventes aux États-Unis représentent plus de 90 % des exportations internationales de l'Ontario. La croissance de l'économie mondiale sera particulièrement importante, car elle aidera les industries ontariennes à s'adapter à la hausse de la valeur du dollar canadien.

Les exportateurs ontariens ont fait face à divers obstacles en 2003. Par exemple, la croissance de l'économie américaine a été faible au cours des six premiers mois de l'année. Cette faible croissance s'est surtout manifestée dans la demande d'automobiles et de pièces (45,9 % des exportations de l'Ontario vers les États-Unis) et de matériel et d'outillage (15,4 %). Par ailleurs, le SRAS a affecté les dépenses des touristes en Ontario pendant l'été, et la panne d'électricité en août a entraîné une réduction importante des exportations pendant ce mois. Malgré la reprise de la croissance aux États-Unis pendant les deuxième et troisième trimestres, les exportations de l'Ontario ont mis du temps à reprendre de la vigueur car, pour faire face à la hausse de la demande, les entreprises américaines ont réduit leurs stocks.

On prévoit que, lorsque l'incidence de ces facteurs temporaires ne se fera plus sentir, les exportations de l'Ontario afficheront à nouveau une croissance soutenue malgré la hausse du taux de change Canada - États-Unis. Selon les prévisionnistes, les investissements des entreprises américaines dans le matériel et l'outillage augmenteront, les ventes d'automobiles aux États-Unis seront et demeureront bonnes et il y aura une hausse des stocks. On prévoit donc que les exportations réelles de l'Ontario progresseront de 4,2 % en 2004, après avoir affiché une croissance minime en 2003. On prévoit également que, à mesure que les entreprises s'adapteront à la hausse de la valeur du dollar canadien, les exportations réelles augmenteront en moyenne de 4,2 % en 2005 et 2006.

Les investissements américains dans le matériel et l'outillage se sont considérablement accrus plus tôt cette année en raison de la nécessité de remplacer des immobilisations après deux ans de faibles investissements dans ce secteur. Les prévisionnistes s'attendent à ce que les investissements dans le matériel et l'outillage augmentent de plus de 10 % en 2004 et de près de 8 % en moyenne en 2005 et 2006. On s'attend à ce que les ventes d'automobiles aux États-Unis atteignent près de 17 millions d'unités par année au cours des trois prochaines années, ce qui est proche du niveau record qui a été enregistré.

**Échanges commerciaux réels de l'Ontario à l'échelle internationale et interprovinciale**



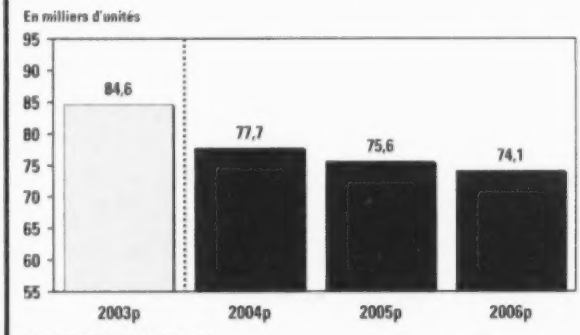

p - moyenne des prévisions du secteur privé
Sources : Statistique Canada et enquête sur les prévisions (décembre 2003) du ministère des Finances de l'Ontario

# Vigueur des dépenses des ménages ontariens

Les dépenses des Ontariennes et des Ontariens liées au logement et aux biens et services de consommation sont demeurées très vigoureuses en 2003, ce qui a contrebalancé en partie le ralentissement de l'économie externe. La faiblesse des taux d'intérêt, la hausse des revenus et l'augmentation de la richesse découlant de l'appréciation de la valeur des logements et des gains enregistrés sur le marché boursier ont soutenu la croissance dynamique des dépenses des ménages.

Le marché du logement de l'Ontario a continué d'afficher d'excellents résultats en 2003. La faiblesse des taux hypothécaires et l'augmentation des revenus ont contribué à maintenir les logements à un prix abordable pour la population croissante de l'Ontario. Les mises en chantier de logements en Ontario sont en voie d'atteindre 84 600 unités en 2003, une hausse par rapport aux 83 600 unités mises en chantier en 2002. Si ce résultat est atteint, il s'agira du niveau le plus élevé depuis 1989. On prévoit que, au cours des prochaines années, les mises en chantier ralentiront mais demeureront élevées. À moyen terme, le niveau d'activité du secteur du logement bénéficiera des faibles taux d'intérêt et d'une immigration soutenue.

**Mises en chantier de logements en Ontario**



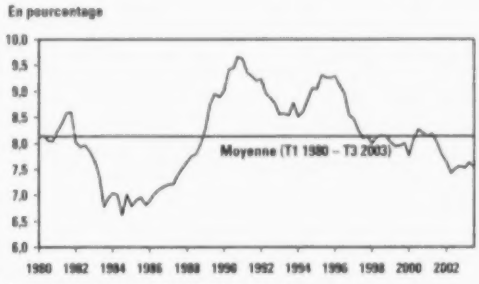

p – moyenne des prévisions du secteur privé
Sources : Société canadienne d'hypothèques et de logement et enquête sur les prévisions (décembre 2003) du ministère des Finances de l'Ontario

À l'heure actuelle, les taux hypothécaires de cinq ans sont de 6,5 %; ils étaient de 5,8 % en juin. On prévoit que le taux de cinq ans atteindra en moyenne 7,0 % en 2005 et 7,4 % en 2006. Les taux hypothécaires négociés peuvent être de un point à un point et demi de pourcentage inférieurs aux taux affichés.

Le marché ontarien de la revente de logements est en voie d'atteindre un niveau record en 2003. Jusqu'à maintenant cette année, les reventes de logements en Ontario sont en hausse de 3,4 % par rapport à la même période l'an dernier. On prévoit que, pour toute l'année, 180 000 logements seront revendus, soit un niveau record, et que les prix augmenteront de près de 8 %. Bien qu'on s'attende à ce que la croissance des ventes de logements ralentisse, le niveau d'activité devrait demeurer élevé au cours des trois prochaines années.

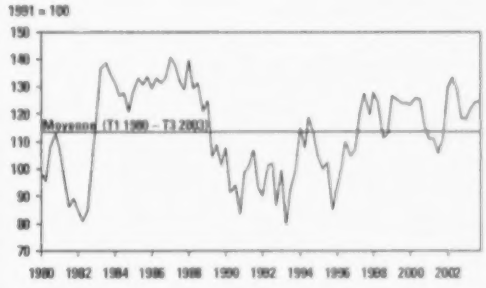
Sous l'influence des dépenses élevées liées au logement, les dépenses réelles de consommation devraient croître de 3,8 % en 2003 et de 3,6 % en 2004. Les ventes des magasins de meubles et d'électroménagers ont augmenté de 8,6 % au cours des neuf premiers mois de 2003. La croissance des dépenses sera soutenue par la faiblesse des taux d'intérêt, la hausse constante des revenus et le niveau élevé de confiance des consommateurs. La hausse de la valeur du dollar canadien contribue à accroître le pouvoir de dépenser des consommateurs, car elle réduit le coût des biens importés.

**Frais de service de la dette des ménages canadiens (en pourcentage du revenu personnel disponible)**




Sources : ministère des Finances du Canada et Statistique Canada.

**Confiance des consommateurs ontariens**




Source : Conference Board du Canada

Bien que l'endettement des ménages ait continué d'augmenter, les frais de service de cette dette sont faibles sur le plan historique. Le ratio des frais de service de la dette des ménages canadiens par rapport au revenu personnel disponible était de 7,5 % au cours du troisième trimestre de 2003, ce qui est inférieur à la moyenne de 8,1 % affichée de 1980 à 2003. Cela s'explique par la faiblesse des taux d'intérêt et la hausse du revenu personnel. De plus, la hausse de la valeur des logements et l'amélioration du rendement sur les marchés boursiers ont accru la richesse des ménages. On prévoit que la situation financière saine des ménages soutiendra la vigueur des dépenses de consommation au cours de la période de prévisions.

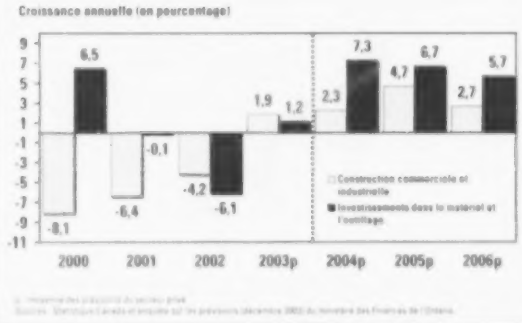
La faiblesse des taux d'intérêt et la hausse importante des revenus ont également contribué à maintenir la confiance des consommateurs ontariens, malgré des revers tels que le SRAS et la panne d'électricité. Le niveau de confiance des consommateurs ontariens a augmenté ces derniers mois et est actuellement de 10,0 % supérieur à la moyenne enregistrée de 1980 à 2003.

On estime que le revenu des particuliers augmentera de 3,6 % en 2003. Selon les prévisionnistes du secteur privé, la hausse modérée et soutenue des salaires et la croissance de l'emploi entraîneront une augmentation de 4,4 % du revenu des particuliers en 2004. On s'attend à ce que les dépenses de consommation demeurent vigoureuses en 2005 et 2006. On prévoit en effet que la consommation réelle augmentera en moyenne de 3,5 % par année grâce en partie à une hausse moyenne des revenus de 5,3 % ou de 3,4 % en tenant compte de l'inflation.

# Reprise des investissements

Les investissements des entreprises dans le matériel et l'équipement ont été faibles depuis que la bulle de la haute technologie a éclaté en 2000. Les investissements des entreprises ont repris et on prévoit qu'ils se poursuivront en raison de l'amélioration des conditions sous-jacentes à la demande, de la hausse des bénéfices, des gains réalisés sur le marché boursier et des bilans positifs affichés par les entreprises. On s'attend à ce que les bénéfices des entreprises ontariennes augmentent de 11,5 % en 2003. De plus, l'appréciation du dollar a réduit les coûts d'investissement dans le matériel et l'outillage. Environ 60 % des biens d'équipement qu'utilisent les entreprises ontariennes sont importés.

**Investissements réels des entreprises**




**Les entreprises affichent des bilans positifs**

Pour demeurer rentables, malgré la hausse de la valeur du dollar canadien et les pressions concurrentielles constantes, les entreprises ontariennes mettront l'accent sur les investissements dans la meilleure technologie qui soit pour accroître la productivité. Ces investissements dans l'augmentation de la capacité de production aident également à transformer les idées en biens et services novateurs qui s'avèrent rentables sur les marchés locaux et internationaux et accroissent la capacité à long terme de l'économie ontarienne de croître et de prospérer. Le graphique ci-dessus illustre les prévisions du secteur privé relativement à la croissance future des investissements.

Les taux compétitifs d'imposition des sociétés favoriseront les investissements. Le taux général fédéral-provincial combiné d'impôt sur les sociétés sera d'environ 36 % en Ontario en 2004 comparativement au taux moyen d'environ 40 % en vigueur aux États-Unis. En plus de taux d'imposition compétitifs, les employeurs ontariens bénéficient d'un système de santé financé par les deniers publics, alors que les employeurs américains doivent dépenser des sommes considérables pour offrir une assurance-santé à leurs employés.

Le tableau ci-dessous indique les prévisions moyennes actuelles faites par le secteur privé pour l'Ontario jusqu'en 2006.

**L'économie de l'Ontario de 2001 à 2006**

| | Chiffres réels | | | Prévisions | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **(Variation en pourcentage)** | **2001** | **2002** | **2003p** | **2004p** | **2005p** | **2006p** |
| **Produit intérieur brut réel** | **1,8** | **3,6** | **1,7** | **3,1** | **3,6** | **3,3** |
| Dépenses de consommation | 2,4 | 3,6 | 3,8 | 3,6 | 3,6 | 3,3 |
| Construction résidentielle | 9,2 | 9,6 | 3,1 | -0,6 | -0,1 | 0,8 |
| Construction non résidentielle | -6,4 | -4,2 | 1,9 | 2,3 | 4,7 | 2,7 |
| Matériel et outillage | -0,1 | -6,1 | 1,2 | 7,3 | 6,7 | 5,7 |
| Exportations | -3,2 | 2,2 | 0,1 | 4,2 | 4,3 | 4,1 |
| Importations | -5,5 | 2,9 | 3,6 | 4,5 | 4,3 | 4,1 |
| **Produit intérieur brut nominal** | **2,8** | **5,6** | **4,8** | **4,2** | **5,4** | **5,3** |
| **Autres indicateurs économiques** | | | | | | |
| Ventes au détail | 2,6 | 5,6 | 3,8 | 4,7 | 4,8 | 4,7 |
| Mises en chantier de logements (en milliers) | 73,3 | 83,6 | 84,6 | 77,7 | 75,6 | 74,1 |
| Revenu des particuliers | 3,6 | 3,5 | 3,6 | 4,4 | 5,4 | 5,2 |
| Traitements et salaires | 3,7 | 4,5 | 4,0 | 4,7 | 5,6 | 5,2 |
| Profits des entreprises | -11,5 | 16,7 | 11,5 | 4,8 | 5,3 | 6,8 |
| Indice des prix à la consommation | 3,1 | 2,0 | 2,6 | 1,5 | 1,8 | 2,0 |
| **Marché du travail** | | | | | | |
| Emplois | 1,5 | 1,8 | 2,6 | 1,5 | 2,0 | 1,8 |
| Emplois créés (en milliers) | 91 | 105 | 158 | 93 | 126 | 116 |
| Taux de chômage (en pourcentage) | 6,3 | 7,1 | 7,0 | 7,0 | 6,5 | 6,4 |

p = moyenne des prévisions du secteur privé.

Nota : Le nombre de prévisionnistes passe de 10 en 2003 à 4 en 2006.
Chaque prévisionniste se prononce sur un certain nombre de variables.

Sources : Statistique Canada et enquête sur les prévisions (10 décembre 2003) du ministère des Finances de l'Ontario.

# Perspectives économiques et aperçu des recettes de l'Ontario

Une économie en croissance caractérisée par des revenus et des dépenses à la hausse entraîne un accroissement des recettes, dont on a besoin pour payer les services publics. Les recettes prévues sont présentées dans le tableau suivant.

**Recettes**
**(en milliards de dollars)**

| | Chiffres réels | Prévisions | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | 2002-2003 | 2003-2004 | 2004-2005 | 2005-2006 | 2006-2007 |
| Recettes fiscales | | | | | |
| Impôt sur le revenu des particuliers | 18,2 | 18,6 | 20,0 | 21,6 | 23,1 |
| Taxe de vente au détail | 14,2 | 14,6 | 15,5 | 16,6 | 17,6 |
| Impôt sur les sociétés | 7,5 | 7,2 | 8,2 | 8,6 | 9,0 |
| Total des autres recettes | 9,7 | 9,6 | 10,1 | 10,6 | 10,9 |
| Total des recettes fiscales | 49,6 | 49,9 | 53,8 | 57,3 | 60,7 |
| Gouvernement du Canada | 8,9 | 10,3 | 10,1 | 10,6 | 10,7 |
| Recettes des entreprises publiques | 3,9 | 3,4 | 3,7 | 4,0 | 4,2 |
| Autres recettes non fiscales | 6,2 | 5,9 | 5,9 | 6,0 | 6,0 |
| **Total des recettes** | **68,6** | **69,5** | **73,5** | **77,9** | **81,7** |

Nota : Les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des éléments en raison de l'arrondissement des chiffres.
Source : ministère des Finances de l'Ontario.

D'après les prévisions du secteur privé établies par consensus, les recettes de l'Ontario devraient totaliser 73,5 milliards de dollars en 2004-2005, une augmentation de 4 milliards de dollars par rapport à 2003-2004. On prévoit que, au cours des trois prochains exercices (y compris 2004-2005), l'augmentation moyenne des recettes totales, selon la structure actuelle des taxes et impôts et d'autres recettes, sera de 4,1 milliards de dollars par année. Tel qu'il est discuté à l'annexe II, cette croissance des recettes ne suffira pas à éliminer le déficit structurel auquel l'Ontario fait face.

On prévoit que les recettes tirées de l'impôt sur le revenu des particuliers (IRP) augmenteront en moyenne de 7,5 % par année à moyen terme. Ce taux est conforme aux prévisions moyennes du secteur privé en ce qui concerne la croissance de l'emploi, des salaires et des revenus en Ontario. On prévoit que les recettes tirées de l'IRP afficheront un taux de croissance supérieur à celui des revenus en raison de la structure progressive du régime fiscal (les personnes ayant un revenu réel plus élevé paient proportionnellement plus d'impôt).

Les recettes provenant de la taxe de vente au détail (TVD) augmentent en moyenne de 6,6 % par année. La hausse prévue des ventes au détail dans la province témoigne de la vigueur des dépenses des ménages. L'augmentation prévue des dépenses des entreprises contribuera également à la croissance des recettes issues de la TVD, car un grand nombre d'intrants d'entreprises sont assujettis à cette taxe.

Les recettes provenant de l'impôt sur les sociétés, qui comprend l'impôt sur le revenu des sociétés, l'impôt sur le capital et l'impôt sur les primes d'assurance, augmentent en raison de la hausse des bénéfices des sociétés et des investissements. Cette croissance des recettes tient compte des mesures proposées dans la *Loi de 2003 sur la gestion responsable des finances*, qui ramènent les taux d'imposition aux niveaux en vigueur avant 2003.

Selon de récentes indications préliminaires d'Ontario Power Generation Inc. (OPG), les recettes nettes d'OPG pourraient diminuer considérablement à moyen terme. Ce risque pourrait réduire de 250 millions de dollars à 900 millions de dollars par année, entre 2004-2005 et 2006-2007, les recettes combinées tirées des entreprises publiques et des paiements des sociétés d'électricité tenant lieu d'impôts que le gouvernement prévoit percevoir à moyen terme.

On trouvera plus de détails sur les recettes prévues de l'Ontario, y compris les paiements de transfert fédéraux et les autres recettes non fiscales, dans l'Annexe II : Finances de l'Ontario.

## Conclusion

Les prévisionnistes du secteur privé s'attendent à un raffermissement de la croissance économique de l'Ontario. C'est pour cette raison qu'on prévoit une augmentation des recettes.

L'Annexe II comprend une discussion des recettes prévues et présente les perspectives financières de la province.

# ANNEXE II

## Finances de l'Ontario

# Introduction

En octobre 2003, le premier ministre désigné a demandé à l'ancien vérificateur provincial, M. Erik Peters, d'effectuer un examen indépendant des finances de la province. Le *Rapport sur l'examen des perspectives financières de 2003-2004*, qui a été publié le même mois, confirmait que l'Ontario faisait face à un déficit potentiel de 5,6 milliards de dollars pour 2003-2004. Ce rapport faisait mention de risques liés aux perspectives financières pouvant atteindre 1 milliard de dollars, ce qui pourrait aggraver le déficit potentiel d'ici la fin de l'exercice.

Les finances de la province sont complexes, mais la source du déficit est claire. Au cours des dernières années, les dépenses de la province se sont accrues beaucoup plus rapidement que les recettes. Au cours des trois dernières années, les dépenses de programmes ont augmenté de plus de 10 milliards de dollars alors que les recettes fiscales se sont accrues de un demi-milliard de dollars. Par conséquent, l'Ontario fait face à un déficit structurel qui menace la capacité de la province d'équilibrer le budget et de fournir des niveaux acceptables de services au public dans l'avenir.

Le gouvernement actuel a réitéré à maintes reprises son intention d'améliorer les services publics, d'évaluer les résultats obtenus grâce aux mesures d'amélioration des services et de jeter des assises financières solides pour des secteurs clés comme les services de santé et l'éducation, et ce, d'une façon responsable sur le plan financier. Compte tenu de la gravité de la situation financière dont il a hérité, le gouvernement devra faire des choix financiers et des compromis difficiles.

La présente annexe comprend ce qui suit :

- **Section I :** Aperçu des finances de la province
- **Section II :** Défis financiers auxquels la province fait face et nécessité d'adopter une politique budgétaire viable
- **Section III :** Perspectives financières de la province pour 2003-2004, y compris les points saillants des prévisions des recettes et des dépenses de l'Ontario pour 2003-2004
- **Section IV :** Prévisions financières à moyen terme de la province, en supposant qu'il n'y aura aucune autre modification des politiques, et options de haut niveau pour équilibrer le budget.

# Section I : Aperçu des finances de la province

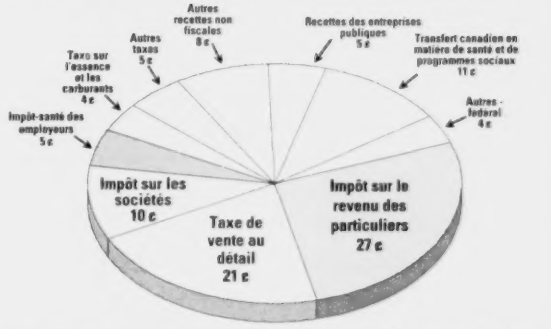
## STRUCTURE DES FINANCES DE L'ONTARIO

***Composition des recettes***

On prévoit que les recettes de l'Ontario totaliseront 69,5 milliards de dollars en 2003-2004. Les principales catégories de recettes provinciales comprennent les suivantes : recettes fiscales, recettes des entreprises publiques, paiements versés par le gouvernement du Canada et autres recettes non fiscales.

Les recettes fiscales sont la plus importante catégorie de recettes du gouvernement provincial; elles devraient représenter 49,9 milliards de dollars, soit environ 72 % des recettes totales de 69,5 milliards de dollars que devrait percevoir la province en 2003-2004. Trois sources de recettes faisant partie de cette catégorie – l'impôt sur le revenu des particuliers, la taxe de vente au détail et l'impôt sur les sociétés – représentent 58 % de toutes les recettes. La province perçoit également divers autres impôts et taxes, comme la taxe sur l'essence et les carburants, la taxe sur le tabac, l'impôt-santé des employeurs et les droits de cession immobilière.

**Provenance d'un dollar de recettes en 2003-2004**



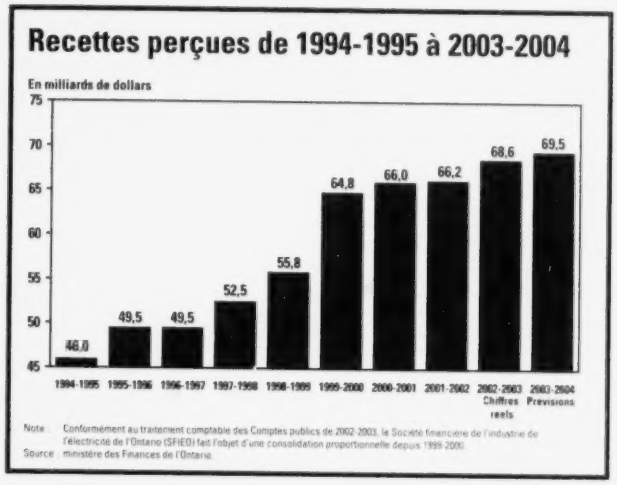

Nota : Conformément au traitement comptable des Comptes publics de 2002-2003, la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) fait maintenant l'objet d'une consolidation proportionnelle.
Source : ministère des Finances de l'Ontario.

La province prévoit recevoir, en 2003-2004, des paiements du gouvernement du Canada totalisant 10,3 milliards de dollars. Ces paiements, qui sont versés pour la plupart dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS), appuient diverses dépenses de la province, notamment dans les secteurs de la santé, de l'éducation postsecondaire et des services sociaux. Les paiements de transfert du gouvernement fédéral représentent 15 % des recettes de l'Ontario prévues pour 2003-2004.

Les recettes des entreprises publiques, y compris la Régie des alcools de l'Ontario et la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, devraient s'élever à 3,4 milliards de dollars cette année. Ces recettes représentent 5 % de toutes les recettes de la province.

La province prévoit percevoir 5,9 milliards de dollars en 2003-2004 au titre des autres recettes non fiscales. Ces recettes couvrent une large gamme d'activités gouvernementales et proviennent surtout de droits, de permis, de ventes et locations et du remboursement du coût de services dispensés par la province. Ces autres recettes non fiscales représentent 8 % de toutes les recettes de la province en 2003-2004.

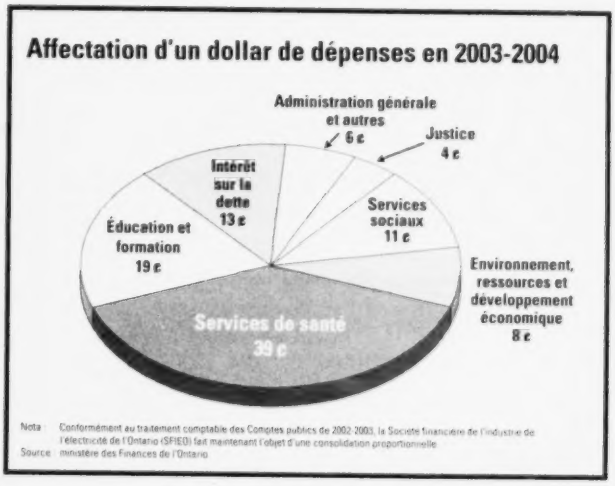
Le graphique des recettes perçues illustre la croissance des recettes totales de 1994-1995 à 2003-2004. Après une hausse considérable dans la deuxième moitié des années 1990, attribuable en partie à la forte croissance de l'économie, la progression des recettes a ralenti au cours des dernières années en raison de l'affaiblissement de la croissance économique depuis 2000 et de l'incidence des réductions d'impôt.




### *Composition des dépenses*

On prévoit que les dépenses de la province totaliseront 75,2 milliards de dollars en 2003-2004. Environ 70 % de ce montant sera affecté aux programmes sociaux, notamment la santé, l'éducation et les services sociaux. Le reste sera consacré au développement économique, à la justice, à l'intérêt sur la dette et aux autres activités gouvernementales.

La province appuie une large gamme de services publics. Cependant, la majeure partie des dépenses est consacrée à la santé et à l'éducation. En 2003-2004, les fonds affectés aux services de santé totaliseront 29,0 milliards de dollars, soit 39 % de toutes les dépenses de la province. Les fonds destinés à l'éducation et à la formation, qui comprennent les dépenses provinciales à l'appui des conseils scolaires et les subventions versées aux collèges, aux universités et aux autres établissements de formation, totaliseront 14,2 milliards de dollars, soit 19 % de toutes les dépenses. Le financement des services sociaux, y compris les fonds affectés aux services à l'enfance, au programme Ontario au travail et au Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées, s'élève à 8,2 milliards de dollars, soit 11 % de toutes les dépenses.



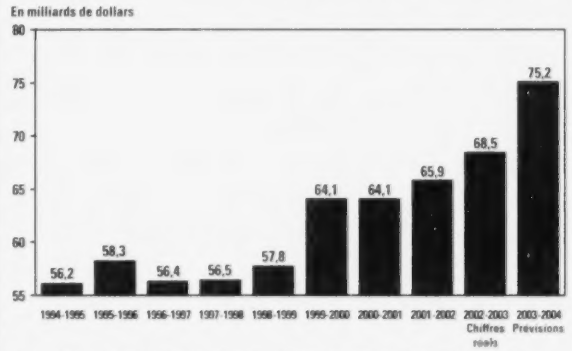

En 2003-2004, les dépenses de la province dans les domaines de l'environnement, des ressources et du développement économique s'élèveront à 5,9 milliards de dollars, soit 8 % de toutes les dépenses. Ce montant comprend les fonds affectés aux priorités gouvernementales comme les transports, l'agriculture et l'énergie. Le secteur de la justice, qui comprend le ministère du Procureur général et le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels, représente 2,9 milliards de dollars, soit 4 % des dépenses provinciales.

L'administration générale et les autres dépenses comprennent les activités de ministères comme le Secrétariat du Conseil de gestion et le ministère des Finances, qui jouent un rôle central pour ce qui est de dispenser des services gouvernementaux et de donner des conseils en matière de politiques. En 2003-2004, les dépenses d'administration générale s'élèveront à 4,9 milliards de dollars, ce qui devrait représenter 6 % de toutes les dépenses de la province.

Toujours en 2003-2004, les frais d'intérêt sur la dette nette de l'Ontario, évaluée à 139 milliards de dollars, s'élèveront à 10 milliards de dollars, soit 13 % des dépenses totales.

Le graphique des dépenses totales illustre la croissance de ces dépenses depuis 1994-1995, qui ont augmenté considérablement au cours des dernières années.

**Dépenses totales de 1994-1995 à 2003-3004**



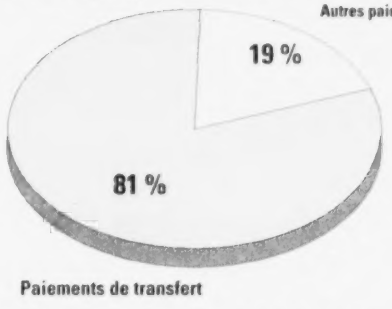

Nota : Conformément au traitement comptable des Comptes publics de 2002-2003, la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) fait l'objet d'une consolidation proportionnelle depuis 1999-2000.
Source : ministère des Finances de l'Ontario.

***Dépenses provinciales : Paiements de transfert et dépenses directes***

Plus de 80 % de toutes les dépenses de la province, abstraction faite de l'intérêt sur la dette, prennent la forme de paiements de transfert versés à des organismes et des particuliers. Ces paiements appuient des organismes clés du secteur parapublic tels que les hôpitaux, les conseils scolaires et les collèges et universités, ainsi que des particuliers qui reçoivent ces paiements au titre de l'aide sociale ou du Régime de revenu annuel garanti (RRAG).

Les paiements autres que les paiements de transfert, y compris les fonds provinciaux affectés aux programmes et aux services dispensés directement par le gouvernement de l'Ontario, notamment les tribunaux, les services correctionnels et les services policiers fournis par la Police provinciale de l'Ontario, représentent les 19 % restant des dépenses provinciales au titre des programmes et des immobilisations.

**Paiements de transfert de 2003-2004 en pourcentage des dépenses de programmes et d'immobilisations**




Nota : Conformément au traitement comptable des Comptes publics de 2002-2003, la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) fait maintenant l'objet d'une consolidation proportionnelle.
Source : ministère des Finances de l'Ontario.

En 2003-2004, les cinq principaux programmes de paiements de transfert représenteront environ 33 milliards de dollars, soit plus de la moitié des dépenses de programmes de la province.

| Cinq principaux programmes de paiements de transfert de l'Ontario | 2003-2004 (en milliards de dollars) | Pourcentage des dépenses de programmes |
|---|---|---|
| Fonctionnement des hôpitaux | 10,5 | 16,8 |
| Subventions de fonctionnement des conseils scolaires | 9,4 | 15,0 |
| Paiements versés aux médecins et aux praticiens - Assurance-santé | 6,8 | 10,8 |
| Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées et Ontario au travail | 3,8 | 6,1 |
| Programmes de médicaments* | 2,8 | 4,5 |
| **Total** | **33,3** | **53,3** |

* Les programmes de médicaments comprennent 2,3 milliards de dollars pour le ministère de la Santé et des Soins de longue durée et 0,5 milliard de dollars pour le ministère des Services sociaux et communautaires.

Nota : Les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des éléments en raison de l'arrondissement des chiffres.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

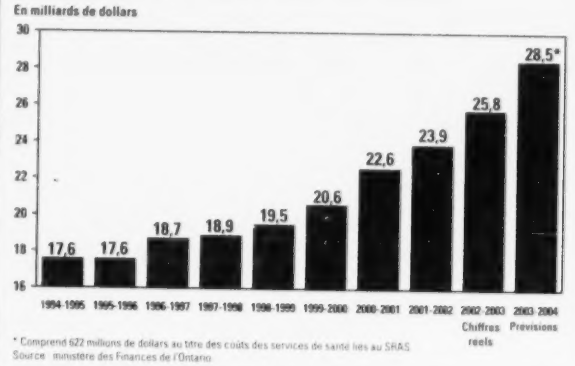
## TENDANCES RÉCENTES ET FACTEURS DE COÛTS - DÉPENSES PROVINCIALES

### *Hausse des coûts des services de santé*

Les besoins croissent dans un grand nombre de secteurs de programmes, mais c'est le secteur de la santé qui exerce les plus fortes pressions à la hausse sur les dépenses provinciales. Toutes les provinces du Canada font face à une augmentation de la demande au chapitre des services de santé et à la hausse rapide des coûts qui en découle. Au cours des cinq dernières années, les dépenses de fonctionnement de l'Ontario au titre des services de santé se sont accrues à un taux annuel moyen d'environ 8 %. Ce taux est de deux fois supérieur au taux d'augmentation d'environ 4 % des dépenses totales de la province pendant la même période, abstraction faite des services de santé.

En raison de cette croissance rapide, les services de santé grugent une part de plus en plus importante des dépenses provinciales. En 1994-1995, les services de santé représentaient 32 % des dépenses de la province. Cette année, ce pourcentage sera de 39 %.

**Dépenses de fonctionnement du secteur de la santé de 1994-1995 à 2003-2004**




Les services de santé représentent maintenant 46 % des dépenses de programmes de la province, abstraction faite des dépenses en immobilisations et de l'intérêt sur la dette. Cela indique clairement que l'augmentation des coûts de santé limite les possibilités dans d'autres secteurs de programmes. On trouvera plus de précisions sur la composition des dépenses de programmes de la province, par secteur, dans les tableaux et les graphiques se trouvant à la fin de la présente annexe.

Les coûts de prestation des services de santé sont influencés par un grand nombre de facteurs, dont les pressions démographiques dues au vieillissement de la population, les coûts de main-d'oeuvre et l'évolution rapide de la technologie. À l'heure actuelle, les personnes âgées de l'Ontario représentent près de 13 % de la population, mais comptent pour environ 50 % des dépenses provinciales dans les services de santé.

Les tendances démographiques indiquent que la proportion de personnes âgées de 65 ans et plus augmentera beaucoup dans l'avenir. On prévoit que, au cours des 25 prochaines années, le nombre de personnes âgées en Ontario passera de 1,5 million en 2003-2004 à près de 3,2 millions en 2028. La pénurie de professionnels de la santé en Ontario et ailleurs et le fait que la prestation des services de santé est très exigeante en main-d'oeuvre ont exercé des pressions à la hausse sur les salaires au cours des dernières années. Les pénuries de personnel se font surtout sentir dans le domaine des soins infirmiers et dans certaines spécialités médicales. De plus, l'apparition de nouvelles technologies et l'évolution des techniques diagnostiques, qui améliorent la qualité de vie et prolongent la durée de vie, entraînent des coûts supplémentaires pour le système de santé.

***Coûts de rémunération***

Les programmes et services du gouvernement provincial et du secteur parapublic de l'Ontario sont dispensés par divers particuliers, notamment des médecins, du personnel infirmier, des enseignants et des fonctionnaires. Plus de 80 % des dépenses provinciales, à l'exclusion de l'intérêt sur la dette, prennent la forme de paiements de transfert versés à des particuliers et à des partenaires du secteur parapublic tels que les hôpitaux, les écoles et les collèges et universités. De plus, dans les grands domaines d'activité du secteur parapublic, en général, environ 75 % des coûts de fonctionnement sont liés à la rémunération (salaires, traitements et avantages sociaux).

Par conséquent, les coûts de rémunération et les règlements salariaux sont des facteurs de coûts clés qui ont une incidence considérable sur les finances du secteur parapublic et de la province.

***Exemples de coûts de rémunération potentiels***

| Secteur | Coût d'une augmentation salariale de 1 % | Taille du secteur |
|---|---|---|
| Rémunération des médecins au titre de l'Assurance-santé de l'Ontario | 58 millions $ | Plus de 21 000 médecins en Ontario, dont 10 000 médecins de famille et 11 000 spécialistes |
| Personnel infirmier des hôpitaux | 34 millions $ | Plus de 40 000 infirmières et infirmiers dans les hôpitaux |
| Personnel des écoles élémentaires et secondaires | 115 millions $* | Plus de 180 000 employés, dont des enseignants, des directeurs, des administrateurs et du personnel de soutien et d'entretien |
| Fonction publique de l'Ontario | 45 millions $ | Plus de 60 000 fonctionnaires |

* Augmentation de 1 % des repères salariaux compris dans la formule de financement axé sur les élèves.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Les règlements salariaux à venir pourraient hausser les coûts de rémunération, ce qui exercerait des pressions à la hausse, de façon directe sur les finances de la province et de façon indirecte sur le secteur parapublic, qui peut se fier à l'aide financière de la province.

# Section II : Nécessité d'adopter une politique budgétaire viable

Certes, les administrations publiques et les ménages présentent bon nombre de différences, mais ils doivent tous vivre selon leurs moyens. Un ménage qui, chaque mois, dépense plus qu'il ne gagne peut tenir le coup pendant quelque temps en puisant dans ses économies ou en empruntant sur sa marge de crédit. Les pouvoirs publics peuvent faire la même chose. Cependant, les mesures prises à court terme peuvent soulever des problèmes à plus long terme. Le compte d'épargne est vide, le plafond de la marge de crédit est atteint et les frais financiers grugent de plus en plus le budget.

La seule démarche viable qui convient à long terme consiste, pour les ménages et les administrations gouvernementales, à vivre dans les limites de leur budget. Le contrôle étroit des dépenses en fonction des recettes, de même que l'adoption de mesures prudentes, comme la création d'une réserve budgétaire pour veiller à ce qu'un plan budgétaire puisse tenir compte de tout bouleversement imprévu, constitue une politique budgétaire viable. C'est ainsi que les pouvoirs publics arrivent à vivre selon leurs moyens.

Cette approche convient aux administrations publiques, aux organismes bénéficiant de paiements de transfert et aux citoyens. Les hôpitaux, les conseils scolaires et les autres organismes qui dépendent de paiements de transfert de la province peuvent procéder à une planification plus judicieuse, car ils savent que leur financement sera probablement plus stable et plus prévisible. La population ontarienne peut avoir davantage confiance en l'avenir parce que le niveau de prudence intégré au plan aidera leur gouvernement à éviter toute pression en faveur d'une augmentation des impôts, d'emprunts additionnels ou de réductions des services si la situation se détériore soudainement.

En reconnaissant la nécessité d'assurer un équilibre entre les dépenses et les recettes, toute politique budgétaire viable se fonde sur le principe d'un budget équilibré. Les emprunts servent à financer les déficits et l'augmentation de la dette publique finit par porter préjudice à tout le monde. Il est vrai que les pouvoirs publics bénéficient généralement de taux d'intérêt relativement moins élevés; néanmoins, les intérêts des emprunts réduisent les sommes auxquelles ont accès les gouvernements pour engager d'autres dépenses. Tout déficit chronique entrave grandement la capacité du gouvernement d'offrir des programmes et des services.

Les gouvernements de tous les pays développés doivent tenter de répondre aux besoins de leur population à mesure que les pressions augmentent dans les domaines de la santé et de l'éducation. Quant à la population, elle s'attend à ce que les gouvernements prennent les mesures nécessaires pour empêcher toute augmentation des impôts et l'apparition de déficits.

Les gouvernements ont donc modifié leur façon de fonctionner; ils mettent l'accent sur les résultats obtenus grâce aux dépenses engagées. Cette évolution prouve que ce n'est pas simplement l'importance des sommes dépensées qui compte. L'évaluation, du point de vue de l'ensemble de la société, des résultats découlant des fonds engagés – comme l'amélioration des taux d'alphabétisation et de numératie – revêt autant d'importance.

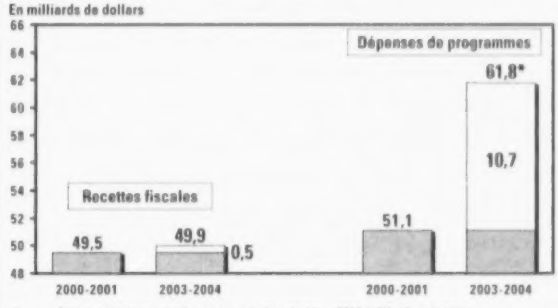
## DÉSÉQUILIBRE FINANCIER DE L'ONTARIO

Comme il a déjà été signalé, le rapport Peters a établi que le déficit pour 2003-2004 risquait d'atteindre 5,6 milliards de dollars. Nombre des facteurs à l'origine de ce déficit de 5,6 milliards de dollars sont structuraux ou permanents. Cela veut dire que leurs incidences se feront sentir pendant des années à moins que le gouvernement ne prenne des mesures pour y remédier.

L'augmentation rapide des dépenses ces dernières années, conjuguée aux incidences des réductions d'impôt sur la croissance des recettes de base, a donné lieu à une situation financière non viable. Les résultats de ces politiques antérieures sont clairs cette année : les dépenses du gouvernement sont considérablement plus élevées que ses recettes. Autrement dit, l'Ontario vit au-delà de ses moyens.

Les recettes du gouvernement provincial proviennent de différentes sources : recettes fiscales, droits, permis et licences, recettes des entreprises publiques appartenant au gouvernement provincial et paiements de transfert du gouvernement fédéral. Les recettes fiscales, comme les recettes provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers et de la taxe de vente provinciale, constituent les recettes les plus importantes et sont celles qui appuient principalement le financement des programmes et des services indispensables que dispense le gouvernement provincial.

**Hausse des recettes fiscales et des dépenses de programmes : 2000-2001 et 2003-2004**




* Dépenses de programmes prévues, en excluant les coûts liés au SRAS de 720 millions de dollars.
Nota : Conformément au traitement comptable des Comptes publics de 2002-2003, la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) fait l'objet d'une consolidation proportionnelle depuis 1999-2000.
Les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des éléments en raison de l'arrondissement des chiffres.
Source : ministère des Finances de l'Ontario.

En 2000-2001, quand le budget de l'Ontario était équilibré, les recettes fiscales, qui s'élevaient à 49,5 milliards de dollars, étaient pratiquement égales aux dépenses de programmes du gouvernement, qui totalisaient 51,1 milliards de dollars. Cependant, depuis 2000-2001, les recettes fiscales n'ont augmenté que de un demi-milliard de dollars du fait que les réductions d'impôt ont aggravé encore plus les incidences du ralentissement économique sur les recettes du gouvernement provincial. Pendant cette même période, les dépenses de programmes du gouvernement provincial se sont accrues de plus de 10 milliards de dollars.

Certes, ces augmentations antérieures de dépenses étaient souvent rattachées aux priorités établies – hausse des dépenses des soins de santé, par exemple – mais les recettes perçues par le gouvernement provincial ne pouvaient pas soutenir à la fois l'accroissement des dépenses et les réductions d'impôt. En 2003-2004, il y a un déséquilibre, du point de vue fondamental et structurel, entre les dépenses et l'assiette fiscale du gouvernement provincial.

# Section III : Perspectives financières de 2003-2004

## RÉCAPITULATION DE LA SITUATION FINANCIÈRE EN 2003-2004

À l'heure actuelle, le déficit de l'Ontario devrait s'élever à 5 621 millions de dollars en 2003-2004. Les perspectives financières actuelles établies pour l'exercice 2003-2004 tiennent compte des modifications apportées au traitement comptable de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario, conformément aux Comptes publics de 2002-2003 (publiés récemment) et aux recommandations du rapport Peters, et des incidences des dernières mesures qu'a annoncées le gouvernement relativement aux recettes et aux dépenses, mises en lumière dans l'appendice à la présente annexe.

**Perspectives financières de 2003-2004**
**(en millions de dollars)**

| | | | Variation | |
|---|---|---|---|---|
| | Chiffres réels 2002-2003 | Perspectives 2003-2004 | En millions de dollars | En pourcentage |
| **Recettes** | 68 609 | 69 532 | 923 | 1,3 |
| **Dépenses** | | | | |
| Programmes | 56 922 | 62 554 | 5 632 | 9,9 |
| Immobilisations | 1 876 | 2 574 | 698 | 37,2 |
| Intérêt sur la dette | 9 694 | 10 025 | 331 | 3,4 |
| Total des dépenses | 68 492 | 75 153 | 6 661 | 9,7 |
| **Excédent/(Déficit)** | **117** | **(5 621)** | **(5 738)** | -- |

Nota : Conformément au traitement comptable des Comptes publics de 2002-2003, la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) fait maintenant l'objet d'une consolidation proportionnelle.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

- En 2003-2004, les recettes totales devraient s'élever à 69 532 millions de dollars, soit 923 millions de dollars de plus qu'en 2002-2003. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des paiements de transfert du gouvernement fédéral et à un léger accroissement des recettes fiscales. Cependant, la diminution des recettes des entreprises publiques et des autres recettes non fiscales contrebalance en partie cette augmentation.
- Les dépenses totales en 2003-2004 devraient atteindre 75 153 millions de dollars, une augmentation de 6 661 millions de dollars par rapport au niveau de 2002-2003, qui se chiffrait à 68 492 millions de dollars. Cette hausse résulte principalement de l'augmentation des dépenses dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'enseignement postsecondaire et des infrastructures.

## PRÉVISIONS RELATIVES AUX RECETTES POUR 2003-2004

Les recettes devraient atteindre 69 532 millions de dollars en 2003-2004, une augmentation de 923 millions de dollars par rapport à 2002-2003 (68 609 millions de dollars). La hausse des recettes cette année est principalement attribuable à l'augmentation des paiements de transfert du gouvernement fédéral et à un léger accroissement des recettes fiscales.

**Sources de recettes**
**(en millions de dollars)**

| | | | Variation | |
|---|---|---|---|---|
| | **Chiffres réels 2002-2003** | **Prévisions 2003-2004** | **En millions de dollars** | **En pourcentage** |
| Recettes fiscales | | | | |
| Impôt sur le revenu des particuliers | 18 195 | 18 600 | 405 | 2,2 |
| Taxe de vente au détail | 14 183 | 14 550 | 367 | 2,6 |
| Impôt sur les sociétés | 7 459 | 7 215 | (244) | (3,3) |
| Autres taxes et impôts | 9 714 | 9 582 | (132) | (1,4) |
| Total des recettes fiscales | 49 551 | 49 947 | 396 | 0,8 |
| Gouvernement du Canada | 8 894 | 10 264 | 1 370 | 15,4 |
| Recettes des entreprises publiques | 3 942 | 3 434 | (508) | (12,9) |
| Autres recettes non fiscales | 6 222 | 5 887 | (335) | (5,4) |
| **Total des recettes** | **68 609** | **69 532** | **923** | **1,3** |

Nota : Conformément au traitement comptable des Comptes publics de 2002-2003, la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) fait maintenant l'objet d'une consolidation proportionnelle.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

- Les prévisions des recettes fiscales pour l'exercice 2003-2004 se fondent sur les prévisions économiques établies par consensus présentées dans l'annexe I et sur les données disponibles jusqu'à la fin d'octobre 2003 relativement à la perception des impôts et à l'évaluation. Les recettes fiscales devraient s'élever à 396 millions de dollars, soit 0,8 % de plus qu'en 2002-2003.

- Les recettes tirées de l'impôt sur le revenu des particuliers ne devraient augmenter que de 2,2 % en 2003-2004. Même si la croissance sous-jacente des recettes tirées de cet impôt est conforme à la hausse actuelle prévue des salaires, le total des recettes provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers en 2003-2004 a été révisé à la baisse, compte tenu des données récentes sur l'évaluation de 2002 obtenues après la mise au point définitive des Comptes publics de 2002-2003, afin de rectifier la surestimation des recettes antérieures provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers.

- Les recettes provenant de la taxe de vente au détail devraient augmenter de 2,6 % en 2003-2004. Cette hausse relativement modeste tient compte des prévisions économiques sous-jacentes établies par consensus de la croissance du secteur de la vente au détail en 2003 et des incidences prévues des mesures fiscales en 2003-2004.

- Les recettes découlant de l'impôt sur les sociétés devraient diminuer de 3,3 % en 2003-2004. Cette baisse résulte principalement du fait que les recettes nettes des années précédentes ont été inférieures aux prévisions. La croissance sous-jacente de l'assiette des recettes provenant de l'impôt sur les sociétés est conforme aux perspectives de la croissance des profits des sociétés, établie à 11,5 % en 2003.

- Toutes les autres sources de recettes fiscales combinées devraient diminuer de 1,4 % en 2003-2004 en raison de la baisse des taxes et impôts perçus jusqu'à maintenant et de la croissance économique réelle (seulement 1,7 %) prévue pour 2003.

- Les paiements du gouvernement fédéral devraient augmenter de 1 370 millions de dollars en 2003-2004. Ce phénomène est attribuable au soutien fédéral accru à un vaste éventail de programmes et d'initiatives stratégiques du gouvernement provincial, principalement dans le domaine de la santé, et à l'affectation de 330 millions de dollars pour contrer les incidences négatives de la crise du SRAS.

- Les recettes des entreprises publiques devraient diminuer de 508 millions de dollars en 2003-2004 en raison surtout de la baisse prévue des recettes nettes combinées d'Ontario Power Generation Inc. (OPG) et de Hydro One Inc. (HOI), attribuable à la diminution de la demande d'électricité et à la panne d'électricité d'août 2003. On prévoit que les recettes nettes de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (SLJO) diminueront en 2003-2004 suite aux incidences négatives, sur les activités de jeux, du SRAS, de la panne d'électricité d'août, du ralentissement de la circulation à la frontière pour des raisons de sécurité, de la dépréciation du dollar américain et de la concurrence transfrontalière accrue.

- Les autres recettes non fiscales devraient diminuer de 335 millions de dollars en 2003-2004 en raison surtout de l'inclusion de recettes ponctuelles en 2002-2003, telles que les droits acquis lors de l'opération relative à la centrale nucléaire de Bruce.

## PRÉVISIONS RELATIVES AUX DÉPENSES POUR 2003-2004

On prévoit que les dépenses s'élèveront à 75 153 millions de dollars en 2003-2004, une hausse de 6 661 millions de dollars par rapport à 2002-2003. Cette augmentation des dépenses est surtout attribuable aux soins de santé, à l'éducation, à l'enseignement postsecondaire et aux infrastructures.

**Dépenses par secteur**
**(en millions de dollars)**

| | | | Variation | |
|---|---|---|---|---|
| | **Chiffres réels 2002-2003** | **Perspectives 2003-2004** | **En millions de dollars** | **En pourcentage** |
| Programmes | | | | |
| Soins de santé | 25 758 | 28 507 | 2 749 | 10,7 |
| Éducation | 9 236 | 10 127 | 891 | 9,6 |
| Enseignement postsecondaire | 3 471 | 3 996 | 525 | 15,1 |
| Services sociaux | 7 821 | 8 154 | 333 | 4,3 |
| Justice | 2 955 | 2 814 | (141) | (4,8) |
| Autres programmes | 7 681 | 8 956 | 1 275 | 16,6 |
| Total des dépenses de programmes | 56 922 | 62 554 | 5 632 | 9,9 |
| Immobilisations | 1 876 | 2 574 | 698 | 37,2 |
| Intérêt sur la dette | 9 694 | 10 025 | 331 | 3,4 |
| **Total des dépenses** | **68 492** | **75 153** | **6 661** | **9,7** |

Nota : Conformément au traitement comptable des Comptes publics de 2002-2003, la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) fait maintenant l'objet d'une consolidation proportionnelle.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

- En 2003-2004, les dépenses de programmes dans le domaine de la santé s'élèveront à 28,5 milliards de dollars, une hausse de 2,7 milliards de dollars par rapport au dernier exercice (25,8 milliards de dollars). Les principaux postes de dépenses dans ce domaine sont les suivants : 10,5 milliards de dollars au titre du fonctionnement des 154 hôpitaux de la province et 6,8 milliards de dollars au titre des paiements versés aux médecins et autres fournisseurs de services dans le cadre de l'Assurance-santé de l'Ontario. Le solde des dépenses dans le domaine de la santé, soit 11,2 milliards de dollars, est affecté à un large éventail de services, dont le financement des programmes de médicaments, les établissements de soins de longue durée, les services communautaires et les coûts des services de santé liés au SRAS.

- Les dépenses dans le domaine de l'éducation totaliseront 10,1 milliards de dollars cette année, une augmentation de près de 900 millions de dollars par rapport aux 9,2 milliards de dollars enregistrés en 2002-2003. Ce niveau de financement comprend 9,4 milliards de dollars en subventions provinciales aux conseils scolaires au titre de l'enseignement élémentaire et secondaire, dont 71 millions de dollars consacrés à la portion pour 2003-2004 de l'initiative récente de 112 millions de dollars visant à accorder un soutien aux enfants d'âge scolaire de familles monoparentales et de familles à faible revenu et aux

nouveaux immigrants. Au cours de l'année scolaire 2003-2004, le financement total des conseils scolaires, y compris les recettes de l'impôt foncier scolaire affectées directement aux conseils scolaires, atteindra 15,4 milliards de dollars.

- Le soutien provincial aux programmes de formation et aux 43 établissements postsecondaires financés par le gouvernement provincial s'élèvera à 4,0 milliards de dollars en 2003-2004, une augmentation de plus de 500 millions de dollars par rapport à l'an dernier. Ces fonds comprennent 0,8 milliard de dollars en subventions de fonctionnement aux collèges, 2,1 milliards de dollars en subventions de fonctionnement aux universités, et 0,3 milliard de dollars en aide financière aux étudiantes et étudiants dans le cadre du Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario et des programmes de bourses d'études et d'autres bourses. De plus, 0,3 milliard de dollars sera affecté aux programmes d'apprentissage et de formation professionnelle.

- En 2003-2004, les dépenses dans le domaine des services sociaux atteindront 8,2 milliards de dollars, soit une augmentation de 333 millions de dollars par rapport au dernier exercice. Ce montant comprend 3,8 milliards de dollars pour offrir un soutien financier à 190 000 personnes et familles par l'intermédiaire du programme Ontario au travail, et une aide financière et à l'emploi à 220 000 personnes ayant un handicap et à leur famille dans le cadre du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées. En outre, environ 1,0 milliard de dollars sera consacré à diverses mesures de soutien communautaire spécialisé, comme des services de counseling et d'intervention axés sur le comportement, à 48 000 personnes ayant un handicap de développement. Les autres principales dépenses dans le secteur des services sociaux englobent 1,0 milliard de dollars au titre des services de protection de l'enfance qu'assurent les 52 sociétés d'aide à l'enfance.

- En 2003-2004, les dépenses engagées dans le secteur de la justice, qui comprend le ministère du Procureur général et le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels, totaliseront 2,8 milliards de dollars. Ces crédits appuieront le fonctionnement de 40 prisons et centres de détention provinciaux abritant en moyenne quelque 8 700 contrevenants par jour et la surveillance de 80 000 autres contrevenants purgeant des sentences en milieu communautaire. Des fonds seront aussi accordés à d'autres programmes et services importants du secteur de la justice, dont les services d'aide juridique et les services aux victimes, les services de quelque 5 000 agents de la Police provinciale de l'Ontario dans diverses régions de la province, et le fonctionnement de plus de 250 tribunaux qui traitent environ 500 000 accusations par année.

- En 2003-2004, les dépenses affectées à tous les autres programmes du gouvernement provincial atteindront 9,0 milliards de dollars. Cette augmentation de 1,3 milliard de dollars par rapport à 2002-2003 est principalement attribuable à la constitution d'un fonds de prévoyance de 625 millions de dollars en 2003-2004, conformément aux recommandations du rapport Peters, et à la hausse de 233 millions de dollars du coût des prestations de retraite qu'assume le gouvernement provincial.

- Les dépenses au titre des immobilisations de l'Ontario totaliseront 2,6 milliards de dollars en 2003-2004. Elles comprennent 1,5 milliard de dollars en transferts à des fins d'immobilisations à divers partenaires, dont les hôpitaux, les établissements de santé communautaire et de soins de longue durée et les municipalités; 0,3 milliard de dollars au titre des réparations, des dépenses d'entretien et d'autres investissements de capitaux; et 0,8 milliard de dollars au chapitre de l'amortissement des immobilisations corporelles importantes du gouvernement provincial (principalement les routes et les immeubles).

***Autres éléments de passif possibles***

Depuis la publication du rapport Peters, le gouvernement a relevé divers autres éléments de passif qui pourraient avoir une incidence sur le déficit de 2003-2004. Comme ces éléments dépassaient le cadre du mandat confié à Erik Peters, le déficit de 5,6 milliards de dollars confirmé par M. Peters ne tient pas compte de l'incidence financière de ces éléments.

Le gouvernement étudie actuellement ces éléments de passif possibles pour déterminer la meilleure façon de régler cette question de façon responsable sur le plan financier. Le tableau ci-dessous donne des exemples des éléments de passif possibles qui ont été relevés jusqu'à maintenant.

| Éléments de passif possibles | Incidence financière |
|---|---|
| Fonds de roulement accumulés insuffisants dans le secteur hospitalier | jusqu'à 1,2 milliard de dollars |
| Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR) | jusqu'à 500 millions de dollars |
| Dépréciation possible des éléments d'actif de la centrale Pickering A | jusqu'à 500 millions de dollars |
| Déficits des sociétés d'aide à l'enfance pour 2002-2003 | jusqu'à 25 millions de dollars |

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

# Section IV : Projections à moyen terme

La présente section expose les projections financières de l'Ontario à moyen terme, soit jusqu'en 2006-2007. Selon ces projections, des choix difficiles devront être faits pour équilibrer le budget et établir une politique et un cadre financiers durables.

Les projections à moyen terme pour l'Ontario reposent sur une perspective fondée sur le statu quo, qui suppose qu'aucun changement ne sera apporté à la structure fiscale actuelle, autres que ceux ayant été annoncés, ni aux programmes et services existants.

Sont également prises en compte d'autres hypothèses clés :

- La croissance des recettes à moyen terme est fondée sur des projections économiques établies à partir de la moyenne des prévisions du secteur privé pour l'Ontario. En décembre 2003, les prévisionnistes s'entendaient pour dire que le PIB réel sera de 3,1 % en 2004, 3,6 % en 2005 et 3,3 % en 2006.
- L'aperçu des recettes ne comprend pas de modifications fiscales autres que celles que le gouvernement a déjà annoncées, notamment l'annulation de certaines réductions des impôts sur le revenu des particuliers et sur les sociétés et du crédit d'impôt pour les parents qui inscrivent leurs enfants dans les écoles privées, ainsi que la hausse de la taxe sur le tabac.
- L'aperçu des dépenses à moyen terme suppose une augmentation des dépenses de programmes d'environ 5 % selon la tendance des dernières années, et le maintien des dépenses en immobilisations à 2,5 milliards de dollars par année. Les frais d'intérêt sur la dette augmentent en raison de l'incidence prévue des déficits affichés.

**Projections financières à moyen terme fondées sur le statu quo**
**(en milliards de dollars)**

| | Perspectives | Projections | | |
|---|---|---|---|---|
| | 2003-2004 | 2004-2005 | 2005-2006 | 2006-2007 |
| Recettes | 69,5 | 73,5 | 77,9 | 81,7 |
| Total des dépenses | 75,2 | 77,2 | 81,4 | 85,2 |
| Moins : Réserve | -- | 1,0 | 1,0 | 1,0 |
| **Excédent/(Déficit)** | **(5,6)** | **(4,7)** | **(4,5)** | **(4,5)** |

Nota : Les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des éléments en raison de l'arrondissement des chiffres.
Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Selon ces projections, fondées sur le statu quo, des déficits importants sont à prévoir à moyen terme, à moins que des mesures ne soient prises pour redresser les finances de la province. En prenant pour hypothèse les projections actuelles relatives au taux d'intérêt, chaque fois que le déficit augmente de 1 milliard de dollars, les frais d'intérêt augmentent de quelque 50 millions de dollars par année, réduisant d'autant les dépenses consacrées à d'autres secteurs comme la santé et l'éducation.

Le gouvernement a clairement indiqué que la voie du déficit n'est ni justifiable, ni acceptable.

## SOURCES DE RECETTES

Si l'on suppose qu'aucune modification ne sera apportée aux politiques fiscales fédérales et provinciales, autres que celles qui ont été annoncées, on peut s'attendre à ce que les recettes de l'Ontario continuent d'augmenter au cours des trois prochaines années à un taux moyen de 5,5 %. Le tableau ci-dessous présente les recettes prévues à moyen terme. Ces projections concordent avec les prévisions économiques actuelles établies par consensus.

**Sources de recettes**
**(en milliards de dollars)**

| | Perspectives | Projections | | |
|---|---|---|---|---|
| | 2003-2004 | 2004-2005 | 2005-2006 | 2006-2007 |
| Recettes fiscales | | | | |
| Impôt sur le revenu des particuliers | 18,6 | 20,0 | 21,6 | 23,1 |
| Taxe de vente au détail | 14,6 | 15,5 | 16,6 | 17,6 |
| Impôt sur les sociétés | 7,2 | 8,2 | 8,6 | 9,0 |
| Autres taxes et impôts | 9,6 | 10,1 | 10,6 | 10,9 |
| Total des recettes fiscales | 49,9 | 53,8 | 57,3 | 60,7 |
| Gouvernement du Canada | 10,3 | 10,1 | 10,6 | 10,7 |
| Recettes – investiss. dans les entrepr. publiques | 3,4 | 3,7 | 4,0 | 4,2 |
| Autres recettes non fiscales | 5,9 | 5,9 | 6,0 | 6,0 |
| **Total des recettes** | **69,5** | **73,5** | **77,9** | **81,7** |

Nota : Les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des éléments en raison de l'arrondissement des chiffres.
Source : ministère des Finances de l'Ontario.

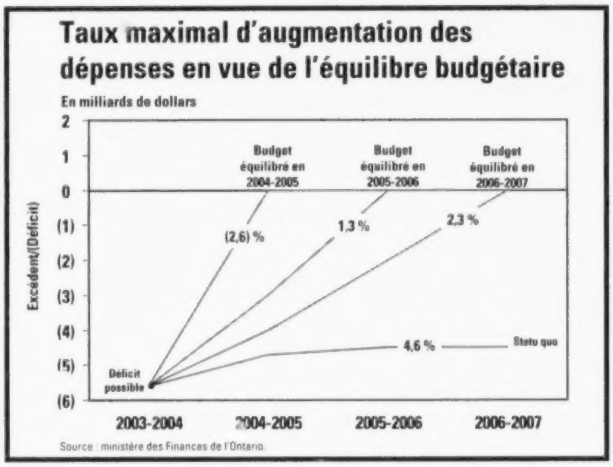
- Les recettes fiscales, qui représentent en moyenne près de 74 % des recettes totales, devraient augmenter de 6,7 % par année en moyenne au cours des trois prochaines années.
- Les trois principales sources d'impôts et de taxes, c'est-à-dire l'impôt sur le revenu des particuliers, l'impôt sur les sociétés et la taxe de vente au détail, devraient contribuer à cette augmentation grâce à la vigueur prévue de l'emploi, des salaires, de la vente au détail et des bénéfices des entreprises. Les projections à moyen terme tiennent compte des mesures proposées dans la *Loi de 2003 sur la gestion responsable des finances*, déposée le 24 novembre 2003.
- Eu égard aux formules de financement et aux ententes fédérales-provinciales touchant les transferts en vigueur, les paiements du gouvernement du Canada devraient représenter en moyenne près de 14 % des recettes totales au cours des trois prochaines années. Cette projection ne comprend pas les augmentations possibles, telles que la part de l'Ontario des deux milliards de dollars supplémentaires du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux qui sont tributaires de l'excédent fédéral pour 2003-2004, puisque ces montants ne seront pas confirmés avant la fin de 2004.
- La croissance prévue des recettes tirées d'entreprises publiques et des autres recettes non fiscales concorde avec la croissance économique prévue à moyen terme. Les projections touchant les autres recettes non fiscales ne comprennent pas les ventes extraordinaires d'actifs.

- Selon de récentes indications préliminaires d'Ontario Power Generation Inc. (OPG), les recettes nettes d'OPG pourraient diminuer considérablement à moyen terme. Ce risque pourrait ramener de 250 millions de dollars à 900 millions de dollars par année, entre 2004-2005 et 2006-2007, les recettes combinées tirées des entreprises publiques et des paiements des sociétés d'électricité tenant lieu d'impôts que le gouvernement prévoit percevoir à moyen terme.

## ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE : INCIDENCE DE LA CROISSANCE DES DÉPENSES

La croissance des recettes causée par une économie florissante ne suffira pas à équilibrer le budget si la croissance des dépenses se poursuit au rythme actuel. Comme il en a été question précédemment, le déficit fondé sur le statu quo demeurerait à environ 4,5 milliards de dollars pour les trois prochains exercices à moins que la croissance des dépenses ne soit freinée.

Le graphique ci-dessous montre que, compte tenu des prévisions actuelles des recettes à moyen terme, il faudrait réduire les dépenses pour équilibrer le budget d'ici 2004-2005 ou diminuer considérablement leur taux de croissance pour parvenir à l'équilibre budgétaire d'ici 2005-2006 ou 2006-2007.




- Pour équilibrer le budget en 2004-2005, les dépenses totales devraient en fait diminuer de 2,6 % par rapport au niveau projeté de 2003-2004, en excluant l'incidence des dépenses de 720 millions de dollars liées au SRAS en 2003-2004. Les dépenses provinciales ont diminué une seule fois d'une année à l'autre au cours des dix dernières années. Elles ont affiché une baisse de 3,3 % en 1996-1997.
- On pourra équilibrer le budget en 2005-2006 ou en 2006-2007 dans la mesure où la croissance des dépenses sera plus modérée qu'au cours des dernières années. Pour parvenir à l'équilibre budgétaire d'ici 2005-2006, la croissance des dépenses devrait s'établir à au plus 1,3 % en moyenne pour les deux prochains exercices. Cependant, pour que le budget soit équilibré en 2006-2007, la croissance des dépenses ne devrait pas dépasser en moyenne 2,3 % par année pendant trois ans.
- Le scénario fondé sur le statu quo suppose une croissance des dépenses totales d'environ 4,6 % en moyenne, selon les tendances de la croissance constatées au cours des cinq dernières années, et les frais d'intérêt sur la dette associés aux déficits affichés.

Le gouvernement a indiqué qu'il mènera des consultations à grande échelle auprès des intéressés, dont le public, sur les mesures à prendre pour faire face aux défis qui se présenteront sur le plan financier. En outre, le gouvernement examinera toutes les sources de recettes non fiscales pour consolider la base de recettes afin de financer la transformation des principaux services gouvernementaux.

Ces scénarios financiers illustrent les divers choix difficiles qui s'offrent au gouvernement pour équilibrer le budget. Toutefois, il faut préciser que ces scénarios reposent uniquement sur des hypothèses de planification qui pourraient être modifiées considérablement en raison de décisions prises par le gouvernement ou de conseils reçus par ce dernier, y compris ceux qui lui seront donnés lors du prochain processus de consultation. On prévoit que, à la suite de ce processus, le résultat final pourrait différer sensiblement des scénarios décrits dans la présente section.

# Conclusion

L'Ontario doit composer avec un déficit d'au moins 5,6 milliards de dollars en 2003-2004. Compte tenu de projections raisonnables en matière de recettes et des tendances récentes touchant la croissance des dépenses, l'Ontario fait face à un déficit structurel continu à moyen terme, à moins que des mesures rigoureuses ne soient prises.

Le gouvernement est déterminé à remettre de l'ordre dans les finances de l'Ontario, de manière à pouvoir offrir les services de santé, d'éducation et autres auxquels les Ontariennes et Ontariens s'attendent tout en s'assurant de vivre selon ses moyens. Seule l'élimination du déficit permettra d'assurer la pérennité des programmes et des services de l'Ontario et leur financement adéquat à long terme.

# Annexe II – Tableaux et graphiques

**États des opérations financières (en millions de dollars)** **Tableau 1**

| | 1999-2000 | 2000-2001 | 2001-2002 | Chiffres réels 2002-2003 | Perspectives 2003-2004 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Recettes** | 64 804 | 66 044 | 66 249 | 68 609 | 69 532 |
| **Dépenses** | | | | | |
| Programmes | 48 222 | 51 146 | 53 647 | 56 922 | 62 554 |
| Immobilisations | 4 887 | 2 123 | 1 890 | 1 876 | 2 574 |
| Intérêt sur la dette | 11 027 | 10 873 | 10 337 | 9 694 | 10 025 |
| Total des dépenses | 64 136 | 64 142 | 65 874 | 68 492 | 75 153 |
| **Excédent/(Déficit)** | **668** | **1 902** | **375** | **117** | **(5 621)** |
| **Dette nette** | **134 398** | **132 496** | **132 121** | **132 647** | **138 970** |
| **Déficit accumulé** | **134 398** | **132 496** | **132 121** | **118 705** | **124 326** |

Nota : À compter de 1999-2000 et conformément au traitement comptable des Comptes publics de 2002-2003, la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) fait l'objet d'une consolidation proportionnelle. Les totaux des dépenses et des recettes des exercices précédents ont été reclassés en conséquence. La dette nette représente la différence entre les passifs et les actifs financiers. Le déficit accumulé représente la dette nette redressée pour tenir compte des immobilisations corporelles.

**Recettes**
**(en millions de dollars)**

**Tableau 2**

| | Chiffres réels 2002-2003 | Perspectives 2003-2004 |
|---|---|---|
| **Recettes fiscales** | | |
| Impôt sur le revenu des particuliers | 18 195 | 18 600 |
| Taxe de vente au détail | 14 183 | 14 550 |
| Impôt sur les sociétés | 7 459 | 7 215 |
| Impôt-santé des employeurs | 3 589 | 3 705 |
| Taxe sur l'essence | 2 306 | 2 310 |
| Taxe sur les carburants | 682 | 695 |
| Taxe sur le tabac | 1 183 | 1 310 |
| Droits de cession immobilière | 814 | 835 |
| Paiements tenant lieu d'impôts (électricité) | 711 | 532 |
| Autres taxes et impôts | 429 | 195 |
| | **49 551** | **49 947** |
| **Gouvernement du Canada** | | |
| Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) | 7 346 | 7 093 |
| Suppléments du TCSPS | 191 | 577 |
| Fonds pour la réforme de la santé | - | 387 |
| Fonds pour l'équipement diagnostique et médical | - | 193 |
| Logement social | 525 | 643 |
| Infrastructure | 62 | 285 |
| Autres recettes provenant du gouvernement du Canada | 770 | 1 086 |
| | **8 894** | **10 264** |
| **Recettes tirées de l'investissement dans les entreprises publiques** | | |
| Société des loteries et des jeux de l'Ontario | 2 288 | 2 065 |
| Régie des alcools de l'Ontario | 939 | 1 048 |
| Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc. | 717 | 318 |
| Autres recettes tirées des entreprises publiques | (2) | 3 |
| | **3 942** | **3 434** |
| **Autres recettes non fiscales** | | |
| Remboursements | 1 111 | 1 208 |
| Redevance de liquidation de la dette (électricité) | 889 | 979 |
| Droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules | 982 | 933 |
| Ventes d'électricité | 635 | 611 |
| Ventes et locations | 560 | 571 |
| Autres droits et permis | 606 | 531 |
| Recettes tirées des permis d'alcool de l'Ontario | 530 | 477 |
| Redevances | 304 | 225 |
| Autres recettes non fiscales | 605 | 352 |
| | **6 222** | **5 887** |
| **Total des recettes** | **68 609** | **69 532** |

Nota : Conformément au traitement comptable des Comptes publics de 2002-2003, la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) fait maintenant l'objet d'une consolidation proportionnelle.

**Dépenses de fonctionnement**
**(en millions de dollars)**

**Tableau 3**

| Ministère | Chiffres réels 2002-2003 | Perspectives 2003-2004 |
|---|---|---|
| Agriculture et Alimentation | 613 | 661 |
| Procureur général | 1 057 | 1 060 |
| Commission de régie interne | 146 | 169 |
| Services à l'enfance | 2 171 | 2 314 |
| Affaires civiques et Immigration | 53 | 63 |
| Services sociaux et communautaires | 5 650 | 5 840 |
| Sécurité communautaire et Services correctionnels | 1 898 | 1 754 |
| Services aux consommateurs et aux entreprises | 177 | 177 |
| Culture | 330 | 278 |
| Développement économique et Commerce | 247 | 315 |
| Éducation | 8 998 | 9 787 |
| Régime de retraite des enseignantes et des enseignants | 238 | 340 |
| Énergie | 144 | 130 |
| Environnement | 232 | 274 |
| Bureaux du corps exécutif | 20 | 20 |
| Finances - à ses propres fins | 1 092 | 1 222 |
| Intérêt sur la dette | 9 694 | 10 025 |
| Fonds de réinvestissement communautaire | 622 | 649 |
| Fonds de protection des consommateurs contre les augmentations de prix d'électricité | 665 | 292 |
| Achat d'électricité | 786 | 918 |
| Santé et Soins de longue durée | 25 758 | 27 885 |
| Coûts de santé liés au SRAS | - | 622 |
| Affaires intergouvernementales | 6 | 6 |
| Travail | 123 | 120 |
| Secrétariat du Conseil de gestion | 172 | 336 |
| Prestations de retraite | 102 | 335 |
| Fonds de prévoyance | - | 625 |
| Affaires municipales | 636 | 684 |
| Secrétariat des affaires autochtones | 16 | 15 |
| Richesses naturelles | 454 | 530 |
| Développement du Nord et Mines | 73 | 74 |
| Office des affaires francophones | 3 | 4 |
| Renouvellement de l'infrastructure publique | 33 | 35 |
| Tourisme et Loisirs | 135 | 228 |
| Formation, Collèges et Universités | 3 471 | 3 996 |
| Transports | 801 | 796 |
| **Total des dépenses de fonctionnement** | **66 616** | **72 579** |

Nota : Conformément au traitement comptable des Comptes publics de 2002-2003, la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) fait maintenant l'objet d'une consolidation proportionnelle.
Affectations préliminaires par ministère, en attendant la fin de la réorganisation ministérielle en cours.

**Dépenses en immobilisations**
**(en millions de dollars)**

**Tableau 4**

| Ministère | Chiffres réels 2002-2003 | Perspectives 2003-2004 |
|---|---|---|
| Agriculture et Alimentation | 68 | 1 |
| Procureur général | 43 | 31 |
| Services sociaux et communautaires | 23 | 13 |
| Sécurité communautaire et Services correctionnels | 66 | 55 |
| Services aux consommateurs et aux entreprises | 1 | 1 |
| Culture | 42 | 65 |
| Développement économique et Commerce | 21 | 46 |
| Éducation | 10 | 16 |
| Énergie | 46 | 47 |
| Environnement | 13 | 15 |
| Finances | 8 | 11 |
| Santé et Soins de longue durée | 339 | 504 |
| Secrétariat du Conseil de gestion | 3 | - |
| Affaires municipales | 20 | 188 |
| Secrétariat des affaires autochtones | 2 | 3 |
| Richesses naturelles | 72 | 91 |
| Développement du Nord et Mines | 391 | 356 |
| Renouvellement de l'infrastructure publique | 4 | 169 |
| Fonds de prévoyance pour les immobilisations | - | 114 |
| Tourisme et Loisirs | 55 | 55 |
| Formation, Collèges et Universités | 71 | 100 |
| Transports | 578 | 693 |
| **Total des dépenses en immobilisations*** | **1 876** | **2 574** |

* Les dépenses en immobilisations comprennent les transferts à des fins d'immobilisations, l'amortissement des immobilisations corporelles importantes appartenant aux ministères provinciaux, les réparations et l'entretien, ainsi que le Fonds de prévoyance pour les immobilisations. Conformément aux recommandations du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP), le coût d'achat ou de construction d'immobilisations corporelles importantes appartenant à la province est amorti et comptabilisé pendant la durée de vie utile des biens.

Nota : Affectations préliminaires par ministère en attendant la fin de la réorganisation ministérielle en cours.

## État de l'investissement net dans les immobilisations (en millions de dollars)

**Tableau 5**

| | Projections pour 2003-2004 | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **Terrains et immeubles** | **Infrastructure de transport** | **Immobilisations des organismes gouvernementaux** | **Total** |
| Acquisition/Construction d'immobilisations corporelles importantes | 133 | 1 042 | 346 | 1 521 |
| Amortissement d'immobilisations corporelles importantes appartenant à la province | (110) | (546) | (163) | (819) |
| **Investissement net dans les immobilisations*** | **23** | **496** | **183** | **702** |

* À compter de 2002-2003, les immobilisations corporelles importantes appartenant aux ministères provinciaux (terrains, immeubles et infrastructure de transport) sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice pour toutes les opérations. Les autres immobilisations corporelles appartenant aux ministères continueront à être comptabilisées à titre de dépenses au cours de l'année d'acquisition ou de construction.

**Principales statistiques financières et économiques établies sur dix exercices (en millions de dollars)**

| | 1994-1995 | 1995-1996 | 1996-1997 |
|---|---|---|---|
| **Opérations financières** | | | |
| Recettes | 46 039 | 49 473 | 49 450 |
| Dépenses | | | |
| Programmes | 44 505 | 46 163 | 45 136 |
| Immobilisations | 3 831 | 3 635 | 2 612 |
| Intérêt sur la dette | 7 832 | 8 475 | 8 607 |
| Total des dépenses | 56 168 | 58 273 | 56 355 |
| **Excédent/(Déficit)** | **(10 129)** | **(8 800)** | **(6 905)** |
| **Dette nette** | **90 728** | **101 864** | **108 769** |
| **Déficit accumulé** | **90 728** | **101 864** | **108 769** |
| Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché | 311 096 | 329 317 | 338 173 |
| Revenu des particuliers | 260 671 | 271 397 | 276 303 |
| Population - juillet (en milliers) | 10 818 | 10 950 | 11 083 |
| Dette nette par habitant (en dollars) | 8 387 | 9 303 | 9 814 |
| Revenu des particuliers par habitant (en dollars) | 24 096 | 24 785 | 24 930 |
| Total des dépenses en pourcentage du PIB | 18,1 | 17,7 | 16,7 |
| Intérêt sur la dette en pourcentage des recettes | 17,0 | 17,1 | 17,4 |
| Dette nette en pourcentage du PIB | 29,2 | 30,9 | 32,2 |

Nota : À compter de 1999-2000 et conformément au traitement comptable des Comptes publics de 2002-2003, la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) fait maintenant l'objet d'une consolidation proportionnelle. Les totaux des dépenses et des recettes des exercices précédents ont été reclassés en conséquence. La dette nette représente la différence entre les passifs et les actifs financiers. Le déficit accumulé représente la dette nette redressée pour tenir compte des immobilisations corporelles.

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et Statistique Canada.

Tableau 6

| 1997-1998 | 1998-1999 | 1999-2000 | 2000-2001 | 2001-2002 | Chiffres réels 2002-2003 | Perspectives 2003-2004 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 52 518 | 55 786 | 64 804 | 66 044 | 66 249 | 68 609 | 69 532 |
| 45 304 | 46 557 | 48 222 | 51 146 | 53 647 | 56 922 | 62 554 |
| 2 451 | 2 215 | 4 887 | 2 123 | 1 890 | 1 876 | 2 574 |
| 8 729 | 9 016 | 11 027 | 10 873 | 10 337 | 9 694 | 10 025 |
| 56 484 | 57 788 | 64 136 | 64 142 | 65 874 | 68 492 | 75 153 |
| **(3 966)** | **(2 002)** | **668** | **1 902** | **375** | **117** | **(5 621)** |
| **112 735** | **114 737** | **134 398** | **132 496** | **132 121** | **132 647** | **138 970** |
| **112 735** | **114 737** | **134 398** | **132 496** | **132 121** | **118 705** | **124 326** |
| 359 353 | 377 897 | 409 020 | 440 708 | 452 923 | 478 112 | 501 061 |
| 289 537 | 304 652 | 321 702 | 347 427 | 359 783 | 372 444 | 385 852 |
| 11 228 | 11 367 | 11 506 | 11 685 | 11 898 | 12 097 | 12 238 |
| 10 041 | 10 094 | 11 681 | 11 339 | 11 104 | 10 965 | 11 356 |
| 25 787 | 26 801 | 27 959 | 29 733 | 30 239 | 30 788 | 31 529 |
| 15,7 | 15,3 | 15,7 | 14,6 | 14,5 | 14,3 | 15,0 |
| 16,6 | 16,2 | 17,0 | 16,5 | 15,6 | 14,1 | 14,4 |
| 31,4 | 30,4 | 32,9 | 30,1 | 29,2 | 27,7 | 27,7 |

# RISQUES ET SENSIBILITÉS DU PLAN FINANCIER

**Certains risques et sensibilités du plan financier – Recettes et économie de l'Ontario** **Tableau 7**

| Élément | Hypothèse 2003-2004 | Sensibilités |
|---|---|---|
| Croissance économique réelle[1] | Croissance du PIB réel en 2003 : 1,7 % | Variation de un point de pourcentage du taux de croissance : 0,6 milliard de dollars. |
| **Détails des exemples de croissance économique :** | | |
| Traitements et salaires | Croissance de 4,0 % en 2003 | Toutes choses étant égales par ailleurs, une variation de un point de pourcentage modifie les recettes de 0,3 milliard de dollars, surtout au chapitre de l'impôt sur le revenu des particuliers et de l'impôt-santé des employeurs. |
| Dépenses personnelles de consommation | Croissance réelle de 3,8 % en 2003 | Toutes choses étant égales par ailleurs, une variation de un point de pourcentage modifie les recettes de 0,1 milliard de dollars, surtout au chapitre de la taxe de vente au détail. |
| Bénéfices des sociétés | Augmentation de 11,5 % en 2003 | Toutes choses étant égales par ailleurs, une variation de deux points de pourcentage des bénéfices des sociétés modifie les recettes de 0,1 milliard de dollars, surtout au chapitre de l'impôt sur les sociétés. |
| Pourcentage de la population de l'Ontario au sein du Canada | La population de l'Ontario représentait 38,7 % de la population canadienne en 2003. | Une variation de trois dixièmes de un point de pourcentage de la population de l'Ontario par rapport à la population du Canada modifierait les paiements de transfert fédéraux de 0,1 milliard de dollars. |
| Traitement des déclarations de revenus des particuliers et des sociétés en 2002 | Selon les données de traitement des déclarations de revenus reçues après la publication des Comptes publics de 2003, les recettes de 2002-2003 ont été surestimées de 0,3 milliard de dollars. | À la suite du traitement subséquent des déclarations de revenus de 2002, les risques pour les prévisions actuelles des recettes de 2003-2004 sont de plus ou moins 0,6 milliard de dollars. |
| Données utilisées dans les formules fédérales de financement | Les paiements fédéraux prévus sont conformes aux hypothèses actuelles sur le plan démographique, économique et fiscal. | Pourraient compenser en partie la variation des recettes fiscales. D'autres données pourraient entraîner des modifications. Le risque actuel est de plus ou moins 0,3 milliard de dollars. |

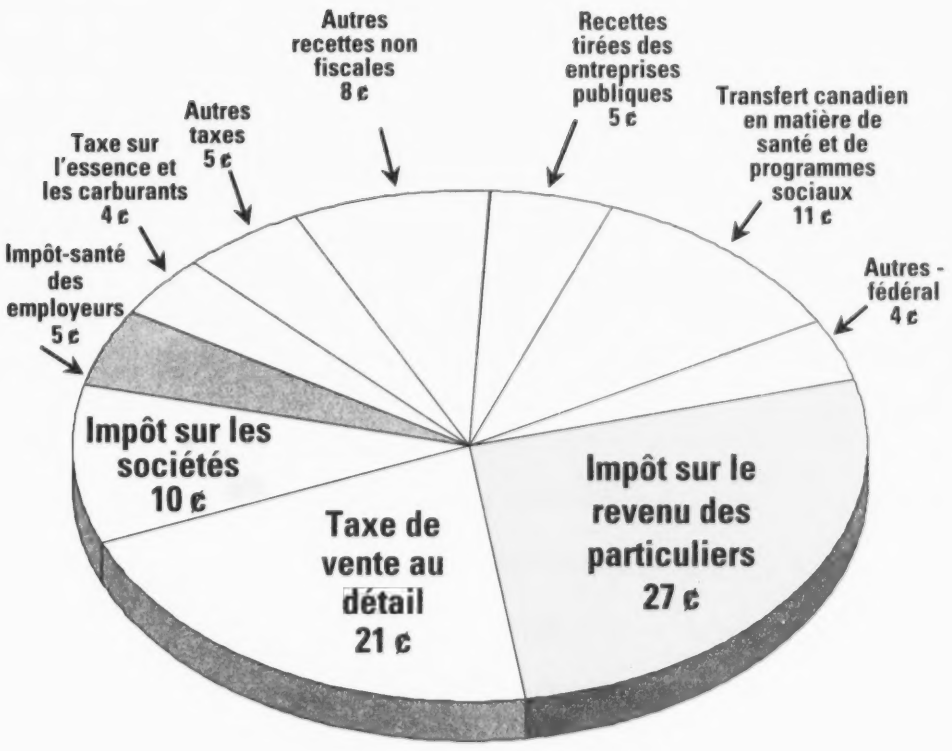
1. Ces chiffres seraient valides en moyenne et pourraient changer considérablement selon la nature de la variation des recettes et des dépenses.

# RISQUES ET SENSIBILITÉS DU PLAN FINANCIER

**Certains risques et sensibilités du plan financier - Dépenses** — **Tableau 8**

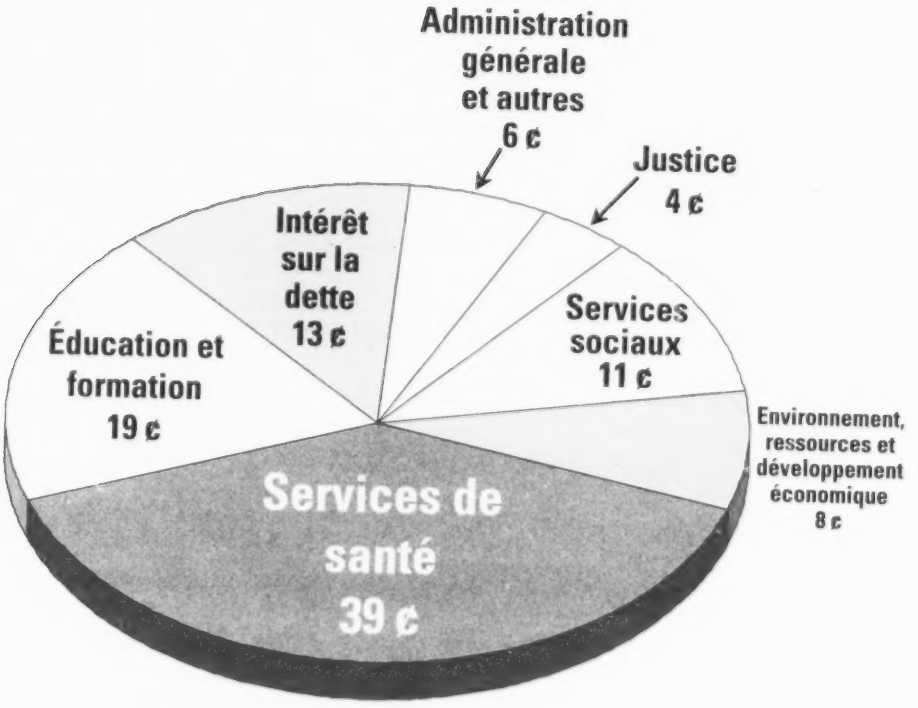
| Programme | Hypothèse 2003-2004 | Sensibilités |
|---|---|---|
| Hôpitaux | Croissance annuelle de 7,8 % | L'augmentation annuelle moyenne du financement s'établissait à près de 10 % de 1999-2000 à 2002-2003. Variation de 1 % du financement des hôpitaux : 105 millions de dollars. |
| Programmes de médicaments | Croissance annuelle de 10,4 % (en santé) | Variation de 1 % de l'utilisation de tous les programmes de médicaments : 28 millions de dollars. |
| Services communautaires de soins de longue durée/Soins à domicile | Plus de 15,6 millions d'heures de services d'aides familiales et de soutien et 7,9 millions d'heures de services d'infirmières visiteuses et de professionnels | Variation de 1 % des heures de services d'aides familiales et de soutien : 4 millions de dollars.<br>Variation de 1 % des heures de services d'infirmières visiteuses et de professionnels : 5 millions de dollars. |
| Établissements de soins de longue durée | Près de 69 500 lits de soins de longue durée | Le coût d'exploitation moyen d'un lit dans un établissement de soins de longue durée est supérieur à 30 000 $. Variation de 1 % du nombre de lits : 21 millions de dollars. |
| Écoles élémentaires et secondaires | Effectif quotidien moyen : près de 2 millions d'élèves | Variation de 1 % : 150 millions de dollars. |
| Étudiantes et étudiants collégiaux | 155 000 étudiantes et étudiants à plein temps | Variation de 1 % de l'effectif : 7 millions de dollars. |
| Étudiantes et étudiants universitaires | 275 000 étudiantes et étudiants à plein temps | Variation de 1 % de l'effectif : 19 millions de dollars. |
| Ontario au travail | Moyenne annuelle de 190 000 cas | Variation de 1 % du nombre de cas : 15 millions de dollars |
| Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées | Moyenne annuelle de 220 000 cas | Variation de 1 % du nombre de cas : 21 millions de dollars. |
| Système judiciaire | 2,9 millions de jours-détenus par année | Coût moyen d'un détenu par jour : 150 $.<br>Variation de 1 % du nombre de jours-détenus : 4 millions de dollars. |
| Intérêt sur la dette | Coût moyen d'emprunt pour le nouveau financement : 5,4 % | Variation de 100 points de base du coût d'emprunt pour le nouveau financement : 45 millions de dollars. |

# Provenance d'un dollar de recettes en 2003-2004



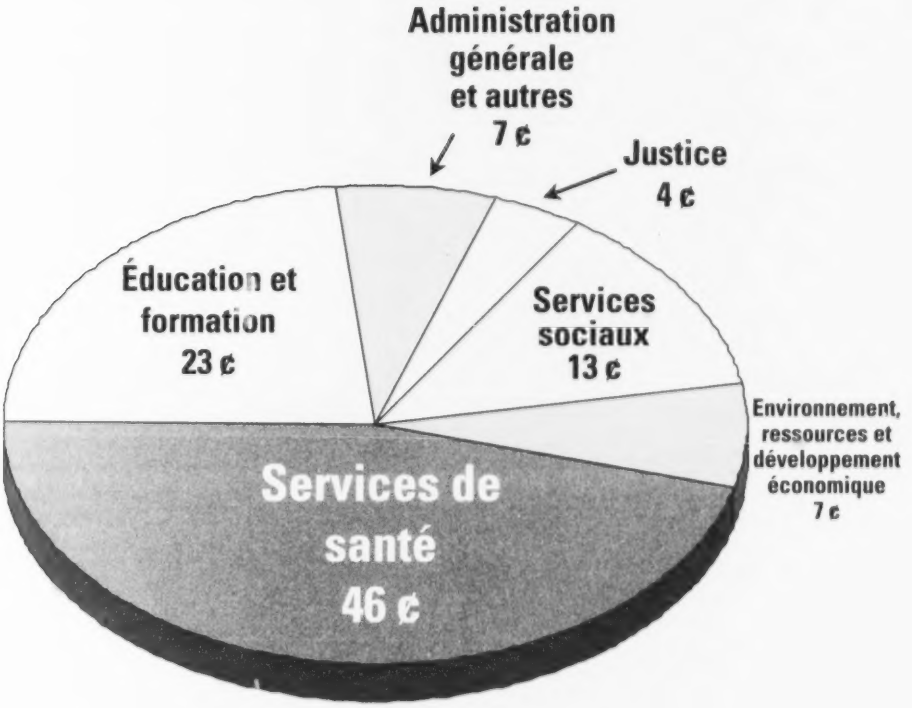

Nota : Conformément au traitement comptable des Comptes publics de 2002-2003, la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) fait maintenant l'objet d'une consolidation proportionnelle.

# Affectation d'un dollar de dépenses en 2003-2004




Nota : Conformément au traitement comptable des Comptes publics de 2002-2003, la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) fait maintenant l'objet d'une consolidation proportionnelle.

# Affectation d'un dollar de dépenses de programmes en 2003-2004




Nota : Conformément au traitement comptable des Comptes publics de 2002-2003, la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) fait maintenant l'objet d'une consolidation proportionnelle.

# Annexe II – Appendice

## PRINCIPAUX CHANGEMENTS PAR RAPPORT AU RAPPORT D'ERIK PETERS

| Principaux changements par rapport au rapport d'Erik Peters | | 2003-2004 (en milliards de $) |
|---|---|---|
| **Déficit prévu pour 2003-2004 – annoncé le 29 octobre 2003** | | **(5,6)** |
| **Recettes** | | |
| Aide du gouvernement fédéral pour le SRAS – comptabilisée dans les recettes, conformément aux états financiers provinciaux | 0,3 | |
| Recettes de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario – selon le traitement des Comptes publics 2002-2003 | 2,1 | |
| Mesures fiscales – incidence de l'annulation du crédit d'impôt pour l'équité en matière d'éducation, de la réduction des taux d'imposition du revenu des particuliers et des sociétés, et de l'élimination du premier palier de la surtaxe de l'impôt sur le revenu des particuliers | 0,4 | |
| Hausse de la taxe sur le tabac – annoncée le 24 novembre 2003 | 0,1 | |
| Prévisions de recettes moindres – incidence de cotisations fiscales plus faibles en 2002 | (0,5) | |
| **Plus : Changement total des recettes prévues** | | **2,4** |
| **Dépenses** | | |
| Coûts liés au SRAS – traitement conforme aux états financiers provinciaux | 0,3 | |
| Dépenses de la Société de financement de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) – selon le traitement des Comptes publics 2002-2003 | | |
| Incidence sur l'intérêt sur la dette | 1,2 | |
| Incidence sur les autres dépenses | 1,5 | |
| Allégement de l'impôt foncier résidentiel pour les personnes âgées – incidence de l'annulation | (0,4) | |
| Établissement du fonds de prévoyance | 0,6 | |
| **Moins : Changement total des perspectives de dépenses** | | **3,1** |
| **Plus : Secteur de l'électricité** | | **0,7** |
| Recettes nettes de la SFIEO (hausse de la dette insurmontable) affectées aux recettes, à l'intérêt sur la dette et aux dépenses, selon le traitement des Comptes publics 2002-2003 | | |
| **Déficit courant prévu** | | **(5,6)** |

Nota : Les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des éléments en raison de l'arrondissement des chiffres.

# ANNEXE III

## Emprunt et gestion de la dette de l'Ontario

# Emprunt et gestion de la dette de l'Ontario

## PROGRAMME D'EMPRUNT

Les besoins d'emprunt à long terme sur les marchés publics de l'Ontario et de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) s'élèvent à 22,7 milliards de dollars en 2003-2004. Ce montant comprend 14,4 milliards de dollars au titre des dettes arrivant à échéance et des rachats de titres de créance et 5,6 milliards de dollars au titre du déficit.

En date du 11 décembre 2003, l'Office ontarien de financement (OOF) avait mobilisé, d'une part, 13,6 milliards de dollars de l'emprunt à long terme de 18,2 milliards de dollars sur les marchés publics prévu par le gouvernement provincial en 2003-2004 et, d'autre part, 4,0 milliards sur les 4,5 milliards de dollars dont la SFIEO a besoin. Le marché canadien a été la principale source de financement de la province et de la SFIEO en 2003-2004. On y a mobilisé au total 11,5 milliards de dollars, notamment à l'aide des mesures suivantes : sept émissions consortiales sur le marché intérieur; 27 émissions structurées par l'entremise du programme de billets à moyen terme sur le marché intérieur; deux émissions d'obligations; la neuvième campagne annuelle de vente d'Obligations d'épargne de l'Ontario.

Bien que la majorité des emprunts aient été contractés sur le marché canadien, l'Ontario a diversifié avec succès ses sources de financement en accédant aux marchés internationaux. Depuis le 31 mars 2003, l'OOF a émis sa première obligation en euros sur le marché mondial, trois obligations en dollars américains sur le marché mondial, cinq euro-obligations à moyen terme en dollars canadiens et quatre euro-obligations à moyen terme en dollars australiens, en dollars de Hong Kong, en francs suisses et en yens japonais. La province a également contracté un emprunt en yens japonais.

| Programme d'emprunt de 2003-2004<br>Chiffres consolidés - Province et SFIEO | | (en milliards de dollars) |
|---|---|---|
| Déficit | | 5,6 |
| Redressements pour : | | |
| les éléments sans effet sur la trésorerie compris dans le déficit | | 0,9 |
| l'amortissement des immobilisations corporelles | | (0,8) |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | | 1,5 |
| Dette arrivant à échéance : | | |
| Province* | 9,8 | |
| SFIEO | 3,5 | 13,3 |
| Rachats de titres de créance | | 1,1 |
| Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada | | (0,2) |
| (Diminution)/Augmentation des espèces et des quasi-espèces | | (2,0) |
| (Augmentation)/Diminution des emprunts à court terme | | (0,3) |
| (Autres sources)/Utilisations des espèces | | 3,6 |
| **Emprunts à long terme sur les marchés publics** | | **22.7** |

* Le montant de la dette arrivant à échéance est inférieur de 0,3 milliard de dollars, car la date d'échéance de ce dernier montant a été reportée.

| Mise à jour sur les emprunts<br>(en milliards de dollars) | Contractés | Restants | Total |
|---|---|---|---|
| Province | 13,6 | 4,6 | **18,2** |
| SFIEO | 4,0 | 0,5 | **4,5** |
| **Total** | **17,6** | **5,1** | **22,7** |

Nota : Conformément au traitement des Comptes publics de 2002-2003, le programme d'emprunt de la SFIEO a été consolidé avec celui de la province.

- Les utilisations d'espèces de 3,6 milliards de dollars comprennent 2,2 milliards de dollars pour le remplacement des dépôts à la Caisse d'épargne de l'Ontario au moment de sa vente; 1,2 milliard de dollars aux fins de l'Ontario Nuclear Funds Agreement; et une injection de capitaux de 1,0 milliard de dollars dans l'Office ontarien de financement de l'infrastructure économique des municipalités, qui a été contrebalancée par la somme de 0,8 milliard de dollars provenant de la perception d'effets à recevoir de Hydro One et de la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité.

- Outre les emprunts et les rachats de titres de créance indiqués dans le tableau, la province a racheté des titres d'une valeur de 0,4 milliard de dollars et les a remplacés par des titres de valeur similaire émis à des taux plus favorables.

# Programme de gestion de la dette

L'OOF suit des politiques de gestion prudente en ayant recours à des instruments financiers tels que des options et des échanges pour protéger la province contre les risques de change et de taux d'intérêt. L'exposition de la province aux risques non couverts liés aux devises étrangères est limitée à 5 % de la dette contractée aux fins de la province. Au 30 novembre, l'exposition de la province aux fluctuations des devises étrangères était de 1,4 % de la dette contractée aux fins de la province. Les risques associés aux changements des taux d'intérêt de la province sont limités à 25 % de la dette contractée aux fins de la province. L'exposition aux changements des taux d'intérêt représente le total de l'exposition au taux d'intérêt flottant net (c.-à-d. l'exposition brute au taux d'intérêt flottant moins les réserves de liquidité) et de toute la dette à taux fixe arrivant à échéance au cours des 12 prochains mois. Au 30 novembre, le taux d'exposition aux changements des taux d'intérêt était de 14,6 % de la dette contractée aux fins de la province.

L'OOF gère l'exposition de la province aux risques de crédit découlant des activités des marchés financiers en limitant les opérations aux contreparties jouissant d'une cote de solvabilité élevée et en veillant à ce que l'exposition aux risques de crédit ne dépasse pas les limites énoncées dans les politiques.

De nombreux titres de créance arriveront à échéance au cours des prochaines années. Au 30 novembre, le montant de la dette arrivant à échéance pour la province et la SFIEO est de 16,0 milliards de dollars en 2004-2005. Il totalisera 18,3 milliards de dollars en 2005-2006. Dans le cadre de la gestion de ces échéances, l'OOF continuera d'adopter une démarche souple pour le financement et surveillera constamment le marché intérieur et les marchés internationaux des obligations afin de déceler les possibilités d'emprunt les plus avantageuses. En outre, l'OOF poursuivra ses efforts en vue d'équilibrer son profil d'échéances et de tirer profit des possibilités avantageuses de répartir les échéances selon les années où le nombre de titres de créance arrivant à échéance est moins élevé.

# ANNEXE IV

## Tableaux des données économiques

# LISTE DES TABLEAUX

## L'ÉCONOMIE DE L'ONTARIO

NUMÉROS DES TABLEAUX


Produit intérieur brut de l'Ontario de 1989 à 2002 ..... 1
Croissance du produit intérieur brut de l'Ontario de 1989 à 2002 ..... 2
Indicateurs économiques choisis de l'Ontario de 1989 à 2002 ..... 3
Variation annuelle d'indicateurs économiques de l'Ontario de 1989 à 2002 ..... 4
Produit intérieur brut réel de l'Ontario par industrie selon les prix de base de 1999 à 2002 ..... 5
Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario par industrie selon les prix de base de 1999 à 2002 ..... 6
Produit intérieur brut réel de l'Ontario pour certaines industries de fabrication de 1999 à 2002 ..... 7
Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario pour certaines industries de fabrication de 1999 à 2002 ..... 8
Indicateurs du marché du logement de l'Ontario de 1996 à 2002 ..... 9
Indicateurs financiers choisis de 1989 à 2002 ..... 10


## COMPARAISON AVEC LES PAYS DU G-7


Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario et des pays du G-7 de 1989 à 2002 ..... 11
Croissance de l'emploi en Ontario et dans les pays du G-7 de 1989 à 2002 ..... 12
Taux de chômage en Ontario et dans les pays du G-7 de 1989 à 2002 ..... 13
Taux d'inflation de l'IPC en Ontario et dans les pays du G-7 de 1989 à 2002 ..... 14
Taux de change, G-7, de 1989 à 2002 ..... 15


## LE COMMERCE INTERNATIONAL DE L'ONTARIO


Principales marchandises exportées à l'échelle internationale par l'Ontario en 2002 ..... 16
Principales marchandises importées à l'échelle internationale par l'Ontario en 2002 ..... 17
Commerce international de l'Ontario avec les principales régions en 2002 ..... 18


## LE COMMERCE INTERNATIONAL DU CANADA


Commerce international du Canada avec les principales régions en 2002 ..... 19

# LISTE DES TABLEAUX (suite)


## CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES — NUMÉROS DES TABLEAUX

Caractéristiques démographiques choisies de l'Ontario de 1986 à 2003 ..... 20
Composantes de la croissance de la population de l'Ontario de 1993-1994 à 2002-2003 ..... 21

## LE MARCHÉ DU TRAVAIL DE L'ONTARIO

Population active de l'Ontario de 1989 à 2002 ..... 22
Emplois en Ontario de 1989 à 2002 ..... 23
Chômage en Ontario de 1989 à 2002 ..... 24
Assurance-emploi (a.-e.) et aide sociale en Ontario de 1989 à 2002 ..... 25
Rémunération du travail en Ontario de 1989 à 2002 ..... 26
Emplois par profession en Ontario de 1991 à 2002 ..... 27
Répartition des emplois par profession en Ontario de 1991 à 2002 ..... 28
Situation de l'emploi en Ontario par industrie de 1993 à 2002 ..... 29
Croissance de l'emploi en Ontario par industrie de 1993 à 2002 ..... 30
Niveau d'emploi en Ontario, par région économique, de 1992 à 2003 ..... 31
Niveau d'emploi en Ontario, par industrie, par région économique, 2002 ..... 32
Régions économiques de l'Ontario ..... 33


***(Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.)***

| Tableau 1 | Produit intérieur brut de l'Ontario de 1989 à 2002 | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | (en milliards de dollars) |
| | **1989** | **1990** | **1991** | **1992** | **1993** | **1994** | **1995** |
| **Produit intérieur brut réel (en dollars enchaînés de 1997)** | **322,5** | **316,9** | **304,5** | **307,2** | **310,2** | **328,5** | **340,1** |
| Consommation | 175,7 | 176,3 | 172,9 | 175,3 | 177,7 | 183,1 | 186,6 |
| Gouvernement | 65,6 | 69,1 | 72,3 | 72,6 | 72,1 | 72,9 | 73,3 |
| Construction résidentielle | 24,4 | 19,4 | 16,3 | 17,1 | 15,6 | 15,9 | 13,7 |
| Construction non résidentielle | 14,4 | 13,1 | 12,5 | 10,9 | 8,8 | 7,8 | 7,5 |
| Matériel et outillage | 20,4 | 19,5 | 18,0 | 18,5 | 17,7 | 20,2 | 22,3 |
| Exportations | 164,3 | 164,3 | 159,4 | 165,5 | 179,4 | 198,1 | 213,8 |
| Importations | 145,8 | 143,2 | 142,2 | 149,8 | 158,7 | 169,4 | 180,5 |
| **Produit intérieur brut nominal** | **278,8** | **282,8** | **283,1** | **286,5** | **293,4** | **311,1** | **329,3** |

| Tableau 1 (suite) | | | | | | | (en milliards de dollars) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **1996** | **1997** | **1998** | **1999** | **2000** | **2001** | **2002** |
| **Produit intérieur brut réel (en dollars enchaînés de 1997)** | **343,8** | **359,4** | **376,7** | **405,0** | **427,9** | **435,4** | **451,1** |
| Consommation | 190,9 | 200,1 | 207,1 | 216,6 | 227,0 | 232,5 | 240,8 |
| Gouvernement | 70,6 | 70,5 | 72,0 | 75,1 | 77,8 | 81,6 | 85,1 |
| Construction résidentielle | 15,0 | 17,2 | 16,8 | 18,8 | 20,1 | 22,0 | 24,1 |
| Construction non résidentielle | 9,2 | 10,0 | 10,2 | 11,3 | 10,4 | 9,7 | 9,3 |
| Matériel et outillage | 23,7 | 29,3 | 31,3 | 34,2 | 36,4 | 36,4 | 34,2 |
| Exportations | 225,6 | 242,6 | 260,4 | 289,8 | 311,9 | 301,9 | 308,5 |
| Importations | 189,4 | 213,3 | 223,3 | 241,9 | 260,9 | 246,6 | 253,8 |
| **Produit intérieur brut nominal** | **338,2** | **359,4** | **377,9** | **409,0** | **440,7** | **452,9** | **478,1** |

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

| Tableau 2 | Croissance du produit intérieur brut de l'Ontario de 1989 à 2002 | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | (variation en pourcentage) |
| | **1989** | **1990** | **1991** | **1992** | **1993** | **1994** | **1995** |
| **Produit intérieur brut réel (en dollars enchaînés de 1997)** | **3,4** | **1,7** | **-3,9** | **0,9** | **1,0** | **5,9** | **3,5** |
| Consommation | 3,7 | 0,3 | -1,9 | 1,4 | 1,3 | 3,1 | 1,9 |
| Gouvernement | 4,2 | 5,3 | 4,5 | 0,4 | -0,7 | 1,1 | 0,7 |
| Construction résidentielle | 9,1 | -20,2 | -15,9 | 4,5 | -8,7 | 2,0 | -14,0 |
| Construction non résidentielle | 6,6 | -9,0 | -4,9 | -12,9 | -18,7 | -12,2 | -2,7 |
| Matériel et outillage | 3,1 | -4,8 | -7,2 | 2,4 | -4,4 | 14,6 | 9,9 |
| Exportations | 3,9 | 0,0 | -3,0 | 3,9 | 8,4 | 10,4 | 7,9 |
| Importations | 5,0 | -1,8 | -0,7 | 5,3 | 5,9 | 6,8 | 6,6 |
| **Produit intérieur brut nominal** | **8,7** | **1,5** | **0,1** | **1,2** | **2,4** | **6,0** | **5,9** |

| Tableau 2 (suite) | | | | | | | (variation en pourcentage) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **1996** | **1997** | **1998** | **1999** | **2000** | **2001** | **2002** |
| **Produit intérieur brut réel (en dollars enchaînés de 1997)** | **1,1** | **4,5** | **4,8** | **7,5** | **5,6** | **1,8** | **3,6** |
| Consommation | 2,3 | 4,8 | 3,5 | 4,6 | 4,8 | 2,4 | 3,6 |
| Gouvernement | -3,7 | -0,1 | 2,0 | 4,4 | 3,6 | 4,9 | 4,2 |
| Construction résidentielle | 9,6 | 14,5 | -1,8 | 11,6 | 7,0 | 9,2 | 9,6 |
| Construction non résidentielle | 21,5 | 9,2 | 1,6 | 11,4 | -8,1 | -6,4 | -4,2 |
| Matériel et outillage | 6,7 | 23,3 | 6,8 | 9,4 | 6,5 | -0,1 | -6,1 |
| Exportations | 5,6 | 7,5 | 7,3 | 11,3 | 7,6 | -3,2 | 2,2 |
| Importations | 4,9 | 12,6 | 4,7 | 8,4 | 7,8 | -5,5 | 2,9 |
| **Produit intérieur brut nominal** | **2,7** | **6,3** | **5,2** | **8,2** | **7,7** | **2,8** | **5,6** |

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario

| Tableau 3 | Indicateurs économiques choisis de l'Ontario de 1989 à 2002 | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 |
| Ventes au détail* (en milliards de dollars) | 72,6 | 72,6 | 67,3 | 68,9 | 71,7 | 76,9 | 79,6 |
| Mises en chantier de logements (en milliers) | 93,3 | 62,6 | 52,8 | 55,8 | 45,1 | 46,6 | 35,8 |
| Revenu des particuliers (en milliards de dollars) | 229,0 | 241,7 | 247,7 | 253,8 | 256,1 | 260,7 | 271,4 |
| Bénéfices des entreprises avant impôt (en milliards de dollars) | 27,4 | 19,8 | 14,6 | 14,5 | 17,9 | 27,9 | 33,1 |
| Indice des prix à la consommation (1992 = 100) | 90,2 | 94,6 | 99,0 | 100,0 | 101,8 | 101,8 | 104,3 |
| Population active (en milliers) | 5 470 | 5 533 | 5 544 | 5 542 | 5 581 | 5 574 | 5 620 |
| Emplois (en milliers) | 5 193 | 5 191 | 5 016 | 4 949 | 4 974 | 5 039 | 5 131 |
| Taux de chômage (en pourcentage) | 5,1 | 6,2 | 9,5 | 10,7 | 10,9 | 9,6 | 8,7 |

| Tableau 3 (suite) | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ventes au détail* (en milliards de dollars) | 80,2 | 86,4 | 92,4 | 99,2 | 106,4 | 109,2 | 115,3 |
| Mises en chantier de logements (en milliers) | 43,1 | 54,1 | 53,8 | 67,2 | 71,5 | 73,3 | 83,6 |
| Revenu des particuliers (en milliards de dollars) | 276,3 | 289,5 | 304,7 | 321,7 | 347,4 | 359,8 | 372,4 |
| Bénéfices des entreprises avant impôt (en milliards de dollars) | 34,2 | 37,5 | 39,5 | 49,7 | 54,8 | 48,5 | 56,6 |
| Indice des prix à la consommation (1992 = 100) | 105,9 | 107,9 | 108,9 | 111,0 | 114,2 | 117,7 | 120,1 |
| Population active (en milliers) | 5 695 | 5 801 | 5 914 | 6 071 | 6 228 | 6 364 | 6 532 |
| Emplois (en milliers) | 5 181 | 5 313 | 5 490 | 5 688 | 5 872 | 5 983 | 6 068 |
| Taux de chômage (en pourcentage) | 9,0 | 8,4 | 7,2 | 6,3 | 5,7 | 6,3 | 7,1 |

* Les ventes au détail comprennent les taxes de vente fédérales jusqu'en 1990, mais excluent la TPS après 1990.
Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario et Société canadienne d'hypothèques et de logement.

**Tableau 4** **Variation annuelle d'indicateurs économiques de l'Ontario de 1989 à 2002**

(variation en pourcentage)

| | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ventes au détail* | 4,0 | 0,0 | -7,2 | 2,3 | 4,1 | 7,2 | 3,6 |
| Mises en chantier de logements | -6,6 | -32,9 | -15,7 | 5,6 | -19,1 | 3,3 | -23,2 |
| Revenu des particuliers | 9,7 | 5,5 | 2,5 | 2,5 | 0,9 | 1,8 | 4,1 |
| Bénéfices des entreprises avant impôt | -6,7 | -27,8 | -26,0 | -0,8 | 23,1 | 55,8 | 18,7 |
| Indice des prix à la consommation | 5,7 | 4,9 | 4,7 | 1,0 | 1,8 | 0,0 | 2,5 |
| Population active | 2,2 | 1,2 | 0,2 | 0,0 | 0,7 | -0,1 | 0,8 |
| Emplois | 2,2 | 0,0 | -3,4 | -1,3 | 0,5 | 1,3 | 1,8 |

**Tableau 4 (suite)**

(variation en pourcentage)

| | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ventes au détail* | 0,7 | 7,8 | 6,9 | 7,3 | 7,3 | 2,6 | 5,6 |
| Mises en chantier de logements | 20,2 | 25,6 | -0,4 | 24,9 | 6,4 | 2,5 | 14,1 |
| Revenu des particuliers | 1,8 | 4,8 | 5,2 | 5,6 | 8,0 | 3,6 | 3,5 |
| Bénéfices des entreprises avant impôt | 3,3 | 9,9 | 5,2 | 25,9 | 10,2 | -11,5 | 16,7 |
| Indice des prix à la consommation | 1,5 | 1,9 | 0,9 | 1,9 | 2,9 | 3,1 | 2,0 |
| Population active | 1,3 | 1,9 | 1,9 | 2,6 | 2,6 | 2,2 | 2,6 |
| Emplois | 1,0 | 2,6 | 3,3 | 3,6 | 3,2 | 1,5 | 1,8 |

* Les ventes au détail comprennent les taxes fédérales jusqu'en 1990, mais excluent la TPS après 1990.

Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario et Société canadienne d'hypothèques et de logement.

**Tableau 5 Produit intérieur brut réel de l'Ontario par industrie selon les prix de base de 1999 à 2002**

(en millions de dollars de 1997)

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|---|---|---|---|---|
| **Industries productrices de biens** | **118 106** | **127 442** | **123 510** | **127 807** |
| Industries primaires | 7 824 | 7 836 | 7 540 | 7 635 |
| Services publics | 9 807 | 9 840 | 9 757 | 10 083 |
| Construction | 17 910 | 18 364 | 19 970 | 20 546 |
| Fabrication[1] | 82 565 | 91 403 | 86 243 | 89 543 |
| **Industries productrices de services** | **255 569** | **269 319** | **278 087** | **288 614** |
| Commerce de gros | 24 323 | 26 039 | 26 398 | 28 379 |
| Commerce de détail | 18 833 | 20 045 | 20 451 | 21 381 |
| Transport et entreposage | 15 541 | 16 142 | 15 869 | 16 119 |
| Industrie de l'information et industrie culturelle (y compris télécommunications) | 14 659 | 16 150 | 17 304 | 18 278 |
| Finance, assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail | 78 442 | 83 393 | 86 971 | 90 506 |
| Services professionnels, scientifiques et techniques | 18 053 | 19 736 | 20 742 | 21 386 |
| Services administratifs et autres services de soutien | 8 800 | 9 274 | 9 649 | 10 109 |
| Services d'enseignement | 17 148 | 17 202 | 17 390 | 17 644 |
| Soins de santé et assistance sociale | 20 628 | 20 960 | 21 621 | 22 302 |
| Arts, spectacles et loisirs | 3 375 | 3 667 | 3 739 | 3 892 |
| Hébergement et services de restauration | 8 608 | 8 759 | 8 938 | 8 981 |
| Autres services (excluant les administrations publiques) | 8 467 | 8 841 | 9 150 | 9 389 |
| Administrations publiques | 18 693 | 19 111 | 19 865 | 20 248 |
| **Production totale** | **373 675** | **396 761** | **401 597** | **416 421** |

Nota :

1. On trouvera plus de précisions sur les industries de fabrication au tableau 7.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

**Tableau 6** **Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario par industrie selon les prix de base de 1999 à 2002**

(variation en pourcentage)

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|---|---|---|---|---|
| **Industries productrices de biens** | **8,2** | **7,9** | **-3,1** | **3,5** |
| Industries primaires | 9,0 | 0,1 | -3,8 | 1,3 |
| Services publics | 0,9 | 0,3 | -0,8 | 3,3 |
| Construction | 14,5 | 2,5 | 8,7 | 2,9 |
| Fabrication[1] | 7,8 | 10,7 | -5,6 | 3,8 |
| **Industries productrices de services** | **7,4** | **5,4** | **3,3** | **3,8** |
| Commerce de gros | 11,6 | 7,1 | 1,4 | 7,5 |
| Commerce de détail | 4,8 | 6,4 | 2,0 | 4,5 |
| Transport et entreposage | 8,5 | 3,9 | -1,7 | 1,6 |
| Industrie de l'information et industrie culturelle (y compris télécommunications) | 20,8 | 10,2 | 7,1 | 5,6 |
| Finance, assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail | 5,8 | 6,3 | 4,3 | 4,1 |
| Services professionnels, scientifiques et techniques | 15,2 | 9,3 | 5,1 | 3,1 |
| Services administratifs et autres services de soutien | 11,9 | 5,4 | 4,0 | 4,8 |
| Services d'enseignement | -0,5 | 0,3 | 1,1 | 1,5 |
| Soins de santé et assistance sociale | 3,7 | 1,6 | 3,2 | 3,1 |
| Arts, spectacles et loisirs | 7,5 | 8,7 | 2,0 | 4,1 |
| Hébergement et services de restauration | 12,6 | 1,8 | 2,0 | 0,5 |
| Autres services (excluant les administrations publiques) | 9,8 | 4,4 | 3,5 | 2,6 |
| Administrations publiques | 1,4 | 2,2 | 3,9 | 1,9 |
| **Production totale** | **7,6** | **6,2** | **1,2** | **3,7** |

Nota :

1. On trouvera plus de précisions sur les industries de fabrication au tableau 8.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

**Tableau 7**

**Produit intérieur brut réel de l'Ontario pour certaines industries de fabrication de 1999 à 2002**

(en millions de dollars de 1997)

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|---|---|---|---|---|
| **Fabrication** | **82 565** | **91 403** | **86 243** | **89 543** |
| Aliments | 6 958 | 6 832 | 7 282 | 7 365 |
| Boissons et produits du tabac | 2 418 | 2 543 | 2 649 | 2 605 |
| Vêtements | 881 | 1 081 | 1 022 | 1 110 |
| Cuir | 149 | 167 | 143 | 158 |
| Produits textiles | 832 | 964 | 868 | 873 |
| Produits en bois | 1 605 | 1 980 | 2 003 | 2 192 |
| Papier | 3 256 | 3 690 | 3 477 | 3 536 |
| Impression | 2 236 | 2 637 | 2 653 | 2 605 |
| Produits du pétrole et du charbon | 610 | 569 | 565 | 557 |
| Produits chimiques | 6 678 | 7 229 | 7 159 | 7 829 |
| Produits en plastique | 3 622 | 4 391 | 4 639 | 5 294 |
| Produits en caoutchouc | 1 416 | 1 458 | 1 393 | 1 398 |
| Produits minéraux non métalliques | 2 127 | 2 308 | 2 276 | 2 320 |
| Première transformation des métaux et produits métalliques | 11 187 | 12 806 | 12 448 | 13 189 |
| Machines | 5 574 | 6 598 | 6 023 | 6 269 |
| Produits informatiques et électroniques | 6 708 | 9 080 | 6 722 | 6 081 |
| Matériel électrique | 2 205 | 2 585 | 2 207 | 2 303 |
| Matériel de transport | 20 481 | 20 168 | 18 692 | 19 890 |
| dont : industrie de l'automobile | 17 894 | 17 988 | 16 317 | 17 612 |
| Meubles et produits connexes | 2 362 | 2 793 | 2 634 | 2 570 |
| Activités diverses de fabrication | 1 262 | 1 526 | 1 388 | 1 399 |

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

**Tableau 8** **Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario pour certaines industries de fabrication de 1999 à 2002**

(variation en pourcentage)

| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|---|---|---|---|---|
| **Fabrication** | **7,8** | **10,7** | **-5,6** | **3,8** |
| Aliments | 1,7 | -1,8 | 6,6 | 1,1 |
| Boissons et produits du tabac | -6,6 | 5,2 | 4,2 | -1,7 |
| Vêtements | -5,8 | 22,7 | -5,5 | 8,6 |
| Cuir | -7,2 | 12,5 | -14,4 | 10,4 |
| Produits textiles | -4,2 | 15,9 | -10,0 | 0,6 |
| Produits en bois | -2,0 | 23,4 | 1,2 | 9,5 |
| Papier | -2,7 | 13,3 | -5,8 | 1,7 |
| Impression | 0,0 | 17,9 | 0,6 | -1,8 |
| Produits du pétrole et du charbon | -2,2 | -6,7 | -0,7 | -1,3 |
| Produits chimiques | 3,2 | 8,2 | -1,0 | 9,4 |
| Produits en plastique | 12,0 | 21,2 | 5,6 | 14,1 |
| Produits en caoutchouc | 7,6 | 3,0 | -4,5 | 0,3 |
| Produits minéraux non métalliques | -1,4 | 8,6 | -1,4 | 1,9 |
| Première transformation des métaux et produits métalliques | 5,3 | 14,5 | -2,8 | 5,9 |
| Machines | -1,5 | 18,4 | -8,7 | 4,1 |
| Produits informatiques et électroniques | 36,6 | 35,4 | -26,0 | -9,5 |
| Matériel électrique | -4,9 | 17,3 | -14,6 | 4,4 |
| Matériel de transport | 18,6 | -1,5 | -7,3 | 6,4 |
| dont : industrie de l'automobile | 20,8 | 0,5 | -9,3 | 7,9 |
| Meubles et produits connexes | 4,6 | 18,3 | -5,7 | -2,4 |
| Activités diverses de fabrication | 7,5 | 20,9 | -9,0 | 0,7 |

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

| Tableau 9 | Indicateurs du marché du logement de l'Ontario de 1996 à 2002 | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
| **Construction résidentielle (en millions de dollars courants*)** | **14 549** | **17 154** | **17 227** | **19 738** | **21 729** | **24 528** | **28 030** |
| | 9,6 | 17,9 | 0,4 | 14,6 | 10,1 | 12,9 | 14,3 |
| Nouvelle construction* | 6 489 | 8 258 | 8 351 | 10 175 | 11 312 | 12 337 | 14 772 |
| | 9,4 | 27,3 | 1,1 | 21,8 | 11,2 | 9,1 | 19,7 |
| Modifications et améliorations* | 5 383 | 5 711 | 5 758 | 6 080 | 6 790 | 7 928 | 8 309 |
| | 7,3 | 6,1 | 0,8 | 5,6 | 11,7 | 16,8 | 4,8 |
| Coûts de transfert* | 2 677 | 3 186 | 3 118 | 3 483 | 3 627 | 4 263 | 4 949 |
| | 14,8 | 19,0 | -2,1 | 11,7 | 4,1 | 17,5 | 16,1 |
| **Mises en chantier de logements (en milliers)*** | **43,1** | **54,1** | **53,8** | **67,2** | **71,5** | **73,3** | **83,6** |
| | 20,2 | 25,6 | -0,4 | 24,9 | 6,4 | 2,5 | 14,1 |
| **Reventes de logements (en milliers)*** | **137,9** | **140,6** | **138,5** | **148,7** | **147,2** | **162,3** | **177,4** |
| | 31,4 | 1,9 | -1,5 | 7,4 | -1,0 | 10,3 | 9,3 |
| **Prix moyen des logements revendus (en dollars)*** | **155 662** | **164 382** | **167 115** | **174 049** | **183 841** | **193 357** | **210 699** |
| | 0,7 | 5,6 | 1,7 | 4,1 | 5,6 | 5,2 | 9,0 |

* La variation du pourcentage est indiquée sur la deuxième ligne.

Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immeuble et ministère des Finances de l'Ontario.

| Tableau 10 | Indicateurs financiers choisis de 1989 à 2002 | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | (en pourcentage) |
| | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 |
| **Taux d'intérêt** | | | | | | | |
| Taux d'escompte | 12,3 | 13,1 | 9,0 | 6,8 | 5,1 | 5,8 | 7,1 |
| Taux préférentiel | 13,3 | 14,1 | 9,9 | 7,5 | 5,9 | 6,9 | 8,6 |
| Obligations d'État (10 ans) | 9,8 | 10,8 | 9,4 | 8,1 | 7,2 | 8,4 | 8,1 |
| Bons du Trésor (3 mois) | 12,1 | 12,8 | 8,7 | 6,6 | 4,8 | 5,5 | 6,9 |
| **Taux d'hypothèque** | | | | | | | |
| 5 ans | 12,1 | 13,4 | 11,1 | 9,5 | 8,8 | 9,5 | 9,2 |
| 1 an | 12,9 | 13,4 | 10,1 | 7,9 | 6,9 | 7,8 | 8,4 |
| **Endettement des ménages*** | | | | | | | |
| Consommation | 20,6 | 21,3 | 21,1 | 21,0 | 21,0 | 22,3 | 23,1 |
| Hypothèque | 49,2 | 53,3 | 55,8 | 59,2 | 62,2 | 65,3 | 65,4 |
| Total | 69,8 | 74,6 | 76,9 | 80,1 | 83,2 | 87,6 | 88,5 |

| Tableau 10 (suite) | | | | | | | (en pourcentage) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
| **Taux d'intérêt** | | | | | | | |
| Taux d'escompte | 4,5 | 3,5 | 5,1 | 4,9 | 5,8 | 4,3 | 2,7 |
| Taux préférentiel | 6,1 | 5,0 | 6,6 | 6,4 | 7,3 | 5,8 | 4,2 |
| Obligations d'État (10 ans) | 7,2 | 6,1 | 5,3 | 5,6 | 5,9 | 5,5 | 5,3 |
| Bons du Trésor (3 mois) | 4,2 | 3,3 | 4,7 | 4,7 | 5,5 | 3,8 | 2,6 |
| **Taux d'hypothèque** | | | | | | | |
| 5 ans | 7,9 | 7,1 | 6,9 | 7,6 | 8,3 | 7,4 | 7,0 |
| 1 an | 6,2 | 5,5 | 6,5 | 6,8 | 7,9 | 6,1 | 5,2 |
| **Endettement des ménages*** | | | | | | | |
| Consommation | 24,4 | 26,0 | 27,5 | 28,3 | 29,7 | 30,5 | 31,2 |
| Hypothèque | 67,1 | 68,5 | 69,0 | 68,7 | 67,1 | 67,0 | 68,7 |
| Total | 91,5 | 94,4 | 96,4 | 97,0 | 96,9 | 97,5 | 99,9 |

* Pourcentage du revenu disponible des particuliers que représente la dette des ménages canadiens.

Nota : Toutes les données sont des moyennes annuelles.

Sources : Statistique Canada et Banque du Canada.

**Tableau 11 Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario et des pays du G-7 de 1989 à 2002**

(en pourcentage)

| | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ontario | 3,4 | -1,7 | -3,9 | 0,9 | 1,0 | 5,9 | 3,5 |
| Canada | 2,6 | 0,2 | -2,1 | 0,9 | 2,3 | 4,8 | 2,8 |
| France | 4,2 | 2,6 | 1,0 | 1,3 | -0,9 | 1,9 | 1,8 |
| Allemagne | 3,9 | 5,7 | 5,0 | 2,2 | -1,1 | 2,3 | 1,7 |
| Italie | 2,9 | 2,0 | 1,4 | 0,8 | -0,9 | 2,2 | 2,9 |
| Japon | 5,2 | 5,2 | 3,3 | 1,0 | 0,3 | 1,0 | 1,9 |
| Royaume-Uni | 2,2 | 0,8 | -1,4 | 0,2 | 2,5 | 4,7 | 2,9 |
| États-Unis | 3,5 | 1,9 | -0,2 | 3,3 | 2,7 | 4,0 | 2,5 |

**Tableau 11 (suite)**

(en pourcentage)

| | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ontario | 1,1 | 4,5 | 4,8 | 7,5 | 5,6 | 1,8 | 3,6 |
| Canada | 1,6 | 4,2 | 4,1 | 5,5 | 5,3 | 1,9 | 3,3 |
| France | 1,1 | 1,9 | 3,5 | 3,2 | 4,2 | 1,8 | 1,2 |
| Allemagne | 0,8 | 1,4 | 2,0 | 2,0 | 2,9 | 0,6 | 0,2 |
| Italie | 1,1 | 2,0 | 1,8 | 1,7 | 3,1 | 1,8 | 0,4 |
| Japon | 3,4 | 1,8 | -1,1 | 0,1 | 2,8 | 0,4 | 0,3 |
| Royaume-Uni | 2,6 | 3,4 | 2,9 | 2,4 | 3,1 | 2,1 | 1,9 |
| États-Unis | 3,7 | 4,5 | 4,2 | 4,5 | 3,7 | 0,5 | 2,2 |

Sources : OCDE, U.S. Department of Commerce et Statistique Canada.

**Tableau 12** **Croissance de l'emploi en Ontario et dans les pays du G-7 de 1989 à 2002**

(en pourcentage)

| | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ontario | 2,2 | 0,0 | -3,4 | -1,3 | 0,5 | 1,3 | 1,8 |
| Canada | 2,2 | 0,8 | -1,8 | -0,7 | 0,8 | 2,0 | 1,9 |
| France | 1,5 | 0,8 | 0,1 | -0,7 | -1,3 | 0,4 | 0,9 |
| Allemagne | 1,9 | 3,1 | 2,5 | -1,5 | -1,4 | -0,2 | 0,2 |
| Italie | -0,1 | 1,2 | 0,7 | -1,0 | -3,1 | -1,6 | -0,6 |
| Japon | 2,0 | 2,0 | 1,9 | 1,1 | 0,2 | 0,1 | 0,1 |
| Royaume-Uni | 2,4 | 0,3 | -3,0 | -1,9 | -0,9 | 0,7 | 1,1 |
| États-Unis | 2,0 | 1,3 | -0,9 | 0,7 | 1,5 | 2,3 | 1,5 |

**Tableau 12 (suite)**

(en pourcentage)

| | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ontario | 1,0 | 2,6 | 3,3 | 3,6 | 3,2 | 1,5 | 1,8 |
| Canada | 0,8 | 2,3 | 2,7 | 2,8 | 2,6 | 1,1 | 2,2 |
| France | 0,2 | 0,6 | 1,7 | 2,1 | 2,5 | 1,6 | 0,4 |
| Allemagne | -0,3 | -0,2 | 1,1 | 1,2 | 1,8 | 0,4 | -0,6 |
| Italie | 0,5 | 0,4 | 1,1 | 1,2 | 1,9 | 2,0 | 1,5 |
| Japon | 0,4 | 1,1 | -0,7 | -0,8 | -0,3 | -0,5 | -1,3 |
| Royaume-Uni | 0,9 | 1,7 | 1,0 | 1,3 | 1,1 | 0,8 | 0,7 |
| États-Unis | 1,5 | 2,3 | 1,5 | 1,5 | 2,5 | 0,0 | -0,3 |

Sources : OCDE, U.S. Bureau of Labor Statistics et Statistique Canada.

**Tableau 13** **Taux de chômage en Ontario et dans les pays du G-7 de 1989 à 2002**

(en pourcentage)

| | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ontario | 5,1 | 6,2 | 9,5 | 10,7 | 10,9 | 9,6 | 8,7 |
| Canada | 7,5 | 8,1 | 10,3 | 11,2 | 11,4 | 10,3 | 9,4 |
| France | 9,3 | 8,9 | 9,4 | 10,4 | 11,7 | 12,0 | 11,4 |
| Allemagne | 5,2 | 4,5 | 5,3 | 6,2 | 7,5 | 8,0 | 7,7 |
| Italie | 10,2 | 9,1 | 8,6 | 8,8 | 10,2 | 11,2 | 11,7 |
| Japon | 2,3 | 2,1 | 2,1 | 2,2 | 2,5 | 2,9 | 3,2 |
| Royaume-Uni | 5,9 | 5,6 | 8,0 | 9,9 | 10,4 | 9,5 | 8,6 |
| États-Unis | 5,3 | 5,6 | 6,8 | 7,5 | 6,9 | 6,1 | 5,6 |

**Tableau 13 (suite)**

(en pourcentage)

| | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ontario | 9,1 | 8,4 | 7,2 | 6,3 | 5,7 | 6,3 | 7,1 |
| Canada | 9,6 | 9,1 | 8,3 | 7,6 | 6,8 | 7,2 | 7,7 |
| France | 12,0 | 12,1 | 11,5 | 10,7 | 9,4 | 8,7 | 8,9 |
| Allemagne | 8,4 | 9,2 | 8,7 | 8,0 | 7,3 | 7,3 | 7,8 |
| Italie | 11,7 | 11,8 | 11,9 | 11,5 | 10,7 | 9,6 | 9,1 |
| Japon | 3,4 | 3,4 | 4,1 | 4,7 | 4,7 | 5,0 | 5,4 |
| Royaume-Uni | 8,1 | 7,0 | 6,3 | 6,0 | 5,5 | 5,1 | 5,2 |
| États-Unis | 5,4 | 4,9 | 4,5 | 4,2 | 4,0 | 4,8 | 5,8 |

Sources : OCDE, U.S. Bureau of Labor Statistics et Statistique Canada.

| Tableau 14 | Taux d'inflation de l'IPC en Ontario et dans les pays du G-7 de 1989 à 2002 | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | (en pourcentage) |
| | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 |
| Ontario | 5,7 | 4,9 | 4,7 | 1,0 | 1,8 | 0,0 | 2,5 |
| Canada | 5,0 | 4,8 | 5,6 | 1,5 | 1,8 | 0,2 | 2,2 |
| France | 3,5 | 3,6 | 3,2 | 2,4 | 2,1 | 1,7 | 1,8 |
| Allemagne | 2,8 | 2,7 | 4,1 | 5,1 | 4,4 | 2,7 | 1,7 |
| Italie | 6,3 | 6,5 | 6,2 | 5,3 | 4,6 | 4,1 | 5,2 |
| Japon | 2,3 | 3,1 | 3,2 | 1,7 | 1,3 | 0,7 | -0,1 |
| Royaume-Uni | 5,2 | 7,0 | 7,5 | 4,2 | 2,5 | 2,0 | 2,6 |
| États-Unis | 4,8 | 5,4 | 4,2 | 3,0 | 3,0 | 2,6 | 2,8 |

| Tableau 14 (suite) | | | | | | | (en pourcentage) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
| Ontario | 1,5 | 1,9 | 0,9 | 1,9 | 2,9 | 3,1 | 2,0 |
| Canada | 1,6 | 1,6 | 0,9 | 1,7 | 2,7 | 2,6 | 2,2 |
| France | 2,0 | 1,2 | 0,8 | 0,5 | 1,7 | 1,6 | 1,9 |
| Allemagne | 1,4 | 1,9 | 0,9 | 0,6 | 1,5 | 2,0 | 1,4 |
| Italie | 4,0 | 2,0 | 2,0 | 1,7 | 2,5 | 2,8 | 2,5 |
| Japon | 0,1 | 1,7 | 0,7 | -0,3 | -0,7 | -0,7 | -0,9 |
| Royaume-Uni | 2,5 | 1,8 | 1,6 | 1,3 | 0,8 | 1,2 | 1,3 |
| États-Unis | 2,9 | 2,3 | 1,5 | 2,2 | 3,4 | 2,8 | 1,6 |

Sources : OCDE, U.S. Bureau of Labor Statistics et Statistique Canada.

**Tableau 15** **Taux de change, G-7, de 1989 à 2002**

(devise étrangère par dollar canadien)

| | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Euro* | - | - | - | - | - | - | - |
| France | 5,389 | 4,667 | 4,925 | 4,380 | 4,390 | 4,066 | 3,637 |
| Allemagne | 1,588 | 1,385 | 1,449 | 1,292 | 1,282 | 1,188 | 1,044 |
| Italie | 1 158,9 | 1 026,9 | 1 082,8 | 1 019,6 | 1 219,8 | 1 180,7 | 1 186,9 |
| Japon | 116,5 | 124,1 | 117,6 | 104,8 | 86,2 | 74,8 | 68,5 |
| Royaume-Uni | 0,516 | 0,482 | 0,495 | 0,471 | 0,517 | 0,478 | 0,462 |
| États-Unis | 0,845 | 0,857 | 0,873 | 0,827 | 0,775 | 0,732 | 0,729 |

**Tableau 15 (suite)**

(devise étrangère par dollar canadien)

| | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Euro* | - | - | - | 0,631 | 0,730 | 0,721 | 0,674 |
| France | 3,752 | 4,215 | 3,977 | 4,368 | 4,935 | 4,748 | 4,113 |
| Allemagne | 1,104 | 1,252 | 1,186 | 1,302 | 1,471 | 1,416 | 1,226 |
| Italie | 1 131,6 | 1 230,0 | 1 170,4 | 1 289,3 | 1 456,6 | 1 401,5 | 1 214,0 |
| Japon | 79,8 | 87,4 | 88,2 | 76,7 | 72,6 | 72,5 | 79,9 |
| Royaume-Uni | 0,470 | 0,441 | 0,407 | 0,416 | 0,445 | 0,449 | 0,425 |
| États-Unis | 0,733 | 0,722 | 0,674 | 0,673 | 0,673 | 0,646 | 0,637 |

* En utilisation depuis le 4 janvier 1999.

Nota : Toutes les données sont des moyennes annuelles.

Source : Banque du Canada.

**Tableau 16 Principales marchandises[1] exportées[2] à l'échelle internationale par l'Ontario en 2002**

| | Valeur (en millions de dollars) | Pourcentage du total |
|---|---|---|
| Véhicules automobiles, pièces et accessoires | 78 411 | 43,4 |
| Machines et appareils | 21 042 | 11,6 |
| Machines, appareils et matériels électriques | 8 717 | 4,8 |
| Matières plastiques et ouvrages en ces matières | 7 508 | 4,2 |
| Métaux non ferreux et produits connexes | 6 456 | 3,6 |
| Pâte de bois, papier et produits connexes | 6 313 | 3,5 |
| Ameublements de maison, enseignes et constructions préfabriquées | 4 898 | 2,7 |
| Produits des industries alimentaires, boissons et tabacs | 4 798 | 2,7 |
| Autres produits chimiques | 3 574 | 2,0 |
| Métaux précieux, pierres et monnaies | 3 303 | 1,8 |
| Ouvrages en fonte, fer ou acier | 3 134 | 1,7 |
| Fonte, fer et acier | 3 040 | 1,7 |
| Bois et produits du bois | 2 952 | 1,6 |
| Produits minéraux | 2 737 | 1,5 |
| Matériel scientifique, professionnel et photographique; horloges | 2 176 | 1,2 |
| Biens de navigation aérienne ou spatiale | 2 025 | 1,1 |
| Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc | 1 952 | 1,1 |
| Animaux vivants et produits du règne animal | 1 700 | 0,9 |
| Produits du règne végétal, graisses et huiles | 1 573 | 0,9 |
| Ouvrages en pierres, ciment, produits céramiques et verre | 1 471 | 0,8 |
| Matières textiles et ouvrages en ces matières | 1 442 | 0,8 |
| Produits pharmaceutiques | 1 369 | 0,8 |
| Produits chimiques organiques | 1 354 | 0,7 |
| Produits chimiques inorganiques, éléments chimiques et composés | 1 173 | 0,6 |
| Imprimés | 998 | 0,6 |
| Vêtements et accessoires | 707 | 0,4 |
| Véhicules et matériel pour voies ferrées et leurs parties | 428 | 0,2 |
| Jouets, jeux et articles pour sports | 370 | 0,2 |
| Peaux, cuirs, articles de voyage et fourrures | 364 | 0,2 |
| Autres textiles et articles vestimentaires | 219 | 0,1 |
| Ouvrages divers et objets d'art | 202 | 0,1 |
| Biens de navigation maritime et fluviale | 82 | 0,0 |
| Coiffures, parapluies, fleurs artificielles | 57 | 0,0 |
| Chaussures | 31 | 0,0 |
| Autres marchandises[3] | 4 225 | 2,3 |
| **Total des exportations** | **180 800** | **100,0** |

Nota :

1. La définition que donne le ministère du Développement économique et du Commerce de l'Ontario du regroupement des produits s'appuie sur les codes à deux chiffres du Système harmonisé. Les données proviennent des douanes.
2. Les exportations intérieures comprennent les réexportations.
3. Les autres marchandises comprennent les transactions spéciales.

Source : Industrie Canada.

**Tableau 17 Principales marchandises[1] importées à l'échelle internationale par l'Ontario en 2002**

| | Valeur (en millions de dollars) | Pourcentage du total |
|---|---|---|
| Véhicules automobiles, pièces et accessoires | 52 563 | 23,4 |
| Machines et appareils | 42 635 | 19,0 |
| Machines, appareils et matériels électriques | 25 125 | 11,2 |
| Matières plastiques et ouvrages en ces matières | 9 160 | 4,1 |
| Matériel scientifique, professionnel et photographique; horloges | 8 411 | 3,7 |
| Autres produits chimiques | 8 267 | 3,7 |
| Métaux non ferreux et produits connexes | 7 665 | 3,4 |
| Produits des industries alimentaires, boissons et tabacs | 5 740 | 2,6 |
| Produits pharmaceutiques | 5 155 | 2,3 |
| Ouvrages en fonte, fer ou acier | 4 707 | 2,1 |
| Pâte de bois, papier et produits connexes | 4 642 | 2,1 |
| Produits du règne végétal, graisses et huiles | 4 317 | 1,9 |
| Ameublements de maison, enseignes et constructions préfabriquées | 3 921 | 1,7 |
| Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc | 3 721 | 1,7 |
| Fonte, fer et acier | 3 619 | 1,6 |
| Produits chimiques organiques | 3 255 | 1,4 |
| Ouvrages en pierres, ciment, produits céramiques et verre | 3 131 | 1,4 |
| Produits minéraux | 2 862 | 1,3 |
| Matières textiles et ouvrages en ces matières | 2 812 | 1,3 |
| Imprimés | 2 436 | 1,1 |
| Vêtements et accessoires | 2 344 | 1,0 |
| Jouets, jeux et articles pour sports | 2 172 | 1,0 |
| Biens de navigation aérienne ou spatiale | 2 056 | 0,9 |
| Métaux précieux, pierres et monnaies | 1 947 | 0,9 |
| Animaux vivants et produits du règne animal | 1 808 | 0,8 |
| Bois et produits du bois | 1 495 | 0,7 |
| Produits chimiques inorganiques, éléments chimiques et composés | 1 055 | 0,5 |
| Chaussures | 752 | 0,3 |
| Peaux, cuirs, articles de voyage et fourrures | 740 | 0,3 |
| Ouvrages divers et objets d'art | 714 | 0,3 |
| Autres textiles et articles vestimentaires | 551 | 0,2 |
| Véhicules et matériel pour voies ferrées et leurs parties | 475 | 0,2 |
| Biens de navigation maritime et fluviale | 206 | 0,1 |
| Coiffures, parapluies, fleurs artificielles | 157 | 0,1 |
| Autres marchandises[2] | 4 010 | 1,8 |
| **Total des importations** | **224 624** | **100,0** |

Nota :

1. La définition que donne le ministère du Développement économique et du Commerce du regroupement des produits s'appuie sur les codes à deux chiffres du Système harmonisé. Les données proviennent des douanes.
2. Les autres marchandises comprennent les réexpéditions d'une province à l'autre en passant par un territoire étranger et les transactions spéciales.

Source : Industrie Canada.

| Tableau 18 | Commerce international de l'Ontario avec les principales régions en 2002 | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Exportations (en millions de dollars) | Pourcentage du total | Importations (en millions de dollars) | Pourcentage du total |
| États-Unis | 168 661 | 93,3 | 162 908 | 72,5 |
| Europe de l'Ouest | 5 846 | 3,2 | 17 479 | 7,8 |
| Union européenne | 4 972 | 2,7 | 16 264 | 7,2 |
| Autres pays | 873 | 0,5 | 1 215 | 0,5 |
| Europe de l'Est | 300 | 0,2 | 769 | 0,3 |
| Asie | 2 861 | 1,6 | 24 971 | 11,1 |
| Océanie (Pacifique) | 497 | 0,3 | 739 | 0,3 |
| Ceinture du Pacifique | 3 236 | 1,8 | 24 771 | 11,0 |
| Caraïbes | 267 | 0,1 | 175 | 0,1 |
| Amérique latine | 1 495 | 0,8 | 13 098 | 5,8 |
| Mexique | 1 026 | 0,6 | 10 645 | 4,7 |
| Moyen-Orient | 577 | 0,3 | 661 | 0,3 |
| Afrique | 295 | 0,2 | 392 | 0,2 |
| Réimportations (Canada) | 0 | 0,0 | 3 431 | 1,5 |
| **Total** | **180 800** | **100,0** | **224 624** | **100,0** |

Nota : Les données proviennent des douanes et ne comprennent pas les réexportations.
Source : Industrie Canada.

| Tableau 19 | Commerce international du Canada avec les principales régions en 2002 | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Exportations (en millions de dollars) | Pourcentage du total | Importations (en millions de dollars) | Pourcentage du total |
| États-Unis | 317 013 | 86,8 | 218 311 | 62,6 |
| Europe de l'Ouest | 18 002 | 4,9 | 44 525 | 12,8 |
| Union européenne | 16 534 | 4,5 | 39 008 | 11,2 |
| Autres pays | 1 468 | 0,4 | 5 516 | 1,6 |
| Europe de l'Est | 724 | 0,2 | 1 607 | 0,5 |
| Asie | 19 223 | 5,3 | 50 734 | 14,6 |
| Océanie (Pacifique) | 1 275 | 0,3 | 2 301 | 0,7 |
| Ceinture du Pacifique | 19 634 | 5,4 | 50 928 | 14,6 |
| Caraïbes | 932 | 0,3 | 944 | 0,3 |
| Amérique latine | 4 732 | 1,3 | 18 687 | 5,4 |
| Mexique | 2 294 | 0,6 | 12 729 | 3,7 |
| Moyen-Orient | 1 667 | 0,5 | 3 059 | 0,9 |
| Afrique | 1 639 | 0,4 | 3 138 | 0,9 |
| Réimportations (Canada) | - | 0,0 | 5 367 | 1,5 |
| **Total** | **365 208** | **100,0** | **348 672** | **100,0** |

Nota : Les données proviennent des douanes et ne comprennent pas les réexportations.
Source : Industrie Canada

| Tableau 20 | Caractéristiques démographiques choisies de l'Ontario de 1986 à 2003[1] | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Estimations intercensitaires[2] | | | Estimations postcensitaires[2] | | |
| | 1986 | 1991 | 1996 | 2001 | 2002 | 2003 |
| Population totale (en milliers) | 9 438 | 10 428 | 11 083 | 11 898 | 12 097 | 12 238 |
| Croissance annuelle moyenne par rapport à l'année précédente indiquée (en pourcentage) | 1,4 | 2,0 | 1,2 | 1,4 | 1,7 | 1,2 |
| Âge médian (en années) | 31,9 | 33,3 | 35,0 | 36,7 | s.o. | s.o. |
| Répartition des groupes d'âge (en pourcentage) | | | | | | |
| 0 à 4 ans | 6,8 | 7,0 | 6,8 | 6,0 | 5,8 | 5,7 |
| 5 à 14 ans | 13,4 | 13,1 | 13,5 | 13,5 | 13,3 | 13,2 |
| 15 à 24 ans | 17,1 | 14,5 | 13,2 | 13,4 | 13,4 | 13,5 |
| 25 à 44 ans | 32,1 | 34,2 | 32,9 | 31,5 | 31,3 | 30,9 |
| 45 à 64 ans | 19,8 | 19,6 | 21,3 | 23,2 | 23,6 | 24,2 |
| 65 à 74 ans | 6,5 | 7,0 | 7,3 | 7,0 | 6,9 | 6,9 |
| 75 ans + | 4,2 | 4,6 | 5,0 | 5,6 | 5,7 | 5,8 |
| Taux de fertilité total[3] | 1,6 | 1,7 | 1,6 | 1,5 | s.o. | s.o. |
| Espérance de vie (en années)[3] | | | | | | |
| Femmes | 80,0 | 80,8 | 81,3 | 82,2 | s.o. | s.o. |
| Hommes | 73,7 | 75,0 | 75,9 | 77,5 | s.o. | s.o. |
| Familles (en milliers)[4] | 2 445 | 2 727 | 2 933 | 3 191 | s.o. | s.o. |
| Ménages (en milliers)[4] | 3 222 | 3 638 | 3 925 | 4 219 | s.o. | s.o. |

Nota :

1. Les données sur la population sont celles du mois de juillet (année du recensement).
2. Les estimations de Statistique Canada sont fondées sur le recensement de 2001 et ont été rajustées pour tenir compte du sous-dénombrement net dans le cadre du recensement.
3. Données de l'année civile.
4. Les estimations concernant les familles et les ménages sont tirées des données de recensement.

Source : Statistique Canada.

**Tableau 21 Composantes de la croissance de la population de l'Ontario de 1993-1994 à 2002-2003[1]**

(en milliers)

| | 1993-1994 | 1994-1995 | 1995-1996 | 1996-1997 | 1997-1998 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Population au début de la période** | **10 688** | **10 818** | **10 950** | **11 083** | **11 228** |
| Naissances | 147,1 | 147,2 | 143,1 | 136,3 | 133,2 |
| Décès | 77,3 | 78,2 | 77,7 | 80,4 | 80,1 |
| Immigrants | 120,2 | 119,7 | 116,0 | 119,4 | 106,4 |
| Émigrants nets[3] | 27,5 | 26,1 | 25,2 | 27,1 | 25,6 |
| Variation nette du nombre de résidents non permanents | -12,0 | -16,9 | -9,7 | -3,2 | -2,6 |
| Immigration interprovinciale | 64,6 | 66,9 | 69,1 | 70,0 | 75,2 |
| Émigration interprovinciale | 74,0 | 69,7 | 71,9 | 68,0 | 66,0 |
| Croissance de la population pendant la période | 129,9 | 131,7 | 133,1 | 145,2 | 138,7 |
| **Population à la fin de la période[2]** | **10 818** | **10 950** | **11 083** | **11 228** | **11 367** |
| Croissance de la population (en pourcentage) | 1,2 | 1,2 | 1,2 | 1,3 | 1,2 |

**Tableau 21 (suite)**

(en milliers)

| | 1998-1999 | 1999-2000 | 2000-2001 | 2001-2002 | 2002-2003 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Population au début de la période** | **11 367** | **11 506** | **11 685** | **11 898** | **12 097** |
| Naissances | 130,8 | 131,1 | 127,7 | 132,1 | 131,9 |
| Décès | 80,3 | 81,1 | 81,1 | 82,5 | 86,0 |
| Immigrants | 91,9 | 116,7 | 150,0 | 152,8 | 110,0 |
| Émigrants nets[3] | 24,4 | 24,1 | 22,7 | 22,7 | 22,8 |
| Variation nette du nombre de résidents non permanents | 6,4 | 15,8 | 21,3 | 13,9 | 10,3 |
| Immigration interprovinciale | 72,8 | 78,9 | 74,5 | 70,1 | 70,9 |
| Émigration interprovinciale | 56,1 | 56,5 | 55,9 | 64,7 | 72,7 |
| Croissance de la population pendant la période | 139,3 | 179,0 | 212,3 | 199,0 | 141,7 |
| **Population à la fin de la période[2]** | **11 506** | **11 685** | **11 898** | **12 097** | **12 238** |
| Croissance de la population (en pourcentage) | 1,2 | 1,6 | 1,8 | 1,7 | 1,2 |

Nota :

1. Les données couvrent la période du 1er juillet au 30 juin (année du recensement).
2. Le total des composantes ne correspond pas à la variation démographique totale en raison des erreurs résiduelles.
3. Émigrants nets = nombre d'émigrants plus personnes vivant temporairement à l'étranger moins émigrants de retour.

Source : Statistique Canada. Les estimations sont fondées sur le recensement de 2001 et ont été rajustées pour tenir compte du sous-dénombrement net dans le cadre du recensement.

| Tableau 22 | Population active de l'Ontario de 1989 à 2002 | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **1989** | **1990** | **1991** | **1992** | **1993** | **1994** | **1995** |
| Population active (en milliers) | 5 470 | 5 533 | 5 544 | 5 542 | 5 581 | 5 574 | 5 620 |
| Croissance annuelle de la population active (en pourcentage) | 2,2 | 1,2 | 0,2 | 0,0 | 0,7 | -0,1 | 0,8 |
| Taux d'activité (en pourcentage) | | | | | | | |
| Hommes | 78,8 | 78,0 | 76,4 | 75,1 | 74,4 | 73,5 | 72,9 |
| Femmes | 61,3 | 61,4 | 61,0 | 60,0 | 59,5 | 58,8 | 58,7 |
| Répartition de la population active (en pourcentage) | | | | | | | |
| Jeunes (15 à 24 ans) | 20,6 | 19,6 | 18,6 | 18,1 | 17,3 | 16,8 | 16,4 |
| Travailleurs plus âgés (45 ans +) | 26,0 | 26,3 | 26,6 | 27,4 | 28,0 | 28,8 | 29,1 |

**Tableau 22 (suite)**

| | **1996** | **1997** | **1998** | **1999** | **2000** | **2001** | **2002** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Population active (en milliers) | 5 695 | 5 801 | 5 914 | 6 071 | 6 228 | 6 364 | 6 532 |
| Croissance annuelle de la population active (en pourcentage) | 1,3 | 1,9 | 1,9 | 2,6 | 2,6 | 2,2 | 2,6 |
| Taux d'activité (en pourcentage) | | | | | | | |
| Hommes | 72,6 | 72,8 | 72,6 | 73,2 | 73,4 | 73,5 | 74,1 |
| Femmes | 58,9 | 59,1 | 59,7 | 60,4 | 61,2 | 61,4 | 61,9 |
| Répartition de la population active (en pourcentage) | | | | | | | |
| Jeunes (15 à 24 ans) | 16,2 | 15,9 | 15,7 | 16,0 | 16,1 | 15,9 | 16,0 |
| Travailleurs plus âgés (45 ans +) | 29,5 | 30,2 | 30,6 | 31,3 | 32,0 | 32,5 | 33,4 |

Source : Statistique Canada.

| Tableau 23 | Emplois en Ontario de 1989 à 2002 | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 |
| Total des emplois (en milliers) | 5 193 | 5 191 | 5 016 | 4 949 | 4 974 | 5 039 | 5 131 |
| Hommes | 2 875 | 2 851 | 2 717 | 2 661 | 2 688 | 2 729 | 2 777 |
| Femmes | 2 318 | 2 340 | 2 299 | 2 288 | 2 286 | 2 311 | 2 353 |
| Croissance annuelle de l'emploi (en pourcentage) | 2,2 | 0,0 | -3,4 | -1,3 | 0,5 | 1,3 | 1,8 |
| Création d'emplois nette (en milliers) | 111 | -2 | -176 | -67 | 25 | 65 | 91 |
| Emplois du secteur privé (en milliers) | 3 567 | 3 542 | 3 337 | 3 237 | 3 209 | 3 274 | 3 395 |
| Emplois du secteur public (en milliers) | 998 | 1 013 | 1 022 | 1 039 | 1 042 | 1 033 | 1 004 |
| Emplois liés au travail autonome (en milliers) | 629 | 636 | 657 | 673 | 723 | 733 | 732 |
| Emplois dans le secteur manufacturier (pourcentage du total) | 20,1 | 19,2 | 18,0 | 17,3 | 16,5 | 6,6 | 17,1 |
| Emplois dans le secteur des services (pourcentage du total) | 68,9 | 70,0 | 71,7 | 72,7 | 73,8 | 74,0 | 73,7 |
| Emplois à temps partiel (pourcentage du total) | 16,7 | 17,1 | 18,3 | 18,6 | 19,7 | 19,0 | 18,8 |
| Moyenne d'heures travaillées par semaine[1] | 38,5 | 38,1 | 37,3 | 36,7 | 37,2 | 37,6 | 37,2 |

| Tableau 23 (suite) | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Total des emplois (en milliers) | 5 181 | 5 313 | 5 490 | 5 688 | 5 872 | 5 963 | 6 068 |
| Hommes | 2 798 | 2 879 | 2 952 | 3 058 | 3 146 | 3 184 | 3 237 |
| Femmes | 2 383 | 2 435 | 2 538 | 2 630 | 2 726 | 2 779 | 2 831 |
| Croissance annuelle de l'emploi (en pourcentage) | 1,0 | 2,6 | 3,3 | 3,6 | 3,2 | 1,5 | 1,8 |
| Création d'emplois nette (en milliers) | 50 | 133 | 177 | 198 | 184 | 91 | 105 |
| Emplois du secteur privé (en milliers) | 3 459 | 3 526 | 3 687 | 3 828 | 3 972 | 4 091 | 4 150 |
| Emplois du secteur public (en milliers) | 963 | 939 | 941 | 961 | 987 | 988 | 1 038 |
| Emplois liés au travail autonome (en milliers) | 758 | 849 | 862 | 896 | 913 | 884 | 880 |
| Emplois dans le secteur manufacturier (pourcentage du total) | 17,4 | 17,7 | 18,0 | 18,4 | 18,7 | 18,2 | 18,5 |
| Emplois dans le secteur des services (pourcentage du total) | 73,6 | 73,4 | 73,2 | 72,7 | 72,7 | 73,1 | 73,0 |
| Emplois à temps partiel (pourcentage du total) | 19,3 | 19,2 | 18,6 | 18,0 | 17,9 | 17,8 | 18,1 |
| Moyenne d'heures travaillées par semaine[1] | 37,6 | 37,8 | 37,8 | 37,9 | 38,1 | 37,5 | 37,4 |

Nota :

1. Moyenne d'heures travaillées par semaine pour tous les emplois, en excluant les personnes qui ne sont pas au travail, durant la semaine de référence.

Source : Statistique Canada.

| Tableau 24 | Chômage en Ontario de 1989 à 2002 | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 |
| Total des chômeurs (en milliers) | 276 | 342 | 528 | 593 | 607 | 535 | 489 |
| Taux de chômage (en pourcentage) | 5,1 | 6,2 | 9,5 | 10,7 | 10,9 | 9,6 | 8,7 |
| Hommes | 4,8 | 6,2 | 10,0 | 11,9 | 11,5 | 10,0 | 8,9 |
| Femmes | 5,4 | 6,1 | 8,9 | 9,3 | 10,1 | 9,1 | 8,5 |
| RMR[1] de Toronto | 4,0 | 5,2 | 9,5 | 11,2 | 11,4 | 10,4 | 8,6 |
| Nord de l'Ontario | 7,3 | 8,1 | 11,4 | 12,6 | 12,4 | 11,6 | 9,9 |
| Jeunes (15 à 24 ans) | 7,7 | 10,0 | 15,0 | 17,4 | 17,5 | 15,5 | 14,6 |
| Travailleurs plus âgés (45 ans +) | 3,3 | 4,0 | 6,8 | 7,4 | 7,6 | 7,0 | 6,5 |
| Chômage (pourcentage du total) | | | | | | | |
| De longue durée (27 semaines +) | 13,2 | 13,7 | 22,5 | 29,7 | 33,4 | 32,3 | 29,4 |
| Jeunes (15 à 24 ans) | 31,3 | 31,7 | 29,3 | 29,5 | 27,8 | 27,1 | 27,5 |
| Travailleurs plus âgés (45 ans +) | 17,0 | 16,9 | 19,0 | 19,0 | 19,5 | 21,1 | 21,7 |
| Durée moyenne (en semaines)[2] | 13,5 | 13,7 | 18,5 | 23,3 | 26,9 | 27,5 | 25,8 |
| Jeunes (15 à 24 ans) | 8,4 | 10,0 | 13,5 | 16,6 | 18,4 | 17,8 | 16,2 |
| Travailleurs plus âgés (45 ans +) | 19,5 | 18,9 | 22,7 | 29,7 | 33,7 | 34,6 | 33,4 |

| Tableau 24 (suite) | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Total des chômeurs (en milliers) | 515 | 488 | 424 | 383 | 356 | 402 | 464 |
| Taux de chômage (en pourcentage) | 9,0 | 8,4 | 7,2 | 6,3 | 5,7 | 6,3 | 7,1 |
| Hommes | 9,0 | 8,2 | 7,1 | 6,2 | 5,5 | 6,4 | 7,3 |
| Femmes | 9,0 | 8,7 | 7,2 | 6,4 | 5,9 | 6,2 | 6,8 |
| RMR[1] de Toronto | 9,1 | 8,0 | 7,0 | 6,1 | 5,5 | 6,3 | 7,4 |
| Nord de l'Ontario | 10,7 | 10,4 | 11,0 | 9,0 | 8,2 | 7,9 | 8,0 |
| Jeunes (15 à 24 ans) | 14,9 | 16,4 | 14,4 | 13,1 | 11,8 | 12,5 | 13,9 |
| Travaileurs plus âgés (45 ans +) | 6,4 | 5,9 | 5,3 | 4,2 | 4,0 | 4,4 | 4,7 |
| Chômage (pourcentage du total) | | | | | | | |
| De longue durée (27 semaines +) | 28,3 | 25,5 | 21,8 | 19,0 | 15,4 | 12,9 | 15,8 |
| Jeunes (15 à 24 ans) | 26,6 | 30,9 | 31,5 | 33,3 | 33,1 | 31,6 | 31,3 |
| Travailleurs plus âgés (45 ans +) | 20,8 | 21,3 | 22,6 | 20,7 | 22,4 | 22,9 | 22,0 |
| Durée moyenne (en semaines)[2] | 24,8 | 26,6 | 23,2 | 21,2 | 17,8 | 15,4 | 16,5 |
| Jeunes (15 à 24 ans) | 15,4 | 13,7 | 12,7 | 11,5 | 9,8 | 8,7 | 9,6 |
| Travailleurs plus âgés (45 ans +) | 31,1 | 42,6 | 39,2 | 33,6 | 28,1 | 25,8 | 24,2 |

Nota :

1. Région métropolitaine de recensement. La RMR de Toronto comprend la ville de Toronto, les régions de York, de Peel et de Halton (à l'exclusion de Burlington), Uxbridge, Pickering, Ajax, Mono, Orangeville, New Tecumseth et Bradford West Gwillimbury.
2. Avant 1997, les périodes de chômage de 100 semaines ou plus étaient inscrites comme s'il s'agissait de 99 semaines, car on ne traitait que deux chiffres. Cette contrainte ne s'applique pas aux années ultérieures à 1996.

Source : Statistique Canada.

| Tableau 25 | Assurance-emploi (a.-e.) et aide sociale en Ontario de 1989 à 2002 | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 |
| Bénéficiaires ordinaires d'a.-e. (en milliers) | 167 | 225 | 319 | 322 | 294 | 228 | 181 |
| Max. de la rémunération assurable aux fins de l'a.-e. (en dollars)[1] | 605 | 640 | 680 | 710 | 745 | 780 | 815 |
| Allocation hebd. max. d'a.-e. payable (en dollars) | 363 | 384 | 408 | 426 | 425 | 429 | 448 |
| Cotisation à l'a.-e. | | | | | | | |
| de l'employeur ($/100 $ de gains assurables) | 2,73 | 3,15 | 3,15/3,92[2] | 4,20 | 4,20 | 4,30 | 4,20 |
| de l'employé ($/100 $ de gains assurables) | 1,95 | 2,25 | 2,25/2,80[2] | 3,00 | 3,00 | 3,07 | 3,00 |
| Total des prestations d'a.-e. versées (en millions de dollars)[3] | 2 470 | 3 419 | 5 362 | 5 845 | 5 406 | 4 511 | 3 796 |
| Cot. d'a.-e. versées (en millions de dollars)[3] | 4 359 | 5 432 | 6 220 | 7 353 | 7 567 | 8 067 | 7 929 |
| Bénéficiaires de l'aide sociale (en milliers)[5] | 307 | 366 | 499 | 608 | 660 | 673 | 660 |

| Tableau 25 (suite) | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Bénéficiaires ordinaires d'a.-e. (en milliers) | 180 | 151 | 131 | 110 | 101 | 122 | 136 |
| Max. de la rémunération assurable aux fins de l'a.-e. (en dollars)[1] | 750 | 39 000 | 39 000 | 39 000 | 39 000 | 39 000 | 39 000 |
| Allocation hebd. max. d'a.-e. payable (en dollars) | 413 | 413 | 413 | 413 | 413 | 413 | 413 |
| Cotisation à l'a.-e. | | | | | | | |
| de l'employeur ($/100 $ de gains assurables) | 4,13 | 4,06 | 3,78 | 3,57 | 3,36 | 3,15 | 3,08 |
| de l'employé ($/100 $ de gains assurables) | 2,95 | 2,90 | 2,70 | 2,55 | 2,40 | 2,25 | 2,20 |
| Total des prestations d'a.-e. versées (en millions de dollars)[3] | 3 653 | 3 436 | 3 141 | 3 051 | 2 787 | 3 524 | 4 328 |
| Cot. d'a.-e. versées (en millions de dollars)[3] | 7 582 | 8 173 | 7 679 | 7 614 | 7 668 | 7 477 | 7 549[4] |
| Bénéficiaires de l'aide sociale (en milliers)[5] | 599 | 568 | 529 | 479 | 436 | 408 | 411 |

Nota :

1. À partir du 1er janvier 1997, les gains assurables hebdomadaires maximums de 750 $ ont été éliminés et remplacés par un maximum annuel de 39 000 $.
2. Les taux de cotisation pour 1991 ont été modifiés au milieu de l'année.
3. Les prestations d'a.-e. sont traitées selon la méthode de la comptabilité de caisse et les cotisations, selon la méthode de la comptabilité d'exercice.
4. Les cotisations versées en 2002 sont des estimations du ministère des Finances de l'Ontario.
5. Le nombre de bénéficiaires d'aide sociale de 1998 à 2002 comprend les participants au programme Ontario au travail et au Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées, les bénéficiaires d'aide pour soins temporaires et les bénéficiaires du programme Aide à l'égard d'enfants qui ont un handicap grave. La *Loi sur le programme Ontario au travail* a été promulguée en mai 1998 et a remplacé la *Loi sur l'aide sociale générale*. La *Loi sur le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées* a été promulguée en juin 1998.

Sources : Statistique Canada, Développement des ressources humaines Canada, ministère des Finances de l'Ontario et ministère des Services sociaux et communautaires de l'Ontario.

| Tableau 26 | Rémunération du travail en Ontario de 1989 à 2002 | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 |
| Gains hebdomadaires moyens (en dollars)[1] | s.o. | s.o. | 576,25 | 598,97 | 612,10 | 627,81 | 633,80 |
| Augmentation (en pourcentage) | s.o. | s.o. | s.o. | 3,9 | 2,2 | 2,6 | 1,0 |
| Inflation de l'IPC (en pourcentage) | 5,7 | 4,9 | 4,7 | 1,0 | 1,8 | 0,0 | 2,5 |
| Augmentation des GHM moins l'inflation de l'IPC (en pourcentage) | s.o. | s.o. | s.o. | 2,9 | 0,4 | 2,6 | -1,5 |
| GHM - secteur manufacturier (en dollars) | s.o. | s.o. | 683,30 | 716,55 | 739,20 | 761,95 | 770,80 |
| Augmentation (en pourcentage) | s.o. | s.o. | s.o. | 4,9 | 3,2 | 3,1 | 1,2 |
| Augmentation moins l'inflation de l'IPC (en pourcentage) | s.o. | s.o. | s.o. | 3,9 | 1,4 | 3,1 | -1,3 |
| Augmentations obtenues par règlement (en pourcentage)[2] | | | | | | | |
| Tous les secteurs | 5,6 | 5,9 | 4,7 | 2,7 | 1,0 | 0,4 | 1,0 |
| Secteur public | 5,8 | 6,9 | 5,0 | 2,6 | 0,5 | 0,1 | 0,2 |
| Secteur privé | 5,0 | 5,2 | 3,8 | 2,7 | 1,9 | 1,1 | 1,7 |
| Jours-personnes perdus en raison de grèves et de lock-out (en milliers) | 869 | 2 958 | 454 | 578 | 371 | 488 | 477 |
| Salaire minimum - fin de l'année (taux horaire) | 5,00 | 5,40 | 6,00 | 6,35 | 6,35 | 6,70 | 6,85 |

| Tableau 26 (suite) | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Gains hebdomadaires moyens (en dollars)[1] | 649,09 | 663,24 | 672,11 | 683,01 | 699,20 | 712,89 | 726,15 |
| Augmentation (en pourcentage) | 2,4 | 2,2 | 1,3 | 1,6 | 2,4 | 2,0 | 1,9 |
| Inflation de l'IPC (en pourcentage) | 1,5 | 1,9 | 0,9 | 1,9 | 2,9 | 3,1 | 2,0 |
| Augmentation des GHM moins l'inflation de l'IPC (en pourcentage) | 0,9 | 0,3 | 0,4 | -0,3 | -0,5 | -1,1 | -0,1 |
| GHM - secteur manufacturier (en dollars) | 794,09 | 821,28 | 841,78 | 852,13 | 869,40 | 882,76 | 906,10 |
| Augmentation (en pourcentage) | 3,0 | 3,4 | 2,5 | 1,2 | 2,0 | 1,5 | 2,6 |
| Augmentation moins l'inflation de l'IPC (en pourcentage) | 1,5 | 1,5 | 1,6 | -0,7 | -0,9 | -1,6 | 0,6 |
| Augmentations obtenues par règlement (en pourcentage)[2] | | | | | | | |
| Tous les secteurs | 1,1 | 1,2 | 1,6 | 2,1 | 2,6 | 3,0 | 2,9 |
| Secteur public | 0,3 | 0,7 | 1,3 | 1,4 | 2,7 | 2,9 | 2,9 |
| Secteur privé | 2,2 | 2,3 | 2,1 | 3,1 | 2,4 | 3,0 | 3,0 |
| Jours-personnes perdus en raison de grèves et de lock-out (en milliers) | 1 915 | 1 904 | 1 061 | 651 | 650 | 672 | 1 511 |
| Salaire minimum - fin de l'année (taux horaire) | 6,85 | 6,85 | 6,85 | 6,85 | 6,85 | 6,85 | 6,85 |

Nota :

1. Les gains hebdomadaires moyens (GHM) comprennent les heures supplémentaires. En 2001, Statistique Canada a cessé d'utiliser la Classification type des industries (CTI) de 1980 et a adopté le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) pour évaluer les GHM. Les données sur les GHM fondées sur le SCIAN remontent à 1991.
2. Les augmentations obtenues par règlement salarial portent sur les ententes salariales touchant 200 employés et plus, ministère du Travail de l'Ontario.

Sources : Statistique Canada, ministère du Travail de l'Ontario et ministère des Finances de l'Ontario.

| Tableau 27 | Emplois par profession en Ontario de 1991 à 2002 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | (en milliers) |
| | **1991** | **1992** | **1993** | **1994** | **1995** | **1996** |
| Gestion | 516 | 494 | 523 | 507 | 547 | 537 |
| Affaires, finance et administration | 1 038 | 1 033 | 993 | 997 | 1 009 | 995 |
| Sciences naturelles et appliquées | 277 | 264 | 256 | 260 | 284 | 285 |
| Secteur de la santé | 249 | 243 | 260 | 258 | 256 | 250 |
| Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion | 318 | 343 | 340 | 374 | 342 | 341 |
| Arts, culture, sports et loisirs | 122 | 128 | 139 | 150 | 143 | 148 |
| Ventes et services | 1 161 | 1 174 | 1 207 | 1 197 | 1 223 | 1 255 |
| Métiers, transports et machinerie | 742 | 703 | 701 | 715 | 732 | 743 |
| Professions propres au secteur primaire | 151 | 148 | 153 | 148 | 145 | 142 |
| Transformation, fabrication et services publics | 442 | 419 | 403 | 435 | 450 | 485 |
| **Total** | **5 016** | **4 949** | **4 974** | **5 039** | **5 131** | **5 181** |

| Tableau 27 (suite) | | | | | | (en milliers) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **1997** | **1998** | **1999** | **2000** | **2001** | **2002** |
| Gestion | 548 | 552 | 550 | 566 | 557 | 566 |
| Affaires, finance et administration | 993 | 1 031 | 1 054 | 1 079 | 1 131 | 1 136 |
| Sciences naturelles et appliquées | 314 | 345 | 389 | 423 | 448 | 440 |
| Secteur de la santé | 265 | 260 | 272 | 279 | 282 | 306 |
| Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion | 345 | 359 | 390 | 401 | 404 | 412 |
| Arts, culture, sports et loisirs | 148 | 155 | 169 | 172 | 180 | 172 |
| Ventes et services | 1 264 | 1 316 | 1 351 | 1 408 | 1 434 | 1 465 |
| Métiers, transports et machinerie | 779 | 798 | 792 | 806 | 823 | 846 |
| Professions propres au secteur primaire | 145 | 139 | 153 | 142 | 131 | 124 |
| Transformation, fabrication et services publics | 512 | 536 | 569 | 597 | 573 | 602 |
| **Total** | **5 313** | **5 490** | **5 688** | **5 872** | **5 963** | **6 068** |

Nota : Groupes de professions fondés sur la Classification type des professions de 1991.
Source : Statistique Canada.

**Tableau 28** **Répartition des emplois par profession en Ontario de 1991 à 2002**

(en pourcentage)

| | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Gestion | 10,3 | 10,0 | 10,5 | 10,1 | 10,7 | 10,4 |
| Affaires, finance et administration | 20,7 | 20,9 | 20,0 | 19,8 | 19,7 | 19,2 |
| Sciences naturelles et appliquées | 5,5 | 5,3 | 5,1 | 5,1 | 5,5 | 5,5 |
| Secteur de la santé | 5,0 | 4,9 | 5,2 | 5,1 | 5,0 | 4,8 |
| Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion | 6,3 | 6,9 | 6,8 | 7,4 | 6,7 | 6,6 |
| Arts, culture, sports et loisirs | 2,4 | 2,6 | 2,8 | 3,0 | 2,8 | 2,9 |
| Ventes et services | 23,1 | 23,7 | 24,3 | 23,8 | 23,8 | 24,2 |
| Métiers, transport et machinerie | 14,8 | 14,2 | 14,1 | 14,2 | 14,3 | 14,3 |
| Professions propres au secteur primaire | 3,0 | 3,0 | 3,1 | 2,9 | 2,8 | 2,7 |
| Transformation, fabrication et services publics | 8,8 | 8,5 | 8,1 | 8,6 | 8,8 | 9,4 |
| **Total** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** |

**Tableau 28 (suite)**

(en pourcentage)

| | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Gestion | 10,3 | 10,1 | 9,7 | 9,6 | 9,3 | 9,3 |
| Affaires, finance et administration | 18,7 | 18,8 | 18,5 | 18,4 | 19,0 | 18,7 |
| Sciences naturelles et appliquées | 5,9 | 6,3 | 6,8 | 7,2 | 7,5 | 7,2 |
| Secteur de la santé | 5,0 | 4,7 | 4,8 | 4,7 | 4,7 | 5,0 |
| Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion | 6,5 | 6,5 | 6,9 | 6,8 | 6,8 | 6,8 |
| Arts, culture, sports et loisirs | 2,8 | 2,8 | 3,0 | 2,9 | 3,0 | 2,8 |
| Ventes et services | 23,8 | 24,0 | 23,7 | 24,0 | 24,0 | 24,1 |
| Métiers, transport et machinerie | 14,7 | 14,5 | 13,9 | 13,7 | 13,8 | 13,9 |
| Emplois propres au secteur primaire | 2,7 | 2,5 | 2,7 | 2,4 | 2,2 | 2,0 |
| Transformation, fabrication et services publics | 9,6 | 9,8 | 10,0 | 10,2 | 9,6 | 9,9 |
| **Total** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | **100,0** |

Nota : Groupes de professions fondés sur la Classification type des professions de 1991.
Source : Statistique Canada.

**Tableau 29** **Situation de l'emploi en Ontario par industrie de 1993 à 2002**

(en milliers)

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Industries productrices de biens** | **1 302** | **1 312** | **1 348** | **1 366** | **1 412** |
| Industries primaires | 159 | 155 | 152 | 151 | 143 |
| Agriculture | 114 | 112 | 107 | 105 | 103 |
| Fabrication | 822 | 838 | 878 | 904 | 939 |
| Construction | 264 | 271 | 269 | 261 | 282 |
| Services publics | 57 | 49 | 49 | 50 | 48 |
| **Industries productrices de services** | **3 672** | **3 727** | **3 782** | **3 815** | **3 902** |
| Commerce | 778 | 771 | 767 | 783 | 802 |
| Transport et entreposage | 221 | 236 | 242 | 244 | 248 |
| Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail | 367 | 355 | 365 | 372 | 377 |
| Services professionnels, scientifiques et techniques | 270 | 282 | 302 | 313 | 350 |
| Gestion d'entreprises, services administratifs et autres services de soutien | 152 | 158 | 174 | 181 | 194 |
| Services d'enseignement | 356 | 364 | 358 | 340 | 340 |
| Soins de santé et assistance sociale | 496 | 503 | 510 | 503 | 495 |
| Information, culture et loisirs | 209 | 223 | 233 | 232 | 248 |
| Hébergement et services de restauration | 281 | 288 | 293 | 315 | 316 |
| Administration publique | 318 | 314 | 305 | 290 | 279 |
| Autres services | 225 | 234 | 235 | 242 | 251 |
| **Total - emploi** | **4 974** | **5 039** | **5 131** | **5 181** | **5 313** |

| Tableau 29 (suite) Situation de l'emploi en Ontario par industrie de 1993 à 2002 | | | | | (en milliers) |
|---|---|---|---|---|---|
| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
| **Industries productrices de biens** | **1 469** | **1 550** | **1 602** | **1 602** | **1 636** |
| Industries primaires | 144 | 152 | 133 | 122 | 111 |
| Agriculture | 106 | 114 | 98 | 84 | 76 |
| Fabrication | 989 | 1 049 | 1 099 | 1 088 | 1 120 |
| Construction | 288 | 300 | 324 | 343 | 354 |
| Services publics | 49 | 50 | 46 | 50 | 51 |
| **Industries productrices de services** | **4 021** | **4 138** | **4 271** | **4 361** | **4 433** |
| Commerce | 813 | 850 | 874 | 924 | 921 |
| Transport et entreposage | 261 | 260 | 278 | 276 | 285 |
| Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail | 376 | 384 | 385 | 395 | 398 |
| Services professionnels, scientifiques et techniques | 372 | 397 | 424 | 437 | 436 |
| Gestion d'entreprises, services administratifs et autres services de soutien | 210 | 224 | 246 | 249 | 255 |
| Services d'enseignement | 347 | 368 | 369 | 358 | 379 |
| Soins de santé et assistance sociale | 518 | 518 | 544 | 553 | 564 |
| Information, culture et loisirs | 243 | 257 | 282 | 299 | 288 |
| Hébergement et services de restauration | 335 | 340 | 343 | 342 | 364 |
| Administration publique | 284 | 286 | 274 | 275 | 291 |
| Autres services | 262 | 254 | 252 | 254 | 253 |
| **Total - emploi** | **5 490** | **5 688** | **5 872** | **5 963** | **6 068** |

Nota : Groupes de professions fondés sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).
Source : Statistique Canada.

| Tableau 30 | Croissance de l'emploi en Ontario par industrie de 1993 à 2002 | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | (variation en pourcentage) |
| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 |
| **Industries productrices de biens** | **-3,7** | **0,8** | **2,7** | **1,3** | **3,4** |
| Industries primaires | -1,5 | -2,5 | -1,8 | -0,9 | -5,5 |
| Agriculture | 3,3 | -2,2 | -4,3 | -1,5 | -2,5 |
| Fabrication | -4,2 | 2,0 | 4,8 | 2,9 | 3,9 |
| Construction | -1,9 | 2,5 | -0,7 | -2,6 | 8,0 |
| Services publics | -11,5 | -13,9 | 0,6 | 1,6 | -3,2 |
| **Industries productrices de services** | **2,1** | **1,5** | **1,5** | **0,9** | **2,3** |
| Commerce | 1,6 | -0,9 | -0,6 | 2,2 | 2,4 |
| Transport et entreposage | 4,5 | 6,6 | 2,8 | 0,6 | 1,8 |
| Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail | 0,0 | -3,4 | 2,8 | 2,2 | 1,3 |
| Services professionnels, scientifiques et techniques | 1,1 | 4,4 | 7,0 | 3,8 | 11,7 |
| Gestion d'entreprises, services administratifs et autres services de soutien | 5,7 | 3,8 | 9,9 | 4,0 | 7,4 |
| Services d'enseignement | 3,0 | 2,2 | -1,7 | -5,0 | 0,0 |
| Soins de santé et assistance sociale | 2,5 | 1,5 | 1,4 | -1,4 | -1,5 |
| Information, culture et loisirs | 3,4 | 6,7 | 4,6 | -0,5 | 7,0 |
| Hébergement et services de restauration | 1,3 | 2,5 | 1,8 | 7,4 | 0,6 |
| Administration publique | 0,2 | -1,4 | -2,8 | -4,9 | -3,7 |
| Autres services | 4,1 | 4,2 | 0,4 | 3,1 | 3,5 |
| **Total - emploi** | **0,5** | **1,3** | **1,8** | **1,0** | **2,6** |

| Tableau 30 (suite) Croissance de l'emploi en Ontario par industrie de 1993 à 2002 | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | (variation en pourcentage) | |
| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
| **Industries productrices de biens** | **4,1** | **5,5** | **3,3** | **0,0** | **2,1** |
| Industries primaires | 1,1 | 5,6 | -12,7 | -8,5 | -8,8 |
| Agriculture | 3,1 | 7,9 | -14,4 | -14,2 | -8,7 |
| Fabrication | 5,4 | 6,0 | 4,8 | -1,0 | 3,0 |
| Construction | 1,8 | 4,4 | 7,8 | 6,1 | 3,1 |
| Services publics | 1,0 | 1,2 | -6,3 | 7,1 | 2,4 |
| **Industries productrices de services** | **3,0** | **2,9** | **3,2** | **2,1** | **1,7** |
| Commerce | 1,4 | 4,5 | 2,8 | 5,7 | -0,3 |
| Transport et entreposage | 5,3 | -0,5 | 7,0 | -0,7 | 3,1 |
| Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail | -0,5 | 2,3 | 0,3 | 2,4 | 0,9 |
| Services professionnels, scientifiques et techniques | 6,3 | 6,5 | 6,8 | 3,1 | -0,2 |
| Gestion d'entreprises, services administratifs et autres services de soutien | 8,0 | 7,0 | 9,5 | 1,5 | 2,2 |
| Services d'enseignement | 2,1 | 6,2 | 0,2 | -3,0 | 5,7 |
| Soins de santé et assistance sociale | 4,6 | 0,0 | 5,0 | 1,5 | 2,0 |
| Information, culture et loisirs | -2,1 | 5,7 | 9,9 | 6,1 | -3,6 |
| Hébergement et services de restauration | 5,8 | 1,6 | 0,7 | -0,3 | 6,5 |
| Administration publique | 1,6 | 0,6 | -4,0 | 0,3 | 6,0 |
| Autres services | 4,6 | -3,3 | -0,8 | 0,9 | -0,5 |
| **Total - emploi** | **3,3** | **3,6** | **3,2** | **1,5** | **1,8** |

Nota : Groupes de professions fondés sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).
Source : Statistique Canada.

## Tableau 31 Niveau d'emploi en Ontario, par région économique, de 1992 à 2003[2]

(en milliers)

| | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Ontario** | **4 949** | **4 974** | **5 039** | **5 131** | **5 181** | **5 313** |
| **Région :*** | | | | | | |
| **Est** | **682** | **683** | **701** | **674** | **674** | **685** |
| Ottawa (510) | 508 | 503 | 521 | 501 | 508 | 516 |
| Kingston-Pembroke (515) | 174 | 180 | 180 | 172 | 166 | 170 |
| **Région du grand Toronto (530)[1]** | **2 104** | **2 118** | **2 115** | **2 215** | **2 242** | **2 348** |
| **Centre** | **1 149** | **1 139** | **1 173** | **1 194** | **1 209** | **1 230** |
| Muskoka-Kawarthas (520) | 140 | 136 | 137 | 148 | 148 | 150 |
| Kitchener-Waterloo-Barrie (540) | 450 | 458 | 470 | 469 | 478 | 496 |
| Hamilton-péninsule de Niagara (550) | 559 | 546 | 567 | 577 | 583 | 584 |
| **Sud-Ouest** | **676** | **689** | **705** | **686** | **699** | **704** |
| London (560) | 275 | 285 | 288 | 285 | 278 | 283 |
| Windsor-Sarnia (570) | 266 | 267 | 274 | 271 | 279 | 277 |
| Stratford-péninsule Bruce (580) | 135 | 137 | 143 | 130 | 142 | 145 |
| **Nord** | **337** | **344** | **345** | **362** | **357** | **345** |
| Nord-Est (590) | 233 | 238 | 237 | 248 | 247 | 241 |
| Nord-Ouest (595) | 104 | 106 | 108 | 114 | 110 | 105 |

## Tableau 31 (suite)

(en milliers)

| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003[2] |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Ontario** | **5 490** | **5 688** | **5 872** | **5 963** | **6 068** | **6 224** |
| **Région :*** | | | | | | |
| **Est** | **726** | **750** | **757** | **776** | **787** | **807** |
| Ottawa (510) | 543 | 555 | 573 | 587 | 592 | 615 |
| Kingston-Pembroke (515) | 183 | 195 | 184 | 189 | 195 | 193 |
| **Région du grand Toronto (530)[1]** | **2 426** | **2 511** | **2 616** | **2 689** | **2 743** | **2 813** |
| **Centre** | **1 276** | **1 322** | **1 371** | **1 374** | **1 401** | **1 457** |
| Muskoka-Kawarthas (520) | 152 | 161 | 165 | 157 | 159 | 176 |
| Kitchener-Waterloo-Barrie (540) | 515 | 543 | 552 | 562 | 584 | 598 |
| Hamilton-péninsule de Niagara (550) | 609 | 618 | 654 | 655 | 659 | 683 |
| **Sud-Ouest** | **714** | **744** | **763** | **757** | **767** | **773** |
| London (560) | 286 | 299 | 307 | 304 | 306 | 314 |
| Windsor-Sarnia (570) | 286 | 296 | 304 | 305 | 311 | 312 |
| Stratford-péninsule Bruce (580) | 142 | 149 | 152 | 148 | 150 | 148 |
| **Nord** | **348** | **361** | **366** | **366** | **370** | **373** |
| Nord-Est (590) | 244 | 249 | 253 | 256 | 255 | 254 |
| Nord-Ouest (595) | 105 | 112 | 113 | 110 | 115 | 118 |

* Les écarts-types varient considérablement selon les régions et décroissent à mesure qu'augmente la taille de la région.

Nota :

Tous les chiffres représentent le niveau d'emploi annuel moyen.

1. La région économique de Toronto (530) est très semblable à la région du grand Toronto, mais ne comprend pas la ville de Burlington.
2. Les données de 2003 représentent une moyenne cumulative des 11 premiers mois de 2003.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

**Tableau 32** **Niveau d'emploi en Ontario, par industrie, par région économique, 2002**

(en milliers)

| | Toutes les industries | Agriculture | Ressources[1] | Fabrication |
|---|---|---|---|---|
| **Ontario** | **6 068** | **76** | **34** | **1 120** |
| **Région :** | | | | |
| **Est** | **787** | **12** | **2** | **88** |
| Ottawa (510) | 592 | 9 | 1 | 59 |
| Kingston-Pembroke (515) | 195 | 3 | 1 | 29 |
| **Région du grand Toronto (530)** | **2 743** | **8** | **5** | **526** |
| **Centre** | **1 401** | **30** | **2** | **291** |
| Muskoka-Kawarthas (520) | 159 | 5 | 0 | 24 |
| Kitchener-Waterloo-Barrie (540) | 584 | 10 | 1 | 138 |
| Hamilton-péninsule de Niagara (550) | 659 | 15 | 1 | 129 |
| **Sud-Ouest** | **767** | **24** | **3** | **173** |
| London (560) | 306 | 9 | 0 | 59 |
| Windsor-Sarnia (570) | 311 | 7 | 2 | 84 |
| Stratford-péninsule Bruce (580) | 150 | 8 | 1 | 30 |
| **Nord** | **370** | **3** | **23** | **41** |
| Nord-Est (590) | 255 | 3 | 14 | 28 |
| Nord-Ouest (595) | 115 | 0 | 9 | 14 |

**Tableau 32 (suite)**

(en milliers)

| | Construction | Distribution[2] | Finance, serv. prof. et gestion d'entreprises[3] | Information, culture et loisirs[4] |
|---|---|---|---|---|
| **Ontario** | **354** | **560** | **1 089** | **288** |
| **Région :** | | | | |
| **Est** | **45** | **54** | **130** | **39** |
| Ottawa (510) | 31 | 39 | 105 | 32 |
| Kingston-Pembroke (515) | 15 | 15 | 25 | 7 |
| **Région du grand Toronto (530)** | **147** | **283** | **639** | **147** |
| **Centre** | **92** | **124** | **188** | **61** |
| Muskoka-Kawarthas (520) | 13 | 17 | 14 | 9 |
| Kitchener-Waterloo-Barrie (540) | 41 | 49 | 83 | 22 |
| Hamilton-péninsule de Niagara (550) | 37 | 57 | 91 | 31 |
| **Sud-Ouest** | **47** | **67** | **94** | **27** |
| London (560) | 17 | 28 | 49 | 9 |
| Windsor-Sarnia (570) | 17 | 23 | 31 | 14 |
| Stratford-péninsule Bruce (580) | 13 | 16 | 13 | 4 |
| **Nord** | **24** | **32** | **38** | **14** |
| Nord-Est (590) | 17 | 21 | 27 | 10 |
| Nord-Ouest (595) | 7 | 11 | 11 | 4 |

## Tableau 32 (suite) Niveau d'emploi en Ontario, par industrie, par région économique, 2002

(en milliers)

| | Commerce de détail | Services personnels[5] | Enseignement |
|---|---|---|---|
| **Ontario** | **697** | **616** | **379** |
| **Région :** | | | |
| **Est** | **87** | **82** | **54** |
| Ottawa (510) | 60 | 59 | 38 |
| Kingston-Pembroke (515) | 27 | 23 | 16 |
| **Région du grand Toronto (530)** | **292** | **251** | **156** |
| **Centre** | **173** | **155** | **94** |
| Muskoka-Kawarthas (520) | 21 | 20 | 8 |
| Kitchener-Waterloo-Barrie (540) | 66 | 60 | 42 |
| Hamilton-péninsule de Niagara (550) | 86 | 76 | 44 |
| **Sud-Ouest** | **93** | **82** | **46** |
| London (560) | 34 | 30 | 21 |
| Windsor-Sarnia (570) | 36 | 36 | 17 |
| Stratford-péninsule Bruce (580) | 23 | 17 | 8 |
| **Nord** | **52** | **46** | **28** |
| Nord-Est (590) | 38 | 31 | 19 |
| Nord-Ouest (595) | 14 | 15 | 9 |

## Table 32 (suite)

(En milliers)

| | Santé et assistance sociale | Administration publique |
|---|---|---|
| **Ontario** | **563** | **291** |
| **Région :** | | |
| **Est** | **84** | **111** |
| Ottawa (510) | 60 | 99 |
| Kingston-Pembroke (515) | 24 | 12 |
| **Région du grand Toronto (530)** | **207** | **83** |
| **Centre** | **136** | **54** |
| Muskoka-Kawarthas (520) | 17 | 9 |
| Kitchener-Waterloo-Barrie (540) | 51 | 20 |
| Hamilton-péninsule de Niagara (550) | 67 | 26 |
| **Sud-Ouest** | **88** | **22** |
| London (560) | 40 | 10 |
| Windsor-Sarnia (570) | 34 | 9 |
| Stratford-péninsule Bruce (580) | 14 | 4 |
| **Nord** | **48** | **21** |
| Nord-Est (590) | 34 | 14 |
| Nord-Ouest (595) | 15 | 7 |

Toutes les données sont des niveaux d'emplois annuels moyens.
Les données sous-régionales peuvent ne pas correspondre aux totaux régionaux, qui ont été arrondis.
On ne tient pas compte des données sur l'emploi inférieures à 1 500 pour des raisons de fiabilité statistique.
Se reporter à la remarque sur les écarts-types et sur la RGT du tableau 32.
Groupements d'industries fondés sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Nota :

1. Comprend foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz.
2. Comprend transport et entreposage, services publics et commerce de gros.
3. Comprend finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail; gestion d'entreprises, services administratifs et autres services de soutien; et services professionnels, scientifiques et techniques.
4. Le secteur information, culture et loisirs comprend des industries telles que : édition; industries du film et de l'enregistrement sonore; radiotélévision et télécommunications; services d'information et de traitement de données; arts d'interprétation; sports-spectacles et industries connexes; établissements du patrimoine; divertissements, loisirs et jeux de hasard.
5. Comprend hébergement et services de restauration, et autres services (tels que réparations et entretien, services personnels et blanchissage, services religieux, services de subventions et services civiques, professionnels et autres).

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

| Tableau 33 | Régions économiques de l'Ontario[1] |
|---|---|
| **Est** | |
| Ottawa (510) | Comtés unis de Stormont, Dundas et Glengarry, Prescott et Russell, Leeds et Grenville, comté de Lanark et division d'Ottawa |
| Kingston-Pembroke (515) | Comtés de Lennox et Addington, Hastings, Renfrew et Frontenac et division de Prince Edward |
| **Centre** | |
| Muskoka-Kawarthas (520) | Comtés de Northumberland, Peterborough, Haliburton, municipalité du district de Muskoka et division des lacs Kawartha |
| Kitchener-Waterloo-Barrie (540) | Comtés de Dufferin, Wellington et Simcoe et municipalité régionale de Waterloo |
| Hamilton-péninsule de Niagara (550) | Comté de Brant, municipalités régionales de Niagara, Haldimand-Norfolk, division de Hamilton et ville de Burlington dans la municipalité régionale de Halton |
| **Région du grand Toronto**[2] | |
| Toronto (530) | Division de Toronto, municipalités régionales de Durham, York, Peel et Halton (à l'exclusion de la ville de Burlington) |
| **Sud-Ouest** | |
| London (560) | Comtés d'Oxford, d'Elgin et de Middlesex |
| Windsor-Sarnia (570) | Comtés de Lambton et d'Essex et division de Chatham-Kent |
| Stratford-péninsule Bruce (580) | Comtés de Perth, Huron, Bruce et Grey |
| **Nord** | |
| Nord-Est (590) | Districts de Nipissing, Parry Sound, Manitoulin, Sudbury, Timiskaming, Cochrane, Algoma et division du grand Sudbury |
| Nord-Ouest (595) | Districts de Thunder Bay, Rainy River et Kenora |

Nota :

1. Telles qu'elles sont définies dans la *Classification géographique type de 2001* de Statistique Canada.
2. La région économique 530 est très semblable à la région du grand Toronto, mais ne comprend pas la ville de Burlington.

Pour de plus amples renseignements au sujet de
*Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2003,*
s'adresser au :

Ministère des Finances
95, rue Grosvenor, Queen's Park
Édifice Frost Nord, 3e étage
Toronto (Ontario) M7A 1Z1
Téléphone : 416 325-0333

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2003
ISSN 1483-5983